

**L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte**

**présente**

# **Marx, à mesure**

***Une anthologie commentée des écrits  
de Marx et d'Engels***

**par**

**Le Cercle d'Etude des Marxismes**

**Fascicule 28**

# Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

## Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

## Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

## Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

# Sommaire

Le présent fascicule est consacré au « **Chapitre du Capital** » du manuscrit de Marx connu sous le titre des **Grundrisse**, plus précisément dans la **seconde section** de ce chapitre, au développement connu sous le titre de « **fragment sur les machines** »

Il comprend les **4 cahiers** suivants :

## Introduction

**1. Grundrisse (4) : Capital fixe et développement des forces productives**, paginé FSM de 1 à 17.

## 2. Analyse et commentaires

2.1. Trois leçons, paginé TL de 1 à 3.

2.2. Machines et prolétariat au regard de l'opéraïsme italien, paginé M&P de 1 à 14.

## 3. Ecrits de presse

3.1. K. Marx, sur les élections de mars/avril 1857 en Angleterre, paginé EA de 1 à 23.

3.2. Note sur la carrière politique de Lord Palmerston, paginé P de 1 à 6.

3.3. Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880, paginé MPA de 1 à 3.

## 4. Documents

4.1. L'opéraïsme italien des années soixante, paginé Op, de 1 à 9.

4.2. Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante, paginé RP de 1 à 9.

4.3. Les *Quaderni Rossi* de 1961 à 1965, paginé QR de 1 à 4.

4.4. K. Marx, *Enquête ouvrière*, paginé EO, de 1 à 5.

## Table générale

## Introduction

« **Le chapitre du capital** » du manuscrit des *Grundrisse* se compose des **trois sections** suivantes, ainsi subdivisées :

### 1. Première section : le procès de production du capital

- Le chapitre de l'argent en tant que capital. Transformation de l'argent en capital
- Le capital présuppose la circulation et la valeur d'échange issue de la circulation
- La valeur d'échange issue de la circulation se présupposant à elle, se conservant et se multipliant en elle au moyen du travail
- Echange entre capital et travail
- Procès de travail et procès de valorisation
- Survaleur absolue et survaleur relative
- Survaleur et profit

### 2. Deuxième section : procès de circulation du capital

- Reproduction et acculturation du capital
- Formes antérieures à la production capitaliste
- Le circuit du capital
- Théories sur la survaleur et le profit
- Capital fixe et capital circulant
- **Capital fixe et développement des forces productives**
- Circulation et reproduction du capital fixe et du capital circulant

### 3. Troisième section : le capital en tant qu'il fructifie

- Transformation de la survaleur en profit. Intérêt. Profit. (Coût de production, etc.)
- Compléments aux chapitres de l'argent et du capital
- L'argent comme mesure des valeurs
- L'argent comme moyen de circulation et comme valeur autonome
- Machinerie et profit
- Notes diverses
- Valeur

Le présent fascicule se propose de centrer l'attention **sur la deuxième ces sections** et tout particulièrement sur le chapitre « Capital fixe et développement des forces productives », mieux connu sous le titre de « **fragment sur les machines** ».

\*

Ces pages sont remarquables.

Remarquables, elles le sont d'abord par elles mêmes, dans le contexte du manuscrit auquel elles appartiennent. **Notre premier objectif sera donc de les découvrir attentivement.**

Remarquables, elles le sont ensuite par l'ampleur des commentaires qu'elles ont suscités, en particulier sur les trois questions centrales que posent : 1. le déploiement de l'appareil de production et ses conséquences sur la mise en œuvre de la force de travail ouvrière, 2. le rôle joué dans ce processus par les savoirs scientifiques et 3. la pertinence dans ce contexte de la loi de la valeur.

Or, sauf pour la première d'entre elles, ces problématiques se trouvent l'objet, dans ces pages des *Grundrisse*, d'un **singulier déséquilibre** entre, d'une part, leur importance théorique comme telle, et, d'autre part, l'exiguïté des développements que Marx leur consacre.

C'est le cas pour les quelques indications sur le rôle désormais décisif de la science, de *l'intellect général*, selon les termes de Marx, dans une perspective d'émancipation sociale généralisée.

C'est le cas pour l'énoncé abrupt, à peine un paragraphe, d'une thèse radicale affirmant la possible obsolescence de la loi de la valeur.

Il existe sur ces domaines une vaste littérature théorique qu'il nous a paru impossible d'évoquer dans le cadre de ce fascicule. Pensons, par exemple, à la foison des travaux qui ont pour objet, s'agissant du

rôle des savoirs, d'entreprendre l'analyse du *capitalisme cognitif*. Pensons, par exemple, à la foison des travaux qui interrogent la loi de la valeur selon Marx.

A peine avons-nous fait **une exception**.

Elle concerne la réception de ce chapitre des *Grundrisse*, précisément ledit « fragment des machines », par les militants de **l'opéraïsme italien** dans ses premiers développements. Cette problématique se trouve, en effet, expressément circonscrite dans leurs travaux, à travers notamment l'article exemplaire de Raniero Panzieri paru dans le premier numéro la revue *Quaderni Rossi* de septembre 1961 sous le titre de « Sur l'utilisation capitaliste des machines dans le néo-capitalisme ».

La lecture commentée de cette étude s'accompagne, comme il se doit, d'une note introductive sur l'opéraïsme italien des années soixante et d'un aperçu de la biographie intellectuelle et militante de Raniero Panzieri.

\*

Nous avons ajouté, à titre documentaire, le répertoire, paru sous le titre de **Enquête ouvrière**, des questions rédigées par Marx, en novembre 1880, à l'adresse de Benoît Malon.

\*

Enfin, l'on trouvera dans le cahier consacré aux **écrits de presse** la série des cinq articles publiés par Marx en mars-avril 1857 dans le *New York Daily Tribune* : ils commentent les aventures électorales de **Lord Palmerston** à la suite de l'arraisonnement à Canton, par les autorités chinoises, du cargo Arrow sous pavillon britannique qu'elles accusaient de piraterie et de trafic d'opium. Le vote, le 3 mars 1857, d'une motion de censure avait conduit Palmerston à dissoudre le parlement; le nouveau scrutin avait conduit à sa réélection.

Le propos de Marx s'accompagne d'un aperçu de la carrière politique de Lord Palmerston ainsi que d'une vue générale sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880.

\*

# 1. Capital fixe et développement des forces productives

## (Fragment sur les machines)

Le double titre qui annonce ce chapitre met en proximité les deux possibles lectures qu'il autorise.

« Capital fixe et développement des forces productives » reproduit l'intitulé du manuscrit, tel, ce manuscrit, qu'il expose le raisonnement de Marx. « Fragment sur les machines » est autrement éloquent : il évoque, en effet, la quantité de commentaires que cet écrit a suscités dans la littérature marxiste et apparutée.

Nous nous efforcerons ici de suivre d'abord, au plus près et au plus clair, les apports des pages de Marx.

\*

Le début de cette séquence réclame **une précision**.

**Elle concerne la distinction technique entre capital fixe et capital circulant.** Le capital **fixe** désigne la composante du capital qui se trouve immobilisée dans les bâtiments et les équipements en machines et outils de l'entreprise. Comme tel, il se consomme dans la longue durée. Le capital **circulant** désigne la composante du capital qui engage le dynamisme du processus production, entre autres les matières premières et bien sûr la force de travail ouvrière. Comme tel, il se transmet dans l'acte productif lui-même.

Une distinction **technique** ? Oui, car elle n'a pas la même importance que la distinction apparemment proche, mais organique celle-ci, entre **capital constant** et **capital variable**. Le capital est dit **constant** en ce sens que par lui-même, sous cette détermination, il n'ajoute pas de valeur. Son rôle est de **transmettre** au produit la fraction de sa propre valeur qui se consomme à mesure de l'emploi qui en est fait. Le capital est dit **variable** pour désigner la capacité de la force de travail ouvrière à **créer** par elle-même de la valeur nouvelle, précisément la survaleur que le capital s'approprie sans la rétribuer.

On l'a compris : l'un **partage** de la valeur; l'autre **crée** de la valeur.

Le concept de capital constant/variable de même que celui de survaleur absolue/relative sont une innovation des *Grundrisse*<sup>1</sup>.

\*

Une seconde précision mérite d'être apportée. Elle concerne la notion de **travail immédiat**. Elle désigne la mise en œuvre effective de la force de travail, le *travail vivant* en quelque sorte en ce qu'il se distingue du travail passé, objectivé, accumulé dans les matières et les machines, du *travail mort*, disons.

\*

Le capital qui se consomme dans le procès de production lui-même, ou *capital fixe*<sup>2</sup>, est au sens emphatique<sup>3</sup> moyen de production. Au sens large, tout le procès de production et tout moment<sup>4</sup> de celui-ci, telle la circulation – pour autant que ce moment est pris au sens matériel<sup>5</sup> – ne sont que des moyens de production pour le capital, pour lequel seule existe la valeur comme fin en soi. Prise elle-même au sens matériel, la matière première est moyen de production pour le produit, etc.

<sup>1</sup> Même si Marx, nous le verrons au fil de la lecture, ne prend pas toujours la pleine mesure de la radicalité de cette innovation théorique.

<sup>2</sup> En français dans le manuscrit.

<sup>3</sup> Une curieuse qualification, à vrai dire, associée à l'idée d'excès. Vérification faite, la version allemande (MEW, vol. 42, p. 591) écrit bien « Im emphatischen Sinn » avec la même connotation qu'en français. De même trouve-t-on en anglais (MECW, vol. 29, p. 80) l'adverbe « emphatically » qui exprime la nuance d'un propos « clair et net, sans équivoque ».

<sup>4</sup> Au sens (hégélien) de *phase* d'un processus.

<sup>5</sup> Et non pas au sens de la circulation financière.

Mais la détermination de la valeur d'usage du *capital fixe* comme ce qui se consomme dans le procès de production lui-même est identique avec le fait qu'il n'est utilisé que comme moyen de ce procès et n'existe lui-même que comme agent de la transformation de la matière première en produit. Comme moyen de production ainsi défini, sa valeur d'usage peut consister à n'être que condition technologique du déroulement du procès (l'endroit où se déroule le procès de production) comme pour les bâtiments, etc., ou à être condition immédiate de l'action du moyen de production proprement dit, comme c'est le cas de toutes les *matières instrumentales*. L'une et l'autre condition se ramènent ni plus ni moins à des présuppositions matérielles du déroulement du procès de production en général, ou de l'emploi et de l'entretien du moyen de travail. Mais, au sens propre, celui-ci ne sert qu'à l'intérieur de la production, pour la production, et n'a pas d'autre valeur d'usage.

À l'origine, lorsque nous considérons le passage de la valeur dans le capital, le procès de travail était simplement accueilli dans le capital, et, par ses conditions matérielles, par son existence matérielle, le capital apparaissait comme la totalité des conditions de ce procès et se séparait, conformément au procès en question, en un certain nombre de portions qualitativement différentes : *comme matériau de travail* (c'est ce terme et non celui de matériau brut, qui est l'expression correcte et conceptuelle), *moyen de travail* et *travail vivant*. D'un côté, pour ce qui était de son existence matérielle, le capital s'était dissocié en ces trois éléments; d'un autre côté, leur unité en mouvement était *le procès de travail* (ou l'entrée de ces éléments les uns avec les autres dans un procès), leur unité au repos était le produit. Sous cette forme, les éléments matériels – matériau de travail, moyen de travail et travail vivant – n'apparaissent que comme les moments essentiels du procès de travail lui-même, procès que le capital s'approprie. Mais ce côté matériel – ou cette détermination du capital comme valeur d'usage et procès réel – se disjoignait complètement de sa détermination formelle.

À l'intérieur de celle-ci,

1) les trois éléments dans lesquels le capital apparaît avant l'échange avec la puissance de travail, avant le procès réel, n'apparaissent que comme des portions qualitativement différentes de lui-même, comme quanta de valeur, dont lui-même constituait l'unité en tant que somme de ceux-ci. La forme matérielle, la valeur d'usage, sous laquelle ces différentes portions existaient, ne changeait rien à l'homogénéité de cette détermination. Par leur détermination formelle, elles apparaissaient seulement de telle manière que le capital se séparait quantitativement en portions;

2) à l'intérieur du procès lui-même, les éléments du travail et les deux autres ne se distinguaient du point de vue formel que par ceci: les uns étaient déterminés comme valeur constante, et l'autre comme posant de la valeur. Mais pour autant que leur caractère de valeurs d'usage différentes, leur côté matériel, entrant en ligne de compte, il tombait complètement en dehors de la détermination formelle du capital. Mais à présent, par opposition à *capital circulant* (matériau brut et produit) et *capital fixe* (moyen de travail), la différence des éléments en tant que valeurs d'usage est posée en même temps comme ce qui différencie le capital comme capital, dans sa détermination formelle. Le rapport des facteurs entre eux, qui n'était que quantitatif, apparaît maintenant comme ce qui différencie qualitativement le capital lui-même et qui détermine son mouvement global (rotation). Le matériau de travail et le produit du travail, le précipité neutre du procès de travail, sont eux aussi, en tant que matériau brut et produit, déterminés non plus comme matériau et produit du travail, mais comme la valeur d'usage du capital lui-même dans des phases différentes.

Tant que le moyen de travail reste moyen de travail au sens propre, tel qu'il est entraîné immédiatement, historiquement par le capital dans son procès de valorisation, le fait qu'il n'apparaisse plus seulement maintenant comme moyen du travail par son côté matériel, mais en même temps comme un mode d'existence particulier du capital, déterminé par le procès global de celui-ci, – comme du *capital fixe* – ne lui fait subir qu'un changement formel.

Ces rappels et ces mises au point une fois accomplis, l'exposé aborde à présent le principal des observations qui visent précisément « le système automatique de la machinerie » aussitôt associé à l'activité d'un **automate** dont les ouvriers ne sont plus que *les membres conscients*.

Une fois intégré dans le procès de production du capital, le moyen de travail passe toutefois par différentes métamorphoses, dont la dernière est la machine ou, pour mieux dire, le système automatique de la machinerie (système de la machinerie : que le système automatique n'est que la forme la plus parfaite et la plus adéquate de la machinerie et c'est seulement lui qui la transforme en un système), actionné par un automate, par une force motrice qui se meut d'elle-même; cet automate consiste en de multiples organes, les uns mécaniques et les autres doués d'intellect, de sorte que les ouvriers eux-mêmes ne sont plus définis que comme ses membres conscients.

Dans la machine, et plus encore dans la machinerie comme système automatique de machines, le moyen de travail est transformé quant à sa valeur d'usage, c'est-à-dire quant à son existence matérielle, en une existence adéquate au *capital fixe* et au capital en général; quant à la forme sous laquelle il a été intégré comme moyen de travail immédiat dans le procès de production du capital, elle est abolie au profit d'une forme posée par le capital lui-même et qui lui est adéquate.

Telle est, en effet, la différence avec l'outil ordinaire aux mains de l'ouvrier que ce dernier se trouve transformé en simple suppléant de la machinerie **qui le domine**.

À aucun égard, la machine n'apparaît comme moyen de travail de l'ouvrier individuel. La *differentia specifica*<sup>1</sup> de la machine n'est nullement, comme dans le cas du moyen de travail, de transmettre l'activité de l'ouvrier à l'objet; au contraire, cette activité a une position telle qu'elle ne fait que servir d'intermédiaire au travail de la machine – que surveiller l'action de celle-ci sur la matière première et lui éviter tout incident.

Dans ce cas-là, les choses ne se passent pas comme dans l'emploi de l'outil que l'ouvrier – en tant qu'organe – anime de son adresse et de son activité et dont le maniement dépend de sa virtuosité.

La machine, qui possède adresse et force à la place de l'ouvrier, est au contraire elle-même le virtuose qui, du fait des lois mécaniques dont l'action s'exerce en elle, possède une âme propre et qui consomme, pour son automouvement permanent, du charbon, de l'huile, etc., (matières instrumentales), de même que l'ouvrier consomme des aliments<sup>2</sup>. Réduite à une simple

---

<sup>1</sup> La différence spécifique, autrement dit ce qui distingue tel objet particulier (la machine) de la catégorie générale à laquelle il appartient (l'instrument de travail, l'outil).

<sup>2</sup> La comparaison est expressive.

abstraction d'activité<sup>1</sup>, l'activité de l'ouvrier est déterminée et réglée de tous côtés par le mouvement de la machinerie et non l'inverse.

Or, notons-le, ce qui autorise cette domination, outre la machinerie, ou plutôt en deçà d'elle, c'est **le savoir scientifique**, autrement dit, comme l'écrira plus loin Marx, « les forces productrices du cerveau social ». Cette détermination intellectuelle éminemment sociale n'empêche toutefois pas que ce qui agit dans la logique même de la valeur (« la valeur pour soi »), c'est « *l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé*<sup>2</sup> », autrement dit la domination de la force de travail ouvrière, *le travail vivant*, par la violence prédatrice du capital.

La science, qui oblige les membres sans vie de la machine, en vertu de leur construction, à agir de la manière voulue, comme un automate, n'existe pas dans la conscience de l'ouvrier, mais agit sur lui à travers la machine comme une force étrangère, comme une force de la machine elle-même.

Dans la production mécanisée, l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé, – l'appropriation de la force ou de l'activité valorisante<sup>3</sup> par la valeur pour soi – appropriation qui tient au concept même de capital, est posée comme caractère du procès de production lui-même, y compris sous le rapport de ses éléments matériels et de son mouvement matériel. Le procès de production a cessé d'être procès de travail au sens où le travail considéré comme l'unité qui le domine serait le moment qui détermine le reste. Le travail n'apparaît au contraire que comme organe conscient, placé en de nombreux points du système mécanique, dans des ouvriers vivants pris un à un; dispersé, subsumé sous le procès global de la machinerie elle-même, n'étant lui-même qu'une pièce du système, système dont l'unité existe, non dans les ouvriers vivants, mais dans la machinerie vivante (active) qui apparaît face à l'activité isolée insignifiante de cet ouvrier comme un organisme lui imposant sa violence.

Dans la machinerie, le travail objectivé se présente face au travail vivant dans le procès de travail lui-même comme ce pouvoir qui le domine, que le capital est par sa forme, en tant qu'appropriation du travail vivant.

L'intégration du procès de travail comme simple moment du procès de valorisation du capital est également posée du point de vue matériel par la transformation du moyen de travail en machinerie et du travail vivant en simple accessoire vivant de cette machinerie.

Il faut être attentif aux nuances du vocabulaire mobilisé pour la description du phénomène. « Le travail objectivé », écrit Marx, « *se présente* (nous soulignons) face au travail vivant comme ce pouvoir qui le domine » : cette apparence, on le voit, est de l'ordre d'un vécu. Or toute la difficulté est de bien concevoir qu'il s'agit d'un « moment » du procès de valorisation, lequel s'accomplit bien davantage dans le rapport capital constant/capital variable que dans l'action mécanique, toute spectaculaire qu'elle est, du capital fixe.

Le rapport du *travail vivant* avec le *travail objectivé* doit en effet être appréhendé à la lumière de la **stratégie du capital** visant à **accroître** la part de **surtravail** de l'ouvrier en proportion du temps de **travail nécessaire**, ainsi nommé pour désigner la stricte activité de la *force de travail ouvrière* rémunérée par le salaire.

---

<sup>1</sup> Cette expression prend tout son sens en relation avec le concept de **travail abstrait**. La *force de travail* ouvrière prend la forme d'une activité standardisée au service de la machinerie. Il y a bien une **double domination**. L'une, matérielle, disons, dans la conduite du travail. L'autre statutaire dans la réduction de l'habileté ouvrière à un standard imposé par la ligne de production.

<sup>2</sup> Objectivé au sens où il est matérialisé dans cette composante du capital fixe qu'est la machine, elle-même produite par le travail vivant.

<sup>3</sup> L'activité *valorisante* en ce sens que le travail vivant, autrement dit la force de travail ouvrière, est la seule source de la survaleur.

Ce que l'analyse de Marx met ici en place c'est le phénomène du tendanciel infléchissement du rapport entre capital *constant* et capital *variable*.

Comme nous l'avons vu, la tendance nécessaire du capital est l'accroissement de la force productive et la négation maximale<sup>1</sup> du travail nécessaire. Et la réalisation de cette tendance, c'est la transformation du moyen de travail en machinerie. Dans la machinerie, le travail objectivé fait face matériellement au travail vivant comme étant ce pouvoir qui le domine et le subsume activement sous lui-même, et cela non seulement par l'appropriation du travail vivant, mais dans le procès réel de production lui-même; dans le capital fixe qui existe en tant que machinerie, le rapport du capital comme valeur qui s'approprie l'activité valorisante est en même temps posé comme rapport de la valeur d'usage du capital à la valeur d'usage de la puissance de travail; la valeur objectivée dans la machinerie apparaît en outre comme une présupposition au regard de laquelle la force valorisante<sup>2</sup> de la puissance de travail individuelle disparaît comme un infiniment petit<sup>3</sup>; la production en masses énormes qui va de pair avec la machinerie fait disparaître également dans le produit toute relation au besoin immédiat du producteur et donc à une valeur d'usage immédiate; dans la forme sous laquelle le produit est produit et dans les conditions où il est produit, se trouve déjà posé qu'il n'est produit que comme porteur de valeur<sup>4</sup> et que sa valeur d'usage n'est que la condition de cela.

Le travail objectivé lui-même apparaît immédiatement dans la machinerie, non seulement sous la forme de produit ou de produit utilisé comme moyen de travail, mais sous la forme de la force productive elle-même. Le développement du moyen de travail en machinerie n'est pas fortuit pour le capital, mais il est la réorganisation historique du moyen de travail traditionnel légué par le passé, qui se voit remodelé de manière adéquate au capital.

L'accumulation du savoir et de l'habileté, des forces productives générales du cerveau social<sup>5</sup>, est ainsi absorbée dans le capital face au travail et apparaît donc comme propriété caractéristique du capital, et plus précisément dans la mesure où celui-ci entre dans le procès de production comme moyen de production proprement dit.

La machinerie apparaît donc comme la forme la plus adéquate du capital fixe et le capital fixe, pour autant que le capital est considéré dans sa relation à lui-même, comme la forme la plus adéquate du capital en général<sup>6</sup>.

L'opposition entre *capital fixe* et *capital circulant* couvre ici l'opposition plus déterminante **sous l'angle de la valeur** entre *capital constant* et *capital variable*. « *Nous n'entrons pas ici en détail dans le développement de la machinerie* », note toutefois le manuscrit.

---

<sup>1</sup> Cette catégorie de « négation » appartient à la rhétorique hégélienne : on comprend que le capital tend à diminuer autant qu'il le peut la part de *travail nécessaire* accomplie par l'ouvrier (et rétribuée par son salaire) pour augmenter la part de *surtravail* qu'il lui extorque. Or cette intensification productive s'accomplit par un recours massif à la machinerie, autrement dit au capital constant, lui-même organiquement non producteur de survaleur. Se met ainsi en place toute la question des rapports entre *capital constant* et *capital variable*, et donc celle de la *tendanciellement baisse du taux de profit*.

<sup>2</sup> On sera attentif à cette claire opposition entre *valeur objectivée*, au passé, et *force valorisante* dans sa pleine dimension dynamique.

<sup>3</sup> En voie vers la disparition du travail lui-même ? Un propos de ce genre ne manquera pas d'être relevé par nombre de commentateurs.

<sup>4</sup> Comprendons bien : de valeur d'échange. Le but est bien de produire de la survaleur.

<sup>5</sup> Une première occurrence de ce qui sera nommé plus loin *l'intellect général*.

<sup>6</sup> Une apparence, notons-le bien.

D'un autre côté, dans la mesure où le *capital fixe* est maintenu captif dans sa propre existence de valeur d'usage déterminée, il ne correspond pas au concept du capital, qui, en tant que valeur, est indifférent à toute forme déterminée de valeur d'usage et qui peut prendre ou quitter l'incarnation indifférente de chacune d'entre elles. De ce côté, sous l'aspect de la relation du capital vers l'extérieur, c'est le *capital circulant* qui apparaît, face au *capital fixe* comme la forme la plus adéquate du capital<sup>1</sup>.

En outre, dans la mesure où la machinerie se développe avec l'accumulation de la science sociale, de la force productive sociale en général, ce n'est pas dans le travailleur, mais dans le capital que se manifeste le travail social général. La force productive de la société a sa mesure dans le *capital fixe*, existe en lui sous sa forme objective; et inversement, la force productive du capital se développe au fur et à mesure de ce procès général que le capital s'approprie gratis<sup>2</sup>.

Nous n'entrons pas ici en détail dans le développement de la machinerie, mais seulement d'un point de vue général; dans la mesure où, dans le *capital fixe*, le moyen de travail, sous son aspect matériel, perd sa forme immédiate et se présente matériellement face à l'ouvrier comme capital. Le savoir apparaît dans la machinerie comme quelque chose d'étranger, d'extérieur à l'ouvrier; et le travail vivant apparaît subsumé sous le travail objectif agissant de façon autonome. Et, dans la mesure où son action n'est pas conditionnée par le besoin [du capital], l'ouvrier apparaît comme superflu.

Un pur effet d'apparence ou une réalité en devenir ? Ce sont des questions de ce genre que pose, ici et là, le manuscrit.

L'analyse demeure ici centrée sur **l'assujettissement du travail vivant mis au service de l'automate.**

Le plein développement du capital n'a donc lieu – ou encore : le capital n'a posé le mode de production qui lui est adéquat – qu'à partir du moment précis où le moyen de travail n'est pas déterminé de façon seulement formelle comme *capital fixe*, mais aboli sous sa forme immédiate, et où le *capital fixe* entre en scène comme machine face au travail à l'intérieur du procès de production; où le procès de production, lui, est déterminé comme étant non pas subsumé sous l'habileté de l'ouvrier, mais comme application technologique de la science. Donner à la production un caractère scientifique est donc la tendance du capital, et le travail immédiat est rabaissé au rang de simple moment de ce procès<sup>3</sup>. Comme lors de la transformation de la valeur en capital, apparaît, lorsque se précise le développement du capital, que, d'un côté, il présuppose un développement historique déterminé, donné, des forces productives – et, parmi ces forces productives, figure également la science et que, d'un autre côté, il les impulse et les force.

Donc, l'extension quantitative et l'efficacité (le caractère intensif) avec laquelle le capital est développé comme *capital fixe* indiquent d'une façon générale le *degré* selon lequel le capital est développé comme capital, comme étant le pouvoir sur le travail vivant, et selon lequel s'est assujetti le procès de production en général. Également sous l'aspect qui fait qu'il exprime

---

<sup>1</sup> Observons que la distinction se joue entre *capital fixe* et *capital circulant*, une distinction descriptive, rappelons-le, au regard de l'opposition organique entre capital constant et capital variable qui sont les véritables paramètres de la survaleur.

<sup>2</sup> La part que le capital *s'approprié gratis*, à savoir la survaleur produite par le travailleur au-delà de l'accomplissement du *travail nécessaire*.

<sup>3</sup> Comprendons : le travail vivant se trouve conformé au statut de travail abstrait.

l'accumulation des forces productives objectivées et, de la même façon, celle du travail objectivé. Mais si le capital ne se donne sa figure adéquate que comme valeur d'usage à l'intérieur du procès de production, dans la machinerie et dans d'autres formes d'existence matérielles du capital fixe, comme les chemins de fer, etc. (nous y viendrons plus loin), cela ne signifie nullement pour autant que cette valeur d'usage – la machinerie en soi – soit du capital, ou que son existence de machinerie soit identique à son existence de capital; pas plus que l'or ne cesserait d'avoir sa valeur d'usage d'or à partir du moment où il ne serait plus de la monnaie. La machinerie ne perdrait pas sa valeur d'usage à partir du moment où elle cesserait d'être du capital. Que la machinerie soit la forme la plus adéquate de la valeur d'usage du *capital fixe* n'implique nullement que la subsomption du capital sous le rapport social soit le meilleur rapport de production social, le plus adéquat pour l'utilisation de la machinerie.

Cette remarque *comme en passant* pour signaler que la valeur d'usage de la machinerie ne serait pas moindre dans un autre rapport social que celui imposé par le capital<sup>1</sup>.

Le manuscrit poursuit sans tarder sur la domination exercée par le « travail scientifique général » sur le processus de production, au point de paraître écarter... la suprématie du capital lui-même comme « forme dominant la production ».

La radicalité de ce propos n'a évidemment pas échappé à l'attention des commentateurs des *Grundrisse*.

Dans la mesure exacte où le temps de travail – le simple quantum de travail – est posé par le capital comme seul élément déterminant<sup>2</sup>, le travail immédiat et sa quantité disparaissent en tant que principe déterminant de la production – de la création de valeurs d'usage – et se trouvent rabaissés aussi bien quantitativement à une proportion réduite que qualitativement à un moment certes indispensable, mais subalterne au regard du travail scientifique général, de l'application technologique des sciences physiques et mathématiques, cela d'un premier côté, de même qu'[au regard de la] force productive générale qui se dégage de l'articulation sociale dans la production globale – force productive qui apparaît comme, donc, naturelle au travail social (bien qu'étant produit historique). Le capital travaille ainsi à sa propre dissolution en tant que forme dominant la production.

Si donc, d'un côté, la transformation du procès de production de simple procès de travail en un procès scientifique qui subordonne les puissances naturelles à son service et les fait agir au service des besoins humains, si cette transformation, donc, apparaît comme propriété caractéristique du *capital fixe* face au travail vivant; si le travail individuel en tant que tel cesse d'une manière générale d'apparaître comme productif, mais n'est au contraire productif que dans les travaux en commun qui se subordonnent les puissances naturelles, et si cette élévation du travail immédiat en travail social apparaît comme réduction à l'impuissance du travail individuel face au caractère communautaire représenté dans le capital, concentré en lui; d'un autre côté, le maintien du travail dans une branche de la production par du travail coexistant dans une autre apparaît comme une propriété caractéristique du *capital circulant*.

La force de travail ouvrière n'est pas moins déterminante dans la phase du *capital circulant*<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette thèse de la neutralité, disons, de la machinerie dans la chaîne de production en régime communiste sera vivement contestée par le mouvement opéraïste.

<sup>2</sup> Entendons : comme le seul facteur qui soit créateur de valeur.

<sup>3</sup> Pour rappel, le coût de la force de travail (le salaire) participe avec celui des matières premières du capital circulant selon sa différence (technique) avec le *capital fixe*.

Dans la petite circulation<sup>1</sup>, le capital avance à l'ouvrier le salaire que celui-ci échange contre les produits nécessaires à sa consommation. L'argent reçu par l'ouvrier n'a ce pouvoir que parce que du travail est accompli à côté de lui dans le même temps; c'est seulement parce que le capital s'est approprié son travail qu'il peut lui signer un bon en argent sur du travail d'autrui. Cet échange de son propre travail avec du travail d'autrui apparaît ici ménagé et conditionné, non par la coexistence simultanée du travail des autres, mais par l'avance que le capital consent. Que l'ouvrier puisse engager durant la production l'échange de substances nécessaires à sa consommation, cela apparaît comme propriété caractéristique de la partie du *capital circulant* concédée à l'ouvrier, et du *capital circulant* en général. Cela n'apparaît pas comme échange de substances des forces de travail existant simultanément, mais comme échange de substances du capital; d'où l'existence du *capital circulant*.

Ainsi toutes les forces du travail sont transposées en forces du capital ; en capital fixe, la force productive du travail (force qui est posée en dehors du travail et comme existant (dans les faits) indépendamment de lui); et en capital circulant, le fait que d'un côté ce soit l'ouvrier lui-même qui s'est présupposé les conditions de la répétition de son travail, d'un autre côté le fait que l'échange de ce travail qui est le sien soit ménagé par l'intermédiaire de la coexistence du travail d'autres ouvriers, apparaît de telle manière que ce soit le capital qui fait les avances à l'ouvrier et qui pose la simultanéité des branches du travail. (À vrai dire, ces deux dernières déterminations relèvent de l'accumulation.) Le capital se pose comme intermédiaire entre les différents ouvriers sous forme de *capital circulant*.

Au regard de la valeur, le capital fixe n'a pour principal effet, outre de transmettre, à mesure, la part de valeur qu'il a objectivée, que de réduire la part de *travail nécessaire* de l'ouvrier en proportion du temps de **surtravail** qui lui est imposé dans le cours de la journée.

On se trouve ici **au centre de la question** des rapports **entre capital constant et capital variable**, au centre donc, du mécanisme d'exploitation de la force de travail ouvrière.

Dans sa détermination de moyen de production, dont la forme la plus adéquate est la machinerie, le *capital fixe* ne produit de valeur, c.-à-d. n'augmente la valeur du produit, que sous deux aspects : 1) pour autant que lui-même a de la valeur; c.-à-d. pour autant qu'il est lui-même produit du travail, un certain quantum de travail sous forme objectivée ; 2) dans la mesure où il augmente la proportion de surtravail par rapport au travail nécessaire en rendant le travail, par l'augmentation de sa force productive, capable de créer en un temps plus court une plus grande masse de produits nécessaires à l'entretien de la puissance de travail<sup>2</sup>.

C'est donc une formule bourgeoise parfaitement absurde de prétendre que l'ouvrier partage avec le capitaliste parce que celui-ci, grâce au *capital fixe* (lequel est d'ailleurs lui-même le produit du travail et n'est que du travail d'autrui que le capital s'est approprié), facilite son travail (au contraire, par la machine, il débarrasse au travail toute autonomie et tout caractère attrayant) ou parce qu'il raccourcit son travail. Le capital n'emploie au contrai-

---

<sup>1</sup> A savoir la circulation monétaire de type M-A-M : force de travail (M) contre salaire (A), lui-même échangé contre les produits (M) nécessaires à la reconstitution de la force de travail.

<sup>2</sup> C'est-à-dire à la valeur correspondante du salaire. La proportion entre le *travail nécessaire* et le *surtravail* se trouve accrue en faveur de ce dernier, en faveur donc de la *survaleur* dont s'empare le capital.

re la machine que dans la mesure où elle permet à l'ouvrier de travailler durant une plus grande partie de son temps pour le capital, de se rapporter à une plus grande partie de son temps comme à du temps ne lui appartenant pas; de travailler plus longtemps pour un autre. Ce procès, en fait, réduit à un minimum le quantum de travail nécessaire à la production d'un objet déterminé, mais seulement pour qu'un maximum de travail soit valorisé dans le maximum de ces objets. Le premier aspect est important parce qu'ici le capital – tout à fait involontairement – réduit le travail humain, la dépense de force, à un minimum. Ceci jouera en faveur du travail émancipé et est la condition de son émancipation.

Cette rapide observation sur la perspective **d'une possible émancipation du travail par la machine** cède bien vite le pas devant une brève polémique avec l'économiste anglais James Maitland Lauderdale<sup>1</sup>. Notre attention demeure toutefois centrée sur la relation du capital fixe avec l'exploitation de la main d'œuvre ouvrière, à la fois à **l'intérieur** de l'usine, par l'augmentation du temps de surtravail, et à **l'extérieur** d'elle, pesant sur les salaires, par la constitution de *l'armée de réserve* des chômeurs.

Ce qui vient d'être dit montre à l'évidence l'absurdité de Lauderdale lorsqu'il veut faire du *capital fixe* une source de valeur autonome, indépendante du temps de travail. Le capital fixe n'est cette source de valeur que dans la mesure où il pose lui-même du temps de travail objectivé, et où il pose du temps de surtravail. L'emploi de la machinerie elle-même présuppose historiquement – voir Ravenstone<sup>2</sup> ci-dessus – des bras en surnombre. C'est seulement là où existe un excédent de forces de travail que la machinerie intervient pour remplacer du travail. Il n'y a que l'imagination des économistes pour la voir voler au secours du travailleur individuel. Elle ne peut agir qu'en employant des masses d'ouvriers, dont la concentration face au capital constitue l'une des présuppositions historiques de celui-ci, comme nous l'avons vu. Elle n'entre pas en jeu pour remplacer de la force de travail manquante, mais au contraire pour réduire à sa stricte mesure nécessaire une force de travail existant en masse. La machinerie n'entre en jeu que là où la puissance de travail existe en masse. (Il faudra revenir là-dessus).

(...)

Le manuscrit reprend le fil de l'analyse en revenant sur les rapports entre le *capital fixe* mécanisé et le travail vivant qu'il *s'approprie*.

La valeur du *capital fixe* n'est reproduite que pour autant qu'elle est consommée dans le procès de production. En cas de non-utilisation, le capital fixe perd sa valeur d'usage sans que la valeur passe au produit. Donc, plus le *capital fixe*, au sens où nous l'analysons ici, se développe à une échelle considérable, plus la *continuité du procès de production*, ou la constance du flux de

---

<sup>1</sup> James Maitland Lauderdale est notamment l'auteur d'un ouvrage paru en 1804 sous le titre de *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique et sur les moyens et les causes qui concourent à son accroissement*. Ses écrits trouvent très tôt leur place dans les carnets de travail de Marx qui le cite plus d'une fois dans les pages de son anti-Proudhon de 1847, *Misère de la Philosophie*, en rapport avec les thèses de Ricardo sur la question de la valeur.

<sup>2</sup> Piercy Ravenstone. On sait peu de choses de cet économiste anglais dont le nom est vraisemblablement un pseudonyme. Il est l'auteur, en 1824, d'un ouvrage intitulé *Réflexions sur le système de financement et ses effets* dont Marx fournira un commentaire au chapitre XXI de ses *Théories sur la Plus-value* : « un ouvrage extrêmement curieux », écrit-il. (K. Marx, *Théories sur la plus-value*, vol. 3, pp. 302-308, Éditions sociales, Paris 1976)

reproduction, devient condition extérieurement contraignante du mode de production fondé sur le capital<sup>1</sup>.

Dans la machinerie, l'appropriation du travail vivant par le capital acquiert sous cet angle aussi une réalité immédiate : d'un côté et découlant directement de la science, c'est une analyse et une application de lois mécaniques chimiques, qui permet à la machine d'exécuter le travail que l'ouvrier exécutait auparavant.

Cependant, le développement de la machinerie par cette voie n'intervient qu'à partir du moment où la grande industrie a déjà atteint un degré supérieur et où l'ensemble des sciences ont été capturées et mises au service du capital; et d'un autre côté, à partir du moment où la machinerie existante elle-même offre déjà de grandes ressources. L'invention devient alors un métier et l'application de la science à la production immédiate devient elle-même pour la science un point de vue déterminant et qui la sollicite.

Mais cela n'est pas la voie par laquelle la machinerie a surgi dans son ensemble, et encore moins celle par laquelle elle progresse dans le détail. Cette voie est celle de l'analyse qui, par la division du travail, transforme les opérations des ouvriers en opérations déjà de plus en plus mécanisées<sup>2</sup> si bien qu'à un certain point le mécanisme peut prendre leur place. (Sur l'économie de la puissance.) Donc ici, le mode de travail déterminé apparaît directement transposé de l'ouvrier au capital sous la forme de machine, et la puissance de travail de l'ouvrier apparaît dévalorisée par cette transposition.

D'où la lutte de l'ouvrier contre les machines<sup>3</sup>. Ce qui était activité du travailleur vivant devient activité de la machine. L'ouvrier voit ainsi se dresser face à lui de manière crûment tangible l'appropriation du travail par le capital, le capital absorbant en lui le travail vivant – « comme s'il avait l'amour au corps<sup>4</sup>. »

L'échange de travail vivant contre du travail objectivé, c.-à-d. la position du travail social sous la forme de l'opposition entre capital et travail salarié – est le dernier développement du rapport de valeur et de la production reposant sur la valeur. La condition implicite de celle-ci est et demeure : la masse de temps de travail immédiat, le quantum de travail employé comme facteur décisif de la production de la richesse.

Le raisonnement qui s'engage ici **problématise singulièrement la question de la survaleur** selon qu'elle résulte du *surtravail* extorqué aux travailleurs et/ou de l'efficace de la science et de la technologie dans le corps du *capital constant*.

Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des

---

<sup>1</sup> Une continuité indispensable pour deux raisons : pour assurer d'abord le *transfert* de valeur de la machine vers les produits qu'elle fabrique, pour assurer ensuite la *création* de valeur nouvelle par le surtravail imposé à la main-d'œuvre ouvrière.

<sup>2</sup> Cette nuance temporelle (« déjà de plus en plus mécanisée ») a son importance : la grande machinerie ne fait qu'accélérer un processus mis en place dès le début du travail manufacturier par la transformation du travail de chaque travailleur singulier en « travail abstrait » résultant d'une uniformisation des activités de production.

<sup>3</sup> Une référence plutôt rapide, on le voit, notamment aux luttes des **luddites** qui, au début de la révolution industrielle en Angleterre, dans les années 1811-1812, ont violemment opposé les artisans aux manufacturiers qui leur faisaient concurrence par l'emploi de métiers mécaniques. Ces révoltes se sont manifestées par des destructions de machines dans un climat de violence sociale qui sera durement réprimée par les autorités. Une lutte toutefois sans issue.

<sup>4</sup> Une citation du *Faust* de Goethe (1<sup>ère</sup> partie, Acte III).

agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur puissance *efficace* – n’a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l’application de cette science à la production. (Le développement de cette science, en particulier de la science physique, et avec elle de toutes les autres, est lui-même, à son tour, en rapport avec le développement de la production matérielle.)

L’agriculture, p. ex., devient une simple application de la science du métabolisme matériel, de la façon la plus avantageuse de le régler pour tout le corps social. La richesse réelle se manifeste plutôt – et c’est ce que dévoile la grande industrie – dans l’extraordinaire disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit, tout comme dans la discordance qualitative entre un travail réduit à une pure abstraction<sup>1</sup> et la force du procès de production qu’il contrôle.

Ce n’est plus tant le travail qui apparaît comme inclus dans le procès de production, mais l’homme plutôt qui se comporte en surveillant et en régulateur du procès de production lui-même. (Ce qui vaut pour la machinerie vaut aussi pour la combinaison des activités humaines et pour le développement du commerce des hommes.) Ce n’est plus l’ouvrier qui intercale un objet naturel modifié comme moyen terme entre l’objet et lui; mais c’est le processus naturel – processus qu’il transforme en un processus industriel qu’il intercale comme moyen entre lui et la nature inorganique dont il se rend maître. Il vient se mettre à côté du procès de production au lieu d’être son agent essentiel.

C’est, oui, une **véritable mutation** qui advient dans le rapport social de production : elle tend à dépasser la *base misérable* de l’exploitation directe « sous sa forme immédiate » du travail vivant (« le vol du temps de travail d’autrui »); elle tend à invalider l’implacable « loi de la valeur » pour imposer cette évidence, écrit Marx, que « le surtravail de la masse a cessé d’être la condition du développement de la richesse générale. ».

Avec pour **conséquence radicale** l’« écroulement de la production reposant sur la valeur d’échange », autrement dit de la logique de production capitaliste elle-même.

Dans cette mutation, ce n’est ni le travail immédiat effectué par l’homme lui-même, ni son temps de travail, mais l’appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l’individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. Le vol du temps de travail d’autrui, sur quoi repose la richesse actuelle, apparaît comme une base *misérable* comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d’être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d’être sa mesure et, par suite, la valeur d’échange d’être la mesure de la valeur d’usage. Le surtravail de la masse a cessé d’être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d’être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain.

Cela signifie l’écroulement de la production reposant sur la valeur d’échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction.

---

<sup>1</sup> Au sens où il n’est plus déterminé par les qualifications singulières de l’ouvrier, réduit à n’être qu’un régulateur d’un processus qui lui échappe.

Il faut souligner le double caractère d'extrême **radicalité** et d'**exception** de cette thèse qui, en effet, ne se sera pas confirmée dans la suite des écrits de Marx<sup>1</sup>.

Le raisonnement ouvre ici sur une perspective émancipatrice de l'épanouissement individuel par la disponibilité d'un temps de vie libéré pour tous. Et cela au-delà de *la base bornée* du capital en ce qu'elle se trouve habitée par une **contradiction majeure**.

C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés pour eux tous.

Le capital est lui-même la contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu<sup>2</sup>; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – *question de vie et de mort* – pour le travail nécessaire.

D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté.

De l'autre côté, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur déjà créée. Les forces productives et les relations sociales<sup>3</sup> – les unes et les autres étant deux côtés différents du développement de l'individu social – n'apparaissent au capital que comme des moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base bornée qui est la sienne. Mais en fait elles sont les conditions matérielles pour faire sauter cette base. « Une nation est véritablement riche si, au lieu de 12 heures, on en travaille 6. La richesse n'est pas le commandement exercé sur du temps de surtravail » (richesse réelle), « mais le temps disponible, en plus du temps nécessaire dans la production immédiate, pour chaque individu et la société tout entière<sup>4</sup>. »

Et survient avec le concept d'**intellect général**<sup>5</sup> la thèse qui va connaître une postérité remarquable dans la littérature marxiste et apparentée contemporaine<sup>6</sup>. Elle soutient non seulement l'idée d'un pouvoir accru du savoir social mais surtout celle de sa prise de contrôle sur le « processus vital de la société » lui-même.

---

<sup>1</sup> Ce bref et unique passage ne trouvera aucune correspondance dans le *Capital*, ce qui problématise la foison de commentaires auxquels il va donner suite.

<sup>2</sup> Cette opposition entre *nécessaire* et *superflu* est ambiguë. Il faut comprendre que la différence oppose le temps de travail effectivement rétribué par le salaire et le surtravail extorqué gratuitement dans le cours de la journée.

<sup>3</sup> Il faut souligner cette expression. Ces deux déterminations composent, en effet, la base infrastructurelle (forces productives **et** rapports sociaux de production) du concept de *mode de production* tel que mis en place, en 1845, dans le manuscrit resté inédit de *l'Idéologie allemande*. (Cf. notre fascicule 5)

<sup>4</sup> Marx cite ici un extrait d'un ouvrage anonyme paru à Londres en 1821 sous le titre : *The source and remedy of the national difficulties, deduced from principles of political economy in a letter to Lord John Russel*.

<sup>5</sup> Le vocable apparaît dans le manuscrit allemand sous sa forme anglaise (« unter die Kontrolle des general intellect » (MEW, Band 42, p. 602). L'occurrence anglaise se trouve écrite en majuscules à la page 92 du vol. 29 des MECW : « Under the control of the GENERAL INTELLECT ».

<sup>6</sup> A partir des années 1960, notamment, avec certains militants de l'opéraïsme italien et plus récemment avec les théoriciens du capitalisme cognitif.

La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni métiers à filer automatiques, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine : du matériau naturel, transformé en organes de la volonté humaine sur la nature ou de son exercice dans la nature. Ce sont *des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme* : de la force du savoir objectivée. Le développement du *capital fixe* indique jusqu'à quel degré le savoir social général, *la connaissance*, est devenue *force productive immédiate*, et, par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle de *l'intellect général*, et sont réorganisées conformément à lui. Jusqu'à quel degré les forces productives sociales sont produites, non seulement sous la forme du savoir, mais comme organes immédiats de la pratique sociale; du processus réel de la vie.

La généralité du propos s'accompagne toutefois d'une immédiate précision sur le nécessaire partage, dans le champ de la production capitaliste, entre les secteurs productifs de « valeurs immédiatement réalisables » et ceux qui alimentent l'appareil de production lui-même. Un partage que va permettre précisément de théoriser le concept de capital *constant* dans ses rapports avec le capital *variable*, avec le travail vivant, disons<sup>1</sup>.

*Par un autre côté encore, le développement du capital fixe est l'indice du degré du développement de la richesse en général, ou du développement du capital. L'objet de la production immédiatement orientée vers la valeur d'usage, et tout aussi immédiatement orientée vers la valeur d'échange, c'est le produit même qui est destiné à la consommation. La partie de la production orientée vers la production du capital fixe ne produit pas d'objets de jouissance immédiats, ni des valeurs d'échange immédiates; du moins pas des valeurs d'échange immédiatement réalisables. Il dépend donc du degré de productivité déjà atteint – de ce qu'une partie du temps de production suffit pour la production immédiate – qu'une partie d'importance croissante soit affectée à la production des moyens de production. Cela suppose que la société puisse attendre; puisse prélever une part importante de la richesse déjà créée, tant sur la jouissance immédiate que sur la production destinée à la jouissance immédiate, pour appliquer cette part à du travail non immédiatement productif (à l'intérieur du procès de production matériel lui-même). Cela nécessite un niveau élevé de la productivité déjà atteinte et de l'excédent relatif, et que ce niveau élevé soit directement proportionnel à la transformation du capital circulant en capital fixe.*

De même que la *grandeur du surtravail relatif dépend de la productivité du travail nécessaire*, de même la grandeur du temps de travail affecté à la production de *capital fixe* – que ce soit du travail vivant ou du travail objectivé – *dépend de la productivité du temps de travail destiné à la production directe de produits.*

Une *surpopulation* (de ce point de vue) de même qu'une *surproduction* en sont la condition. C'est-à-dire que le résultat du temps utilisé à la production immédiate doit être relativement trop grand pour qu'il y en ait besoin en vue de la reproduction du capital utilisé dans ces branches d'industrie. Moins le capital fixe porte immédiatement des fruits et intervient dans le *procès de production immédiat*, plus il faut que cette *surpopulation* et cette *surproduction relatives* soient importantes ; donc plus pour construire des chemins de fer, des canaux, des canalisations d'eau, des télégraphes, etc., que pour de la machinerie agissant directement dans le procès de production immédiat. D'où – ce

---

<sup>1</sup> Mais, répétons-le, on entre avec ce dispositif catégorique dans un cadre théorique différent de la simple distinction entre capital fixe et capital circulant.

sur quoi nous reviendrons – dans la surproduction et la sous-production continues de l'industrie moderne – les oscillations et crispations continues provenant de la proportion mal ajustée dans laquelle tantôt pas assez, tantôt trop de *capital circulant* est transformé en *capital fixe*.

La parenthèse qui s'ouvre rappelle la dure contrainte d' « appropriation de temps de surtravail » par le capital. S'il crée « malgré lui », par le machinisme, une décroissance de temps de travail, sa *tendance* organique demeure toujours de convertir cette économie de temps devenu disponible en *surtravail non rémunéré*.

(La création de beaucoup de *temps disponible* en plus du temps de travail nécessaire pour la société en général et pour chacun de ses membres (c.-à-d. de loisir pour que se développent pleinement les forces productives des individus, et donc aussi de la société), cette création de non-temps de travail apparaît du point de vue du capital, comme du point de vue de tous les stades précédents, comme non-temps de travail, comme temps libre pour quelques-uns. Le capital ajoute ceci, qu'il augmente le temps de surtravail de la masse par tous les moyens de l'art et de la science, parce que sa richesse consiste directement en l'appropriation de temps de surtravail; étant donné que son but est directement la valeur, non la valeur d'usage. Il *contribue* ainsi, *malgré lui*, activement à la *création des moyens du temps social disponible*, tendant à réduire le temps de travail pour la société tout entière à un minimum décroissant et à libérer ainsi le temps de tous aux fins de leur propre développement. Mais sa tendance est toujours de créer d'un côté du temps disponible, et, d'un autre côté, de le convertir en surtravail. S'il réussit trop bien dans la première entreprise, il souffre alors de surproduction et le travail nécessaire se trouve interrompu faute de ce que du surtravail puisse être valorisé par le capital.

Une opportunité toutefois, cette contradiction, pour que « la masse ouvrière elle-même s'approprie son surtravail », faisant ainsi du temps disponible pour tous le nouveau critère de la richesse sociale. Et cela contre cette dure réalité paradoxale par laquelle la machine contraint l'ouvrier à travailler plus longtemps que lorsqu'il est muni d'outils traditionnels.

Plus cette contradiction se développe, plus il s'avère que la croissance des forces productives ne peut plus être enchaînée à l'appropriation de surtravail d'autrui, mais qu'il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail. Lorsqu'elle a fait cela – et que, par là, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire –, alors, d'un côté, le temps de travail nécessaire aura sa mesure dans les besoins de l'individu social, d'un autre côté, le développement de la force productive sociale croîtra si rapidement que, bien que la production soit désormais calculée pour la richesse de tous, le temps disponible de tous s'accroîtra. Car la richesse réelle est la force productive développée de tous les individus. Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps *disponible* qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme étant elle-même fondée sur la pauvreté et le temps disponible comme existant dans et par l'opposition au temps de surtravail ou à la position de l'intégralité du temps d'un individu comme temps de travail et donc à la dégradation de cet individu en simple travailleur, entièrement subsumé sous le travail. La machinerie la plus développée force donc l'ouvrier à travailler maintenant plus longtemps que ne le fait le sauvage ou que lui-même ne le faisait avec les outils les plus simples, les plus rudimentaires.)

(...)

Le manuscrit poursuit en multipliant des observations voisines et de même style, soutenues par une argumentation plutôt brève. Comme des notes au passage. Un signe assurément de la relative immaturité de la réflexion théorique. Ainsi cette métamorphose du travail en une « activité de surveillance et de régulation ».

(De même qu'avec le développement de la grande industrie, la base sur laquelle elle repose, l'appropriation de temps de travail d'autrui, cesse de constituer ou de créer la richesse, de même le travail immédiat cesse avec elle d'être en tant que tel base de la production, en étant d'un côté transformé surtout en activité de surveillance et de régulation; mais aussi, en l'occurrence, parce que le produit cesse d'être produit du travail individuel immédiat et que c'est au contraire la combinaison des activités de la société qui apparaît comme le producteur. « Dès lors que la division du travail est développée, presque chaque travail d'individu isolé est une partie d'un tout, qui n'a ni valeur ni utilité par elle-même. Il n'y a rien que l'ouvrier puisse s'attribuer, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, je vais le garder pour moi-même<sup>1</sup>. ». Dans l'échange immédiat, le travail individuel immédiat apparaît comme réalisé en un produit particulier, ou une partie de produit, et son caractère social collectif – son caractère d'objectivation du travail général et de satisfaction des besoins généraux – comme n'étant posé que par l'échange. Par contre, dans le procès de production de la grande industrie, de même que, d'un côté, dans la force productive du moyen de travail développé en processus automatique, l'assujettissement des forces naturelles à l'entendement social est une condition préalable, de même, d'un autre côté, le travail de l'individu singulier est posé dans son existence immédiate comme travail aboli dans sa singularité, c.-à-d. comme travail social. Ainsi s'effondre l'autre base de ce mode de production.)

Le raisonnement n'est pas simple à comprendre. Il semble que le texte fasse la distinction entre deux modalités du travail collectif. L'une qui résulte de l'uniformisation par la chaîne de production capitaliste du travail ouvrier en *travail abstrait* : un concept que nous connaissons. L'autre qui résulterait de la mise en œuvre de « l'entendement social », autrement dit du savoir collectif objectivé par les machines : un concept novateur ? On est en droit de s'interroger.

Une interrogation que ne facilite pas, à vrai dire, une syntaxe plutôt noueuse, comme dans le deuxième paragraphe suivant, pour décrire le processus par lequel le capital investit non pas en vue d'une production immédiate, mais, *comme au second degré*, dans la production, nécessairement différée, du capital fixe des machines.

À l'intérieur du procès de production du capital lui-même, le temps de travail utilisé pour la production de *capital fixe* se rapporte au temps utilisé pour produire le *capital circulant comme le temps de surtravail au temps de travail nécessaire*. Au fur et à mesure que la production orientée vers la satisfaction du besoin immédiat est plus productive, une partie plus importante de la production peut être orientée vers la satisfaction du besoin de production lui-même, à savoir vers la production de moyens de production.

Dans la mesure où la production de *capital fixe* est orientée, y compris du point de vue matériel, non pas vers la production de valeurs d'usage immédiates, ni vers la production de valeurs requises en vue de la reproduction immédiate du capital – donc de valeurs qui, cette fois encore, représentent relativement la va-

---

<sup>1</sup> Une nouvelle citation de cet ouvrage anonyme paru sous le titre : *The source and remedy of the national difficulties, deduced from principles of political economy in a letter to Lord John Russel*.

leur d'usage dans la création de valeur elle-même<sup>1</sup> –, mais vers la production de moyens de la création de valeur, donc non pas vers la valeur comme objet immédiat, mais vers la création de valeur, vers les moyens de valorisation comme objets immédiats de la production – vers la production de valeur posée matériellement dans l'objet de la production même comme but de la production, de l'objectivation de force productive, de force productrice de valeur qu'est le capital –, c'est dans la production du *capital fixe* que le capital, capital à une puissance plus élevée que dans la production de capital *circulant*, se pose comme fin en soi, et qu'il apparaît agissant effectivement comme capital. C'est pourquoi, de ce côté aussi, la dimension que le *capital fixe* possède déjà et que sa production occupe dans la production globale est le critère du développement de la richesse fondée sur le mode de production du capital.

(...)

On sera attentif à la conclusion de ce passage technique sur le paramètre de *durabilité* du capital fixe comparé au capital circulant. La soudaine citation de Robert Owen rappelle, en effet, la dimension de classe de toute cette problématique.

(...) le caractère plus durable du capital fixe ne doit pas (...) être compris de façon purement matérielle. Le fer et le bois dont est fait le lit dans lequel je dors, ou les pierres dont est faite la maison que j'habite, ou la statue de marbre dont est décoré un palais sont aussi durables que le fer et le bois, etc., utilisés pour la machinerie. Mais dans le cas de l'instrument, du moyen de production, la durabilité est une condition, pas seulement pour cette raison technique que ce sont les métaux, etc. qui sont le matériau de base de toute machinerie, mais parce que l'instrument est destiné à jouer constamment le même rôle dans des procès de production répétés. En tant que moyen de production, sa durabilité est immédiatement exigée par sa valeur d'usage. Plus il devrait être renouvelé souvent, plus ce serait coûteux; plus une partie considérable du capital devrait y être affectée sans profit. Sa durée, c'est son existence comme moyen de production. Dans le cas du *capital circulant*, par contre, pour autant qu'il n'est pas transformé en capital fixe, la durabilité n'est absolument pas liée à l'acte de production lui-même et n'est donc pas un moment posé conceptuellement. Le fait que, parmi les objets lancés dans le *fonds de consommation*, quelques-uns, parce qu'ils sont consommés plus lentement et qu'ils peuvent être consommés tour à tour par de nombreux individus, reçoivent de nouveau la détermination de *capital fixe*, renvoie à d'autres déterminations (location remplaçant la vente, intérêt, etc.), dont nous n'avons pas encore à nous occuper ici.

« Depuis l'introduction générale du *machinisme* sans âme dans les manufactures britanniques, les hommes, à quelques exceptions près, ont été traités comme une machine secondaire et subalterne, et on a accordé une attention de loin supérieure au perfectionnement de la matière première que sont le bois et les métaux plutôt qu'au perfectionnement du corps et de l'esprit<sup>2</sup>. »

C'est par une autre citation de Richard Owen que se termine le chapitre. Marx reproduit, en effet, un long passage du texte de Richard Owen publié en 1837 sous le titre *Six lectures delivered in Manchester previ-*

---

<sup>1</sup> Entendons : des produits qui en même temps que leur valeur d'échange sur le marché présentent pour l'acheteur une valeur d'usage immédiate, c'est-à-dire un intérêt de consommation.

<sup>2</sup> Une citation de l'essai de Robert Owen sous le titre *A New View of Society or Essays on the Formation of the Human Character, and the Application of the Principle to Practice*, paru en 1816.

*ously to the discussion between Mr Robert Owen and the Rev. J.H. Roebuck. Ad an address delivered at the annual congress of the « Association of all nations », after the close of the discussion<sup>1</sup>.*

Owen, écrit Marx, y « parle de la différence que le capital crée entre ouvriers et capitalistes par sa croissance même (et par son apparition sur une large échelle, qu'il n'obtient que dans la grande industrie, liée au développement du capital fixe); mais il fait du développement du capital la condition nécessaire de la re-création de la société. ».

Il ajoute : « Nous restituons ci-après la totalité du passage cité afin de nous en servir à une autre occasion ».

Une manière pour lui, à vrai dire, de suspendre l'examen de la question.

\*

---

<sup>1</sup> *Six conférences prononcées à Manchester avant la discussion entre M. Robert Owen et le révérend JH Roebuck; et une allocution prononcée lors du congrès annuel de l' "Association of All Nations", après la clôture de la discussion.*

## 2.1. Trois leçons

Un premier parcours de ces pages a permis de retenir **trois leçons** d'inégale importance : un constat, l'évocation d'une perspective historique et l'énoncé d'une thèse.

### 1. Un constat

Il réside, ce constat, dans l'évaluation du formidable déploiement, en cette seconde moitié du dix-neuvième siècle, de la machinerie dans le processus de production industrielle.

Les limites humaines de l'exploitation de la force de travail dans le cadre de la journée de travail, d'une part, et, d'autre part, la fulgurante expansion des marchés vont conduire le capital à investir massivement dans l'appareillage mécanique de la production<sup>1</sup>.

Le phénomène se trouvera étudié de près par Marx dans le livre I du Capital, dès le chapitre XIV (§ 5 : « Caractère capitaliste de la manufacture »), mais surtout tout au long de l'important chapitre XV intitulé « Machinisme et grande industrie ».

### 2. L'évocation d'une perspective historique

Elle réside, cette perspective, dans un avenir heureusement façonné par les vertus d'une **science** capable de libérer la société des exigences les plus astreignantes de la production.

Certes, la pleine soumission du travailleur contraint à n'être que le serviteur d'un automate participe de la stratégie du capital dans sa recherche d'une plus grande intensité dans l'exploitation du *travail vivant* : la productivité accrue de sa composante en *capital fixe* lui permet d'augmenter la proportion du temps de travail où s'accomplit le *surtravail* de l'ouvrier et où se constitue, donc, la *survaleur* dont il tire profit.

Et l'analyse de Marx insiste avec beaucoup de précision sur la particularité de ce **rapport de domination**.

Pour rappel, ces quelques extraits :

La machine, qui possède adresse et force à la place de l'ouvrier, est (...) elle-même le virtuose qui, du fait des lois mécaniques dont l'action s'exerce en elle, possède une âme propre et qui consomme, pour son automouvement permanent, du charbon, de l'huile, etc., (matières instrumentales), de même que l'ouvrier consomme des aliments. Réduite à une simple abstraction d'activité, l'activité de l'ouvrier est déterminée et réglée de tous côtés par le mouvement de la machinerie et non l'inverse.

La science, qui oblige les membres sans vie de la machine, en vertu de leur construction, à agir de la manière voulue, comme un automate, n'existe pas dans la conscience de l'ouvrier, mais agit sur lui à travers la machine comme une force étrangère, comme une force de la machine elle-même.

(...)

Dans la machinerie, le travail objectivé se présente face au travail vivant dans le procès de travail lui-même comme ce pouvoir qui le domine, que le capital est par sa forme, en tant qu'appropriation du travail vivant.

---

<sup>1</sup> Une relation réciproque, dialectique, disons : la remarquable extension des marchés, intérieurs comme extérieurs, est aussi bien la conséquence de l'intensité accrue du capital productif.

L'intégration du procès de travail comme simple moment du procès de valorisation du capital est également posée du point de vue matériel par la transformation du moyen de travail en machinerie et du travail vivant en simple accessoire vivant de cette machinerie.

(...)

Or, on vient de le relire, l'instrument de cette domination du capital n'est autre que **la science**, autrement dit une puissance cognitive éminemment sociale dont il est légitime de penser qu'elle puisse se voir mobilisée pour d'autres fins, autrement émancipatrices, que la « base bornée » du profit capitaliste.

Telle est la perspective que dresse la remarquable séquence relative à « **l'intellect général** ».

Rappelons-la :

La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni métiers à filer automatiques, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine : du matériau naturel, transformé en organes de la volonté humaine sur la nature ou de son exercice dans la nature. Ce sont *des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme* : de la force du savoir objectivée. Le développement du *capital fixe* indique jusqu'à quel degré le savoir social général, *la connaissance*, est devenue *force productive immédiate*, et, par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle de *l'intellect général*, et sont réorganisées conformément à lui. Jusqu'à quel degré les forces productives sociales sont produites, non seulement sous la forme du savoir, mais comme organes immédiats de la pratique sociale; du processus réel de la vie.

Mais, rappelons-le tout aussi bien, si célèbre qu'elle est devenue, cette référence à la science comme facteur de progrès n'occupe dans le manuscrit de Marx que l'espace **d'une brève observation sans suite**<sup>2</sup>.

Elle se trouve de surcroît centrée sur les propriétés de l'appareil productif dans sa détermination de *capital fixe*, une propriété technique qui, en sa différence avec le couple conceptuel *capital constant/capital variable*, ne vise pas, nous le savons, le processus d'extraction de la survalueur comme tel .

Emise même sans précaution particulière, cette exaltation des vertus inventives de la science pourrait soutenir une idéologie de la neutralité de l'appareil productif. Une *idéologie*<sup>3</sup> ? Oui, si l'on pense à l'exaltation par le marxisme-léninisme de la 3<sup>e</sup> Internationale des forces productives conçues comme la base matérielle purement technique de la prospérité sociale. Une *idéologie* ? Oui, si l'on envisage qu'ainsi se trouve occultée la **double** composante de l'infrastructure au sens marxiste du *mode de production*, à savoir l'articulation des *forces productives* **et** des *rapports de sociaux* de production.

Or, nous le verrons, c'est précisément cette idéologie productiviste que l'opéraïsme italien s'appliquera à dénoncer dans ses premiers travaux, en particulier ceux de Raniero Panzieri.

---

<sup>2</sup> La question des rapports entre la recherche scientifique et le système productif a pris aujourd'hui une tout autre dimension sous la catégorie de « capitalisme cognitif », un champ d'interrogations et d'hypothèses inauguré par les travaux de Michael Hardt et d'Antonio Negri (*Empire* et *Multitude*) et par ceux de Yann Moulier Boutang. Nous renvoyons à titre indicatif à l'ouvrage de ce dernier *Le capitalisme cognitif. La Nouvelle Grande Transformation*, aux Éditions Amsterdam, coll. Multitudes/Idées, Paris 2007.

<sup>3</sup> Au sens précis d'une pensée prétendument *universelle* que mobilisent des intérêts *particuliers*. Ainsi, dans le cas soviétique, les nécessités de l'immense effort industriel de l'accumulation primitive et de la reconstruction après les guerres ont-elles suscité une apologie du progrès technologique conçu en tant que tel comme la voie vers le socialisme, dans l'indifférence donc de la question des rapports *sociaux* de production dans le processus industriel.

### 3. L'énoncé d'une thèse

Elle réside, cette thèse, dans la possible **obsolescence du principe même de la valeur d'échange**, et donc de la dépense en temps de travail socialement nécessaire comme régulateur et critère du profit capitaliste.

Cette thèse tient en **un seul paragraphe**.

Un paragraphe ? Le voici :

Dans cette mutation, ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. Le vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle, apparaît comme une base *misérable* comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain.

Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction.

Un seul paragraphe ? Insistons, oui, sur le caractère d'exception de cette affirmation terminale sur « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange », une thèse forte, assurément, mais à peine argumentée et **que l'on ne retrouvera pas dans les écrits ultérieurs de Marx**.

La question va en effet se trouver repensée par lui dans le cadre du **concept de plus-value relative**<sup>4</sup> que met en place, dès les *Grundrisse*<sup>5</sup>, l'opposition catégorielle entre capital *constant* et capital *variable*.

La baisse tendancielle du taux de profit que provoque l'augmentation du capital fixe participe certes des contradictions intimes du capital mais loin d'en prévoir une issue mécanique, les études ultérieures de Marx vont s'appliquer à décrire avec rigueur et précision les diverses stratégies qui en compensent les effets. Ces analyses feront l'objet des prochains *manuscrits de 1861-1863* puis, très clairement, des troisième et quatrième sections du Livre I du *Capital*.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces analyses.

Il suffit pour clore ce chapitre d'une **mise en garde** contre les interprétations abusives qui prennent ces quelques pages des *Grundrisse* à témoin d'une récusation par Marx lui-même des critères de la valeur dans l'analyse de la production capitaliste.

---

<sup>4</sup> Ou de *survaleur* relative, selon les traducteurs.

<sup>5</sup> Pour le détail nous renvoyons à notre précédent fascicule 27 consacré au « chapitre du capital ».

## 2.2. Machines et prolétariat au regard de l'opéraïsme italien

La traduction italienne, en juillet 1964, par Renato Solmi, sous le titre de « Fragment des machines », du chapitre des *Grundrisse* sur « le capital fixe et le développement des forces productives » a manifestement contribué à la notoriété de ces pages<sup>1</sup>.

Or cette audience est loin de s'être attachée aux perspectives d'une émancipation par les vertus inventives d'un *intellect général* qui libère des contraintes de la production industrielle.

Tout au contraire.

Les pages de Marx prennent ici leur place dans l'analyse, par Raniero Panzieri, de la montée en puissance, dans le Nord de l'Italie, d'un capitalisme capable d'intégrer une nouvelle génération de travailleurs issue de l'immigration<sup>2</sup>. Les tâches de l'immédiate reconstruction industrielle d'après-guerre sont désormais accomplies et ce qui se déploie, avec un dynamisme remarquable, ce sont les nouvelles structures de production, et d'exploitation, d'un capitalisme « avancé » que soutient l'appareil d'Etat.

L'assujettissement d'une main-d'œuvre ouvrière non qualifiée crée les conditions d'un despotisme d'usine que s'efforce d'occulter, sinon de justifier, une idéologie de la production rationalisée.

L'urgence, pour R. Panzieri et ses camarades, consiste donc à corriger l'erreur théorique qui consiste à concevoir le développement des forces productives comme un processus en lui-même rationnel, en toute indépendance des rapports sociaux qui leur sont associés. Cette rupture avec l'idéologie productiviste et avec le culte du travail qu'elle génère est, à leurs yeux, un préalable pour donner à la lutte des classes la pleine dimension, politique, de la subjectivité ouvrière.

\*

Nous citons à partir de la traduction de Nicole Rouzet, in *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Cahiers libres 118-119, François Maspero, Paris, 1968. Une autre traduction se trouve, sous le titre original de Panzieri (*L'utilisation capitaliste des machines dans le néo-capitalisme*), aux pages 31-41 du n° 1 de janvier 1971 de la revue *Critique socialiste*<sup>3</sup>.

Les notes en bas de page appartiennent à l'article de Panzieri. Les références paginales et de nombreux détails de traduction diffèrent toutefois sensiblement de l'édition française du livre I du *Capital*. Nous nous sommes donc efforcés d'adapter ces références en les rapportant aussi précisément que possible à l'édition de 1973, aux Editions sociales, du Livre I du *Capital*.

Il nous a paru utile d'ajouter quelques notes explicatives : elles se trouvent signalées par une mise entre parenthèses et des italiques.

\*

### Raniero Panzieri, *Capitalisme et machinisme*

On observera en premier que la référence à Marx renvoie non pas aux *Grundrisse*, mais aux pages du Livre I du *Capital*. Les chapitres concernés décrivent le processus de subordination de la *force de travail* par son intégration dans les automatismes de la production.

Selon Marx, on le sait, la coopération simple se présente historiquement au début du procès de production capitaliste. Mais cette *figure simple* n'est qu'une forme *particulière* de la coopération comme *forme fondamentale* de la production : « La forme capitaliste présuppose dès le début l'ouvrier salarié libre, qui vend

<sup>1</sup> (Le texte a paru dans le numéro 4 de juillet 1964 des *Quaderni Rossi*, pp. 289-300. Le volume original est accessible sur le site de [bibliotecaginobianco.it](http://bibliotecaginobianco.it).)

<sup>2</sup> (Une immigration interne, du Mezzogiorno vers les métropoles du Nord)

<sup>3</sup> (En ligne sur le site de Gallica. La même revue reproduit en pages 21-29 les « Sept thèses sur le contrôle ouvrier » de Lucio Libertini et Raniero Panzieri.)

sa force de travail au capital<sup>1</sup>. ». Mais l'ouvrier, qui possède et vend sa force de travail, n'entre en rapport avec le capital que comme un *individu isolé*. La coopération, le rapport réciproque des ouvriers « commence seulement dans le procès de travail, mais, dans celui-ci, ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En coopérant, en étant les membres d'un organisme opérant, ils ne sont même qu'un mode d'existence particulier du capital. (« La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleur collectif est, par conséquent, force productive de capital<sup>2</sup>. »). La *force de production sociale* du travail se développe gratuitement<sup>3</sup> dès que les ouvriers sont placés dans certaines conditions; et le capital les place dans ces conditions.

La production capitaliste se réalise dans ses différents stades historiques sous la forme d'une division toujours croissante du travail, dont l'usine est le lieu principal :

« Dans la manufacture, la division du travail a opposé les puissances intellectuelles de la production aux ouvriers comme quelque chose qui ne leur appartient pas, comme un pouvoir qui les domine. Cette scission commence dans la coopération simple, où le capitalisme représente vis-à-vis du travailleur isolé, l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital<sup>4</sup>. ».

La technologie se développe entièrement à l'intérieur de ce processus capitaliste. La manufacture où le travail demeure morcelé se fonde encore sur l'habileté artisanale; « et le capital lutte continuellement contre l'insubordination des ouvriers, car, dans la manufacture, le mécanisme global n'a pas d'ossature objective indépendante des travailleurs eux-mêmes<sup>5</sup>. ». La manufacture se fonde donc sur une technique étroite, qui entre en conflit avec les exigences de la production qu'elle a elle-même créées.

L'utilisation des machines sur une grande échelle marque le passage de l'ère de la manufacture à celle de la grande industrie. « D'une part, on n'eut plus besoin, pour des raisons techniques, de vouer sa vie durant le travailleur à une fonction partielle; d'autre part, on vit tomber les barrières que ce principe lui-même opposait encore à la puissance du capital<sup>6</sup>. »

En s'annexant la technologie, le capitalisme détruit « le vieux système de division du travail » et en même temps le renforce : « Il s'en empare pour le consolider et le reproduire sous une forme encore plus repoussante, comme moyen systématique d'exploitation ». De la spécialité qui consistait à manier sa vie durant un outil parcellaire on passe à la spécialisation : servir sa vie durant une machine partielle. On ne diminue pas seulement ainsi de façon considérable les frais nécessaires à la reproduction de l'ouvrier : on finit par le rendre complètement dépendant de l'usine, et partant, du capital.

La thèse centrale de Panzieri consiste à désaccoupler expressément les apports technologiques du savoir scientifique et leurs éventuelles vertus libératrices. Celles-ci ne sont disponibles qu'« en puissance<sup>7</sup> ». Or la réalité immédiate de leur mise en œuvre capitaliste est tout entière orientée vers la pleine subordination des travailleurs.

---

<sup>1</sup> *Le Capital*, Livre I, chap. XIII, « La coopération », Éditions Sociales, pp. 16-27 du t.2.

<sup>2</sup> *Le Capital*, Livre I, Chap. XIII, p. 25 du t.2.

<sup>3</sup> (*Une gratuité qui correspond à l'extraction de la plus-value, autrement dit du surtravail non rémunéré*)

<sup>4</sup> *Le Capital*, chapitre XIV, p. 50 du t.2.

<sup>5</sup> *Le Capital*, chapitre XIV, p. 56 du t.2.

<sup>6</sup> *Le Capital*, chapitre XIV, p. 57 du t.2.

<sup>7</sup> (*Au sens aristotélicien d'une pure virtualité, le socialisme à réaliser en l'occurrence*)

Les progrès de la technologie constituent donc le mode d'existence même du capital; ils sont son mouvement d'expansion lui-même. « La facilité même du travail se transforme en moyen de torture, car la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais enlève son sens à ce travail. C'est un phénomène que l'on retrouve dans toute la production capitaliste en tant qu'elle n'est pas seulement création de choses mais création de plus-value; ce n'est pas l'ouvrier qui emploie la condition de travail, mais la condition de travail qui emploie l'ouvrier; seules les machines donnent à ce renversement une réalité technique. En se transformant en automate, le moyen de travail s'oppose à l'ouvrier au cours du travail lui-même comme du capital, du travail mort qui domine et pompe sa force de travail vivante<sup>1</sup>. »

L'usine mécanisée établit en puissance la domination que les producteurs associés exercent sur le travail. Mais quand, dans l'usine moderne, le capitalisme applique le machinisme, « c'est l'automate lui-même qui est le sujet, et les ouvriers ne sont coordonnés à ces organes inconscients qu'à titre d'éléments conscients subordonnés eux aussi à la force motrice centrale<sup>2</sup> ».

On peut donc dire, entre autres, que :

1) en employant les machines, le capitalisme détermine le développement technologique et ne représente pas simplement une déviation dans un mouvement « objectif » en lui-même rationnel.

2) « la science, les énormes forces naturelles et le travail social de masses... s'incarnent dans le machinisme et ... constituent avec ce dernier le pouvoir du « patron<sup>3</sup> ». Donc, se dressant en face de l'ouvrier individuel, les progrès technologiques se manifestent comme des progrès du capital: « comme capital, et en tant que telle, la machine automatique trouve sa conscience et sa volonté dans la personne du capitaliste<sup>4</sup> ». « Dans le cerveau du Maître, son monopole sur les machines se confond avec l'existence de ces machines<sup>5</sup>. »

L'insistance de Marx lui-même sur le rôle de la **planification** trouve son actualité dans l'appui en ce sens de l'appareil d'Etat italien des années 1960.

Au fur et à mesure que l'industrialisation s'empare de stades technologiques toujours plus avancés, l'autorité du capitaliste s'accroît. Car, plus le capitaliste emploie de moyens de production qui s'opposent à l'ouvrier, plus le contrôle qu'il exerce doit être absolu. Le *plan* capitaliste est la figure idéale qui oppose aux ouvriers salariés « l'enchaînement de leurs différents travaux » ; « le *plan* est l'expression *pratique* de l'*autorité* capitaliste, puissance d'une volonté étrangère<sup>6</sup> ». La planification est donc étroitement liée, dans le capitalisme, à un emploi toujours croissant des machines. L'élaboration toujours plus grande d'un plan comme instrument de despotisme, correspond dans la direction capitaliste à l'accroissement de la coopération, du procès de travail social. Le capital affirme toujours davantage son pouvoir en tant que « législateur privé ». La planification est son despotisme. La « caricature capitaliste de la régulation sociale du travail<sup>7</sup> ».

---

<sup>1</sup> *Le Capital*, chapitre XV, « Le machinisme et la grande industrie », p. 105 du t.2.

<sup>2</sup> *Le Capital*, chapitre XV, p. 102 du t.2.

<sup>3</sup> *Le Capital*, chapitre XV, p. 105 du t.2.

<sup>4</sup> *Le Capital*, chapitre XV, p. 86 du t.2.

<sup>5</sup> *Le Capital*, chapitre XV, p. 105 du t.2.

<sup>6</sup> *Le Capital*, chapitre XIII, p. 24 du t.2.

<sup>7</sup> *Le Capital*, chapitre XV, p. 106 du t.2.

## Les transformations du capitalisme dans l'ordre de la technique et de l'organisation et les interprétations « objectivistes »

Marx analyse la division du travail dans le système de la grande industrie à direction capitaliste; il met à l'œuvre une méthode dont nous nous servirons pour réfuter les diverses idéologies « objectivistes » qui reflourissent sur le terrain des progrès technologiques (en particulier en ce qui concerne l'automatisation).

Le développement *capitaliste* de la technique accroît toujours plus le contrôle exercé par le capital, à travers les diverses phases de rationalisation, de formes toujours plus raffinées d'intégration, etc. Le facteur fondamental de cette évolution est l'augmentation croissante du capital constant par rapport au capital variable. Le capitalisme contemporain passe, on le sait, par des monopoles ou des oligopoles qui étendent démesurément la planification de l'usine au marché, puis à la sphère extérieure de la société.

L'idéologie « objectiviste » que dénonce ici Panzieri entretient, rappelons-le, la conviction d'une neutralité rationnelle de la dimension technologique de l'appareil de production.

Or cette thèse n'était pas loin d'être partagée par divers responsables de la direction syndicale de la CGIL (la *Confederazione Generale Italiana del Lavoro*<sup>1</sup>). Le syndicaliste nommé ici, **Silvio Leonardi**, a été de 1954 à 1957, le directeur du bureau d'études de la *Camera Del Lavoro* de la CGIL à Milan<sup>2</sup>. Dans l'étude citée<sup>3</sup> par Panzieri, il soutenait l'idée que les dures contraintes du travail à la chaîne n'étaient en somme que des distorsions certes pénibles mais passagères, appelées à disparaître dans le cadre du mode de production socialiste<sup>4</sup>.

Il n'y a aucun facteur « objectif », occulte, qui, caché dans le développement technologique ou le plan de la société capitaliste actuelle, garantirait la transformation « automatique » ou le renversement « nécessaire » des rapports existants<sup>5</sup>. Par les nouvelles « bases techniques » de la production qu'il a peu à peu atteintes, le capitalisme a des possibilités nouvelles de consolider son pouvoir. Certes, il y a en même temps de plus en plus de possibilités de renverser le système. Mais elles coïncident avec la force de subversion de l'« insubordination ouvrière »; la mise en question devient totale quand elle s'adresse au mécanisme « objectif » et de plus en plus autonome du capital.

Les idéologies « objectivistes », « économistes », sont donc les plus intéressantes quant aux problèmes posés par les progrès technologiques et l'organisation de l'entreprise. Nous pensons évidemment ici aux positions qui s'expriment à l'intérieur du mouvement ouvrier et non aux idéologies néo-capitalistes.

Le syndicat de classe essaye depuis quelques années de lutter contre les vieilles cristallisations idéologiques en reconnaissant la « réalité nouvelle » du capitalisme contemporain. A juste titre, il prête attention aux transformations qui accompagnent la phase technologique et économique actuelle, mais il s'en fait une représentation fautive: toute une série de prises de position

---

<sup>1</sup> (que le texte de Panzieri, observons-le, parlant « du syndicat de classe », du « syndicat », ne nomme pas.)

<sup>2</sup> (Il deviendra député européen du PCI en juin 1979.)

<sup>3</sup> (« Progrès technique et rapports de travail », avec pour sous-titre explicite « La seconde révolution industrielle et ses conséquences politiques, sociales et syndicales ». L'ouvrage a paru chez Einaudi en 1957.)

<sup>4</sup> (Il soutiendra en 1966, dans un ouvrage intitulé « *Democrazia di piano* », la thèse d'une convergence entre les deux systèmes, capitaliste et socialiste, sous l'effet de « la programmation démocratique ».)

<sup>5</sup> (Aucune logique « hégélienne » en quelque sorte qui garantisse le renversement à terme, par ses contradictions, du capitalisme : c'est la lutte de classe qui sera déterminante. Panzieri est ici en porte à faux sur un certain optimisme marxiste-léniniste dans la logique dialectique, par elle-même déstabilisatrice, des contradictions internes du capitalisme.)

et de recherches les voient sous une forme « pure », idéalisée, dépouillée de leur relation concrète avec les éléments généraux et déterminants (de pouvoir) de l'organisation capitaliste<sup>1</sup>. Le syndicat a une attitude ambiguë : il transforme en une période de transition la rationalisation, qui morcelle à l'extrême et vide de son contenu le travail de l'ouvrier; période « douloureuse » certes mais nécessaire, et qui conduit à la « recomposition unitaire des travaux morcelés ». Et il reconnaît pourtant que, moins on fait appel au travail vivant dans la production, plus on augmente le capital constant, et que cela mène à un cycle ininterrompu tout comme à « une interdépendance intérieure et extérieure toujours plus profonde: au sein d'une unité de production, le poste de travail et le travailleur ne peuvent être considérés que comme parties d'un ensemble pour ainsi dire organique; de même toute unité de production ainsi que son comportement sont très étroitement interdépendants de tout le corps économique<sup>2</sup>. » (Silvio Leopardi).

On prend ainsi des traits nouveaux de l'organisation capitaliste pour des stades de croissance d'une « rationalité » objective. C'est ainsi, par exemple, que l'on soulignera la fonction positive, rationnelle, du M.T.M<sup>3</sup>. en disant que « le technicien, en visant les temps, est obligé de faire une étude des méthodes<sup>4</sup> ». Ou bien : on oublie complètement à quel point le fait « qu'un ouvrier ou un groupe d'ouvriers ne corresponde pas à ce que le plan de production de l'usine lui demande<sup>5</sup> » peut briser le rythme de production dans la grande usine moderne « dont la production est planifiée et se réalise à flux continu »; on souligne par contre la nécessité (rationnelle évidemment) du sois-disant rapport « moral » qui unit les chefs d'entreprises aux travailleurs et qui est la condition et le but de ce que l'on appelle les « relations humaines », parce qu'on peut justement établir à partir de lui une collaboration. En effet, « le mouvement par lequel l'ouvrier s'intègre à l'entreprise doit correspondre au mouvement d'intégration de la production; son intégration doit être volontaire, car nulle contrainte, nulle discipline ne peuvent obtenir qu'un homme renonce à la liberté, celle par exemple de produire un jour un peu plus et un jour un peu moins », etc.<sup>6</sup>. De sorte que ce mouvement (les « relations humaines ») ne pourra prendre fin qu'au moment où on en aura assimilé la partie positive: les syndicats doivent simplement « intervenir pour briser certaines déformations dangereuses (mainmise de l'usine) qui sont étroitement liées aux « relations humaines » elles-mêmes<sup>7</sup>. On accepte donc quant au fond le procès d'intégration, on y voit une nécessité intrinsèque de la production « moderne » ; on veut simplement rectifier les « déviations » que le capitalisme pourrait y introduire. L'organisation « fonctionnelle » de la production elle-même n'apparaît que sous une forme sublimée, uniquement technologique, comme si on avait sauté à pieds joints sur la hiérarchisation qui caractérisait les phases de mécanisation précédentes. On ne soupçonne même pas que le capitalisme pourrait se servir des « bases techniques » nouvelles offertes par la mécanisation à outrance (et l'automatisation) pour continuer et consolider la structure des-

---

<sup>1</sup> Nous renvoyons aux premiers documents du « revirement » du syndicat, qui continue à orienter de nos jours encore le débat : « Les travailleurs et le progrès technique », Actes de la Rencontre organisée à l'Institut Antonio Gramsci à Rome, 29 et 30 juin, 1er juillet 1956, sur le thème : « Les transformations techniques et organisationnelles et les modifications du rapport de travail dans les usines italiennes », Silvio Leonardi, *Progrès technique et rapports de travail*, Turin, 1957.

<sup>2</sup> Op.cit., p. 93. Cf. aussi pp. 35, 46, 55, 59.

<sup>3</sup> (Le sigle désigne l'expression anglaise « *Methods Times Measurement* », soit la décomposition d'une action complexe en gestes élémentaires calculés selon leur durée. Il s'agit du chiffrage des coûts de la main d'œuvre selon les modes opératoires.)

<sup>4</sup> Op.cit., p. 48.

<sup>5</sup> Op.cit., p. 50. « Un simple retard, une absence, ou même une simple diminution de la production chez un seul ouvrier peuvent avoir des répercussions sur toute une chaîne de machines. » (p. 50 et suivantes.)

<sup>6</sup> Op.cit., pp. 50-51.

<sup>7</sup> Op.cit., p. 52.

potique qui pèse sur l'organisation de l'usine; tout le progrès de l'industrialisation semble dominé par une fatalité « technologique » qui libère l'homme des « limitations que lui imposent son milieu et ses possibilités physiques ». La même forme « technique », « pure », recouvre la « rationalisation administrative », l'énorme croissance des fonctions d'« organisation tournée vers l'extérieur » : on voit ainsi le capitalisme sous un jour technologique et idyllique, et on n'établit aucun rapport entre les progrès et les transformations que nous avons mentionnés et les contradictions du capitalisme contemporain (la façon dont il cherche à se servir de moyens toujours plus généraux pour réaliser et imposer sa *propre* planification); on ignore totalement la réalité historique concrète dans laquelle le mouvement ouvrier doit vivre et combattre, la façon dont les capitalistes se servent actuellement des machines et de l'organisation.

L'**erreur** des idéologues « objectivistes » consiste notamment à sous-estimer l'efficacité des stratégies d'intégration à la production parcellisée par les politiques patronales de « gestion du personnel ».

Une erreur et un **aveuglement** sur la dimension essentielle des **rapports sociaux de production** dans le processus industriel. Le capitalisme, insiste Panzieri, n'est pas seulement une affaire de *propriété* privée des moyens de production<sup>1</sup>. L'exercice du *rapport de domination* se manifeste le plus concrètement dans les contraintes imposées à la force de travail vivante au lieu même, l'usine, où elle est mise en œuvre.

Or, insiste Panzieri, il s'agit là d'un enjeu constitutivement **politique**, non pas d'intégration mais de rupture avec la logique capitaliste.

Cette façon « objective » de considérer les nouvelles formes de la technique et de l'organisation donne lieu à des déformations particulièrement graves quand on traite des *prestations* de travail dans l'usine moderne. On insiste sur le fait que les fonctions sont moins morcelées, et que des tâches nouvelles apparaissent, plus unitaires: celles-ci feraient appel à la responsabilité, au pouvoir de décision, à une préparation technique polyvalente, etc.<sup>2</sup>. On isole ainsi les progrès techniques et les fonctions qui sont liées au « management » du contexte social concret dans lequel ils se produisent, la centralisation croissante du pouvoir capitaliste. Ces progrès deviennent le support de catégories nouvelles de travailleurs (les techniciens, les « intellectuels de la production ») qui apporteraient de façon « naturelle » et comme par un reflet direct de leur propre profession la solution des contradictions qui opposent aux rapports de production les « caractéristiques et les exigences des forces de production<sup>3</sup>. ».

L'opposition des forces et des rapports de production est présentée ici comme un « disfonctionnement technique ». C'est ainsi « par exemple qu'au moment où il s'agit de choisir la meilleure combinaison de facteurs de production déterminés, ils (ces travailleurs d'un genre nouveau) sont obligés d'écarter les solutions qui sont objectivement les meilleures et qu'ils pourraient désormais appliquer avec des méthodes toujours plus valables, pour respecter les limites fixées par les intérêts privés<sup>4</sup>. ».

Il est sûr que, de ce point de vue, « la faucille et le marteau ne symbolisent plus de nos jours le travail humain que sous forme d'idéal<sup>5</sup>. » !

---

<sup>1</sup> (Avec, implicitement, cette thèse corrélative : le socialisme, ce n'est pas seulement une affaire de propriété collective des moyens de production.)

<sup>2</sup> Op.cit., pp. 55-56.

<sup>3</sup> Op.cit., p. 82. A propos de l'aliénation totale des intellectuels de la production, voir inversement les observations pertinentes et fines de P. Tagliacuzzi dans son article sur la « condition de l'employeur dans l'industrie moderne » in *Sindacato moderno*, n° 1, février-mars 1961, p. 53 et suivantes.

<sup>4</sup> Leonardi, art.cit. pp. 81-82.

<sup>5</sup> Idem, p. 67.

Tout ceci se reflète évidemment dans la façon de concevoir la lutte ouvrière, de se représenter les adversaires en présence. Les luttes actuelles montrent que les travailleurs des différents « niveaux » déterminés par l'organisation actuelle de la grande usine<sup>1</sup> se retrouvent pour présenter des requêtes portant sur la gestion. C'est là une convergence réelle, fondée sur des facteurs objectifs qui tiennent justement à l'« emplacement » différent que l'on a attribué aux travailleurs dans le procès de production, au fait qu'ils soutiennent des rapports différents avec la production et l'organisation, etc. Mais on ne saisira jamais le trait spécifique de cette « recombinaison unitaire » si l'on manque ou si l'on refuse de voir le lien de l'élément technique et de l'élément politique d'organisation (du pouvoir) dans le procès de production capitaliste. Le niveau de *classe* s'exprime non en termes de progrès mais en termes de ruptures: non comme la « révélation » de quelque rationalité occulte, cachée dans le procès moderne de production, mais comme la construction d'une rationalité radicalement neuve et qui s'oppose à la rationalité capitaliste. En acquérant une conscience de classe comme ils le font à l'heure actuelle, les ouvriers des grandes usines « n'expriment pas seulement l'exigence primaire d'une expansion de la personnalité dans le travail mais l'exigence structurellement motivée de gérer le pouvoir politique et économique de l'entreprise, et, à travers celle-ci, de toute la société (Alquati)<sup>2</sup>. ».

C'est pourquoi tout ce dont nous parlions plus haut et qui sert à caractériser « objectivement » les différentes couches de travailleurs dans le procès de production peut certainement aider les ouvriers à prendre collectivement conscience des implications politiques de la production. Mais ce qui se forme ainsi est une force unitaire de rupture, qui tend à investir tous les aspects de cet ensemble de technique d'organisation et de propriété qui constitue l'usine capitaliste actuelle.

### **Intégration et équilibre du système**

En validant totalement les procès de rationalisation (considérés comme l'ensemble des techniques de production élaborées dans le cadre du capitalisme) on oublie que c'est précisément le « despotisme » capitaliste qui prend la forme de la rationalité technique. Car le capitalisme ne s'empare pas seulement des machines mais des « méthodes », des techniques d'organisation, etc. ; il les intègre au capital, il les oppose aux ouvriers comme du capital, comme une rationalité étrangère. La « planification » capitaliste présuppose la planification du travail vivant; plus elle tend à se présenter comme un système clos de lois parfaitement rationnelles, plus elle est abstraite et partielle, prête à ne servir qu'une organisation hiérarchisée. C'est le *contrôle*, et non la rationalité, c'est le projet de pouvoir des producteurs associés et non la planification technique qui permet d'établir un rapport adéquat avec les procès techniques et économiques dans leur ensemble.

On peut en effet, en étudiant d'un point de vue « technique », pseudo-scientifique les nouveaux problèmes et les nouvelles contradictions dans l'usine capitaliste actuelle, trouver aux déséquilibres nouveaux qui viennent à se former des solutions toujours plus « avancées », sans toucher pour autant au cœur de l'aliénation; on maintient au contraire l'équilibre du système. Les idéologies sociologiques qui veulent organiser le capitalisme contemporain ont connu différentes phases, du taylorisme au fordisme et aux techniques d'intégration, *human ingeneering*,

---

<sup>1</sup> Q.R., n° 1, article d'Alquati. (*Précisons qu'il s'agit du premier numéro des Quaderni Rossi et de l'article de Romano Alquati « Documents sur la lutte des classes à la Fiat ».*)

<sup>2</sup> Alquati, art.cit.

relations humaines, règles de la communication, etc.<sup>1</sup>. Ces techniques ont pour but d'homologuer de façon toujours plus complexe et détaillée la planification du travail vivant aux stades que les exigences de la planification de la production a peu à peu atteints avec l'accroissement continu du capital constant. Les techniques d'« information » prennent évidemment, dans un tel cadre, toujours plus d'importance: elles sont destinées à neutraliser la protestation des ouvriers, qui procède directement du caractère totalitaire des procès d'aliénation dans la grande usine rationalisée. L'analyse concrète se trouve évidemment devant des situations très différentes; elle doit tenir compte de nombreux facteurs particuliers (inégalité du développement technique, diversité des orientations subjectives de la direction capitaliste, etc.) mais ce qu'il nous importe de souligner, ce sont ces marges indéfinies de concessions possibles (mieux, de stabilisation) que le capitalisme acquiert en se servant des techniques d'« information » pour manipuler les conduites ouvrières. On ne peut déterminer à partir de quelle limite le capitalisme cesse de trouver dans l'« information » portant sur les procès globaux de production un facteur de stabilisation<sup>2</sup>. Ce qui est sûr, c'est que ces techniques tendent à restituer, dans la situation plus complexe de l'entreprise capitaliste contemporaine, cet « attrait » (satisfaction) du travail dont le *Manifeste* parlait déjà<sup>3</sup>.

Que les techniques d'information et leur champ d'application s'élargissent tout comme la sphère des décisions techniques<sup>4</sup> cela rentre parfaitement dans la façon dont les capitalistes « caricaturent » la réglementation sociale de la production. Il est donc nécessaire de souligner qu'on ne renverse pas le système en prenant conscience de produire et que la participation des travailleurs au plan « fonctionnel » du capitalisme est en soi un facteur d'intégration, d'aliénation, pour ainsi dire aux extrêmes limites du système.

Tout l'intérêt du développement qui suit se trouve **dans la note (5) de bas de page** qui accompagne la perspective **d'un emploi socialiste des machines** en regard (critique) de ce qui se pratiquait en URSS à l'époque.

Il est bien vrai que, en se développant, les « facteurs de stabilisation » du néo-capitalisme constituent une prémisse qui rend nécessaire le renversement total de l'ordre capitaliste. La lutte ouvrière doit donc se présenter comme une opposition globale à tout le plan capitaliste; l'élément essentiel est la conscience de l'unité dialectique des deux moments « technique » et « despotique » de l'organisation actuelle de la production. L'action révolutionnaire doit « comprendre » la rationalité technologique, non pour la reconnaître et l'exalter mais pour l'employer d'une façon nouvelle: en employant les machines dans un but socialiste<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. Nora Mitrani, « Ambiguïté de la technocratie », Cahiers internationaux de sociologie, vol. XXX, 1961, p. 111.

<sup>2</sup> Franco Momigliani remarque ainsi que « non contente d'éloigner toujours plus les ouvriers de toute participation à l'élaboration du plan rationnel de production, l'usine moderne demande aux ouvriers soumis à cette rationalité nouvelle d'incarner en même temps le moment de l'« irrationnel », correspondant à la vieille philosophie empirique des compromis. Ainsi, paradoxalement, exploite-t-on la résistance ouvrière elle-même d'une façon rationnelle. » Cf. « Le syndicat dans l'usine moderne », *Passato e presente*, n° 15, mai-juin 1960, p. 20-21.

<sup>3</sup> L'emploi intensif des machines et la division du travail enlèvent toute indépendance, partant tout attrait, au travail des prolétaires. Celui-ci n'est plus dès lors qu'un simple accessoire de la machine.

<sup>4</sup> Seymour Melman, *Decision making and Productivity*, Oxford, 1958. Dans ce livre d'une grande importance, l'auteur étudie comment la nécessité d'une participation ouvrière « démocratique » se fait sentir dans une administration capitaliste.

<sup>5</sup> Les recherches économiques et techniques récentes en U.R.S.S. présentent un caractère ambigu. Revendiquer la recherche comme moment autonome va sans nul doute à l'encontre des formes brutes de volontarisme qui se sont manifestées dans une planification de type stalinien; mais l'élaboration de procès « rationnels » qui seraient indépendants du contrôle social de la production semble plutôt indiquer

## Les salaires et l'esclavage politique

L'organisation moderne de la production fournit à la classe ouvrière toujours plus de possibilités « théoriques » de contrôler et de « diriger » la production; mais, « pratiquement », la centralisation toujours plus stricte des décisions du pouvoir exaspère l'aliénation. C'est pourquoi la lutte ouvrière, toute lutte ouvrière, tend à proposer une rupture politique du système. On ne fait pas une telle rupture en comprenant les exigences « rationnelles » implicites des techniques nouvelles et la façon dont le capitalisme s'en sert, mais en leur opposant une collectivité ouvrière qui subordonne la production aux forces sociales.

Il n'a pas lieu d'affirmer qu'un progrès technique et économique continuera par delà le saut révolutionnaire: l'action ouvrière met en question les fondements du système, sous tous ses aspects, dans toutes ses répercussions, et à quelque niveau que ce soit. Les progrès technologiques sont manifestement liés au procès du capital, comme « succession toujours plus rapide d'inventions et de découvertes, (un) rendement du travail humain qui augmente de façon inouïe de jour en jour<sup>1</sup> ».

Mais si Engels en déduit la « scission de la société en une petite classe démesurément riche et une grande classe de salariés qui ne possèdent rien », Marx prévoit une augmentation du salaire non seulement nominal mais réel: « si... les entrées de l'ouvrier augmentent avec l'augmentation rapide du capital, on voit en même temps s'approfondir l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste; la domination que le capital exerce sur le travail augmente en même temps que la dépendance du travail par rapport au capital<sup>2</sup>. ». Donc plus le capital augmente rapidement plus la situation *matérielle* de l'ouvrier s'améliore; et plus le salaire se trouve lié à l'augmentation du capital, plus le rapport mouvant par lequel le travail dépend du capital est direct. Ou: la situation sociale de l'ouvrier empire dans la mesure où sa situation réelle s'améliore, en approfondissant « l'abîme social qui le sépare du capitaliste<sup>3</sup>. ».

Le rapport immédiat du salaire et du capital fait que « la condition la plus favorable pour le travail salarié est d'augmenter le plus rapidement possible le capital productif »; « (donc) plus la classe ouvrière augmente et grossit rapidement la force ennemie, la richesse qui lui est étrangère et qui la domine, plus sont favorables les conditions dans lesquelles il lui est permis de travailler à un nouvel accroissement de la richesse bourgeoise, à une augmentation du pouvoir capitaliste, satisfaite qu'elle est de

---

(dès maintenant ? ou sous la forme d'une possibilité future ?) de nouveaux avatars des vieux procès de bureaucratisation. Il ne faut cependant pas perdre de vue ce qui différencie la planification soviétique du plan capitaliste. L'élément autoritaire, despotique, de l'organisation de la production, naît au cœur des rapports capitalistes, et *survit* dans les économies planifiées de type bureaucratique. Par rapport à la classe ouvrière, les bureaucraties ne peuvent pas seulement en appeler à la rationalité objective, mais à la classe ouvrière elle-même. Quand la propriété s'effondre, on peut dire que l'organisation bureaucratique perd le fondement qui lui est propre. C'est pourquoi en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, les contradictions se présentent de façon différente, et c'est pourquoi le despotisme y est précaire, non organique. Ce qui ne l'empêche pas de se manifester aussi crûment que dans les sociétés capitalistes. Cf. à ce propos les observations clés de Rodolfo Morandi dans « Analyse de l'économie réglementée » (1942), « Critères d'organisation pour une économie collective » (1944), réimprimés dans *Lotta di popolo*, Turin, 1958. Exclure l'élément de la propriété et ne considérer que l'élément de l'autorité et de la bureaucratie en soi, ou l'aliénation technique, ou les deux à la fois, tels sont, on le sait, les traits caractéristiques de toute une littérature néo-capitaliste et réformiste dont le sort est désormais réglé.

<sup>1</sup> Friedrich Engels, Introduction à *Travail salarié et capital*, de Marx.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Idem.

forger elle-même les chaînes dorées par lesquelles la bourgeoisie la traîne derrière soi<sup>1</sup>. ».

Engels reconnaîtra d'ailleurs lui-même (dans la *Critique du programme d'Erfurt*) que le « système du travail salarié est un système d'esclavage, et d'un esclavage toujours plus dur dans la mesure où les forces sociales de production du travail se développent et *cela que l'ouvrier soit payé plus ou moins* » (c'est nous qui soulignons). Lénine montre que cela apparaît clairement chez Marx : « Marx a admis la conception de l'accumulation élaborée par les classiques dans sa théorie; il admet que plus la richesse augmente rapidement, plus les forces de production et la socialisation du travail se développent concrètement, et plus la situation de l'ouvrier s'améliore, dans la mesure tout au moins où cela est possible dans le système actuel de l'économie sociale<sup>2</sup> ». Marx exprime aussi ce même accroissement de l'« abîme social » qui sépare les ouvriers et les capitalistes sous la forme du  *salaire relatif* et de sa diminution. Mais ce concept implique une prise de conscience politique qui montrerait combien la « dépendance politique » s'aggrave au moment où les conditions matérielles s'améliorent et qu'augmente le salaire nominal et réel. Le fait que l'avènement du socialisme soit « inévitable » n'est pas de l'ordre du conflit matériel; sur la base même du développement *économique du capitalisme*, il tient à ce que l'on ne tolère pas les différences sociales et implique donc une prise de conscience politique.

L'importance de ce développement sur les revendications salariales (la question « des chaînes dorées ») se mesure dans le contexte d'une décennie qui a connu, dès ses débuts, les premiers effets de la consommation de masse et d'une certaine adhésion populaire aux aspects consuméristes de l'industrialisation.

La question politique centrale, selon Panzieri, est liée à la « force d'insoumission de la classe ouvrière » dans sa capacité à s'emparer des questions de la gestion au-delà du partage syndical et politique des luttes et en toute indépendance des idéologies keynésiennes dominantes.

Une lutte centrée sur les seules augmentations salariales ne serait qu'une façon de consacrer la logique capitaliste elle-même. Le véritable enjeu porte sur **le contrôle ouvrier** du processus productif.

Mais c'est pourquoi justement les ouvriers, en renversant le système, nient l'organisation capitaliste en entier, et, en particulier, la technique, en tant qu'elle a partie liée avec la productivité.

La revendication « générale » d'une augmentation des salaires ne peut donc servir à briser, à dépasser le mécanisme des salaires et de la productivité. On agit évidemment dans ce sens en luttant contre l'inégalité des salaires, mais il n'est absolument pas dit que l'on réussira ainsi à briser le système; une telle revendication garantira tout au plus des « chaînes plus dorées » à toute la classe ouvrière. Ce n'est qu'en remontant jusqu'aux racines même des processus d'aliénation, en montrant clairement comment les ouvriers dépendent politiquement toujours plus du capital que l'on pourra donner lieu à une action de classe vraiment générale<sup>3</sup>.

En d'autres termes la force d'insoumission de la classe ouvrière, son pouvoir révolutionnaire, se montrent potentiellement plus forts là où le capitalisme est justement en plein essor, là où en écrasant le travail vivant, l'augmentation du capital constant et

---

<sup>1</sup> Idem. (Vérification faite, cette quatrième référence à l'introduction d'Engels de 1891 **est une erreur**. Le passage mentionné (l'image des « chaînes dorées ») appartient, en effet, au texte de Marx lui-même, précisément au dernier paragraphe du quatrième article paru le 8 avril 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre TSC(6), p. 4/4, de notre fascicule 9.)

<sup>2</sup> Lénine, *Caractéristiques du romantisme économique*, Œuvres, vol. II.

<sup>3</sup> Voir le débat actuel, avec des articles de Caravini, Tato, Napoleoni, etc.

la croissance de la rationalité qu'on y a mise posent immédiatement à la classe ouvrière la question de son esclavage politique.

Le mouvement par lequel le plan a toujours plus d'emprise sur les procès sociaux « globaux » qui lui sont extérieurs, en particulier au niveau de l'entreprise, entre d'ailleurs dans la logique pour ainsi dire élémentaire de l'expansion capitaliste.

Marx, on le sait, a insisté à plusieurs reprises sur la prolifération des racines de la puissance capitaliste: à la limite, la division du travail dans l'usine tend à coïncider avec la division sociale du travail, et il ne faut naturellement pas comprendre cela dans un sens purement économique.

### Consommation et temps libre

L'« objectivisme » accepte la « rationalité » capitaliste qui s'exerce dans l'usine; il sous-estime la lutte dans les structures et les points en expansion, et souligne au contraire l'action qui s'exerce dans la sphère extérieure des salaires et de la consommation. On surestime alors le pouvoir de l'action au niveau de l'Etat, en recherchant une « dialectique » plus élevée, dans le cadre du système, entre le capital et le travail; on sépare d'autre part le moment syndical et le moment politique, etc. C'est ainsi qu'on finit par retrouver dans les débats les plus sérieux et les plus « à jour » (qui à l'heure actuelle, en Italie, ont surtout lieu à l'intérieur du syndicat de classe), et sous des formes plus critiques, plus modernes, la simple confirmation des vieilles tendances « démocratiques » de la lutte ouvrière. Tout le travail de recherche de l'action syndicale, tout son effort pour suivre de façon adéquate les modes d'expansion du capital risquent de déboucher sur la ratification pure et simple de positions anciennes, enrichies d'un contenu nouveau mais toujours mystifiées.

On « définit ainsi l'action autonome des grandes masses à partir des choix patronaux et non a priori<sup>1</sup> ».

Au moment où les procès intrinsèques de l'accumulation capitaliste sont déterminés de façon toujours plus « globale » à l'intérieur et à l'extérieur, au niveau de l'entreprise et au niveau de la société, les différentes positions qui réapparaissent sur une base keynésienne et jusqu'au sein du mouvement ouvrier sont de véritables idéologies, le reflet de l'expansion néocapitaliste.

L'avertissement formulé par Marx contre de telles idéologies est ici plus valable que jamais: « La sphère de la circulation ou de l'échange des marchandises dans laquelle se réalisent la vente et l'achat de la force de travail est en fait un véritable Eden des droits innés de l'homme. ». Ce n'est pas pour rien que ces idéologies opposent des consommations « honnêtes » aux consommations « imposées » par le capitalisme; la classe ouvrière devrait proposer de telles consommations; et l'augmentation générale des salaires, c'est-à-dire la confirmation de l'esclavage capitaliste, est présentée comme une revendication du travailleur qui, en tant que « personne humaine » demande (à l'intérieur du système !) de pouvoir faire reconnaître et affirmer sa « dignité »<sup>2</sup>.

La revendication des « besoins essentiels » (culture, santé) qui se dresse contre l'échelle de consommations imposées par le

---

<sup>1</sup> Cf. Ruggero Spesso, « Le pouvoir des travailleurs dans le cadre du contrat et la « rationalisation » des monopoles » (il potere contrattuale dei lavoratori e la « razionalizzazione » del monopolio) in *Politica e Economia*, nov. 1960, p. 10. (...)

<sup>2</sup> Cf. Antonio Tato, « Organiser la structure des rétributions en fonction de la logique et des buts du syndicat » (Ordinare la struttura della retribuzione secondo la logica e i fini del sindacato) in *Politica e Economia*, février-mars 1961, p. 11-23. (...)

capitalisme ou le néo-capitalisme n'a elle-même aucun sens si on admet la rationalisation capitaliste et tant que les ouvriers ne demandent pas de jouer un rôle de contrôle et de gestion dans la sphère de la production<sup>1</sup>.

Il est significatif que les positions révisionnistes se réclament, en la déformant, de la conception marxienne du temps libre, de son rapport avec la journée de travail et de la place qu'on lui attribuerait dans une société communiste. On part d'une interprétation « économiste » et on identifie la liberté communiste avec un accroissement du temps libre sur la base d'une planification « objective » croissante qui rationalise la production<sup>2</sup>.

Or, pour Marx, le temps libre, le temps « pour la liberté d'une activité mentale et sociale des individus » ne coïncide absolument pas avec la réduction pure et simple de la journée de travail. Car il présuppose la transformation radicale des conditions du travail humain, l'abolition du travail salarié, la « réglementation sociale du travail ». Il présuppose donc la destruction du rapport capitaliste / despotisme / rationalité et vise une société administrée par des producteurs libres, dans laquelle on ne produit plus pour produire, et où l'établissement d'un programme, le plan, la rationalité, la technologie, sont soumis au contrôle permanent des forces sociales; c'est ainsi et seulement ainsi que le travail peut devenir le « premier besoin de l'homme ». Si la lutte de classe vise le progrès social, en voulant dépasser la division du travail, ce n'est pas parce qu'elle accomplit un saut dans le règne du « temps libre » mais parce qu'elle conquiert la suprématie des forces sociales dans la sphère de la production.

Le « développement total » de l'homme, de ses capacités physiques et intellectuelles (que tant de critiques « humanistes » se plaisent à réclamer) n'est qu'une mystification tant qu'on en fait une « jouissance du temps libre », une possibilité abstraite de changement, etc., et qu'on le coupe du rapport de l'homme et de la production, de l'effort du travailleur pour redevenir maître du produit et du contenu de son travail, dans une société de libres-producteurs associés<sup>3</sup>.

Panzieri termine son argumentation par un bref rappel des *Sept thèses sur la question du contrôle ouvrier*, l'étude qu'il a rédigée en collaboration avec Lucio Libertini et qui a paru en février 1958 dans le n° 2 de *Mondo Operaio*<sup>4</sup>.

### **Le contrôle ouvrier dans une perspective révolutionnaire**

Les « nouvelles » revendications ouvrières qui caractérisent les luttes syndicales n'ont pas immédiatement une portée politique

---

<sup>1</sup> Cf. *Le Capital*, I, La législation anglaise et la limitation de la journée de travail.

<sup>2</sup> Cf. Spesso, op. cit. (...) Parmi les idéologies courantes, l'une des plus ridicules et des plus répandues est bien celle qui représente l'aliénation dans le néo-capitalisme comme une aliénation du consommateur.

<sup>3</sup> Cf. Paul Cardan, « Capitalismo e Socialismo » in *Quaderni di unita proletaria*, n° 3. Remarquons cependant que l'interprétation de Cardan sert ici à exprimer, par rapport au marxisme, un point de vue révolutionnaire. Les idéologies soviétiques présentent couramment la société communiste comme une société d'« abondance » des biens (même si ces biens ne sont pas seulement matériels) et de « loisirs ». Il apparaît clairement qu'une telle idéologie prend naissance dans le refus de toute régulation sociale effective du procès de travail. Les illusions « technologiques » viennent de nos jours au secours de ces idéologies. Pour Strumilin, par exemple, « les fonctions directrices du procès de production » ne font qu'un avec le contrôle « technique », avec « le contenu intellectuel du travail le plus élevé », rendu lui-même possible par les « progrès de la technique, avec ses miraculeux mécanismes automatiques et les machines électroniques « pensantes » ». (Cf. *Sur la voie du communisme*, Moscou, 1959). Ainsi, l'automatisation permettrait une vraie société « d'abondance », de consommateurs de « temps libre » ! Un exemple typique de cette déformation des thèses de Marx nous est donné par G. Friedmann (*Où va le travail humain?*), selon lequel l'ouvrier se réempare du produit et du contenu de son travail lui-même grâce au « contrôle psycho-physiologique du travail » !.

<sup>4</sup> (*La traduction française de ce texte a paru dans le n° 3 de janvier/février 1971, pp. 21-31, de la revue Critique socialiste, la revue théorique du PSU français. En ligne sur le site de Gallica.*)

révolutionnaire et n'impliquent pas que des développements pourraient automatiquement avoir lieu dans ce sens. Mais elles ne s' « adaptent » pas simplement à la technique et à l'organisation de l'usine moderne, comme on le fait en réglant la question des rapports de travail en général au niveau de l'État. Elles donnent des indications qui pourraient influencer la lutte ouvrière en général et sa valeur politique, sans se ramener au simple relevé ou à la « somme » des revendications aussi différentes et avancées soient-elles comparées aux objectifs traditionnels. En discutant des temps et des rythmes de travail, des méthodes, du rapport du salaire et de la productivité, on s'oppose au capital de l'intérieur même du mécanisme de l'accumulation et au niveau de ses « facteurs de stabilisation ». En avançant par les luttes menées dans les entreprises les plus fortes, qui sont à la pointe du capitalisme, elles confirment que ce sont des revendications d'avant-garde, qu'elles ont une portée de rupture. On ne peut les utiliser dans le but restreint d'une augmentation de salaires sans perdre ce qui fait leur valeur: la recherche d'une unité neuve, plus vaste, de l'action de classe, sans courir le risque de tomber dans cela même qu'on voudrait éviter: les situations closes, ne dépassant pas le cadre de l'entreprise, le refus des éléments dynamiques de l'action politique. Nous suggérons de prendre ici comme ligne directrice d'une action objectivement valable l'effort pour renforcer et étendre les exigences concernant la gestion. Car on ne demande pas par là une simple participation théorique: on veut intervenir dans le rapport concret de rationalisation de la hiérarchie et du pouvoir, et on dépasse le cadre de l'entreprise pour se tourner contre le despotisme que le capital projette et exerce sur toute la société à tous ses niveaux. On veut un renversement total du système par la prise de conscience générale et la lutte de la classe ouvrière comme telle.

Nous retenons pour notre part qu'une telle ligne d'action peut pratiquement et immédiatement s'exprimer à travers la revendication d'un contrôle ouvrier. Quelques éclaircissements sont cependant nécessaires: car on peut trouver de nos jours que l'expression de « contrôle ouvrier » est équivoque; on peut l'assimiler à une proposition « centriste » atténuant les exigences révolutionnaires proposées par la lutte, conciliant ces exigences avec la ligne nationale parlementaire et démocratique traditionnelle. Et on a souvent employé cette formule dans ce sens. Parler de contrôle ouvrier est, par exemple, velléitaire et ambigu quand on entend par là qu'on continue et qu'on reprend la conception et l'expérience des Conseils de gestion. Là, toute exigence de contrôle authentique était annulée, subordonnée à l'élément « collaborationniste » lié aux idéologies de reconstruction nationale et à une subordination du mouvement réel par le niveau institutionnel électoral.

La référence de Panzieri aux « Conseils de gestion » se rapporte à la mise en place, dans l'immédiat après-guerre, par la résistance armée, d'une structure de contrôle ouvrier principalement active dans le Nord de l'Italie. En avril 1945, dans une situation de vide de pouvoir<sup>1</sup>, le CLNAI<sup>2</sup> avait pris la décision par décret d'imposer des *Conseils de gestion*<sup>3</sup> en vue d'instituer une direction paritaire des entreprises. Malgré le développement spontané de ces conseils dans de nombreuses entreprises et les débats publics que cette pratique a soulevés<sup>4</sup>, malgré le projet de loi déposé en 1946 par Rodolfo Morandi, alors Ministre de l'Industrie et du Commerce, cette expérience a été de courte durée, vite écartée après l'éviction des partis de gauche du gouvernement italien d'union nationale<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> (et pour éviter le chaos et le pillage des usines.)

<sup>2</sup> (Le Comitato di Liberazione Nazionale Alta Italia, qui était l'organisation unitaire de la Résistance.)

<sup>3</sup> (Le décret abrogeait les lois de la République de Salò qui avait pris l'initiative, toute formelle, de créer ces conseils.)

<sup>4</sup> (En novembre 45, par exemple, lors d'un congrès à Milan présidé par Emilio Sereni du PCI en vue d'une reconnaissance législative des Conseils.)

<sup>5</sup> (Sur le sujet nous renvoyons à l'étude de Mariuccia Salvati et Bruno Groppo aux pages 97-130 du n° 13 de janvier-mars 1986 de la revue *Le mouvement social, précisément consacré aux nationalisations d'après-guerre en Europe occidentale (en ligne sur Gallica)*. Nous renvoyons aussi au tome 9 de l'encyclopédie internationale *Autogestion*, p. 218-235, « L'expérience des conseils de gestion en Italie », par Gusmana Bizzarri (en ligne sur le site des éditions Syllepse).)

On peut voir la même ambiguïté réapparaître quand on fait du contrôle ouvrier une alternative « tolérable », une « correction » à l' « extrémisme » de l'autogestion ouvrière. Le contrôle ouvrier n'échappe à la mystification que s'il se donne pour but la rupture révolutionnaire et l'autogestion socialiste. Il comble alors le fossé qui sépare à l'heure actuelle les revendications ouvrières (même très avancées au niveau de l'entreprise) et les perspectives stratégiques. Il indique donc ou mieux il peut indiquer, en une version non mystifiée, une politique immédiate et qui n'est pas celle des partis de classe.

Le contrôle ouvrier est considéré ici comme un moyen d'accélérer la lutte de classe générale: c'est un moyen politique qui permettra, sans trop attendre, des ruptures révolutionnaires. Loin de remplacer le pouvoir politique, le contrôle ouvrier constituerait la phase la plus forte de la pression exercée sur le pouvoir capitaliste (car il menace explicitement le système en ses fondements). Il faut donc le considérer comme un élément qui prépare le « dualisme de pouvoir » dans la ligne d'une conquête politique totale.

Il est inutile d'insister ici sur les motifs qui mènent à proposer actuellement le contrôle ouvrier comme but politique général. Ce qui importe surtout, c'est qu'on ne fasse pas de la polémique contre les formules un alibi pour fuir le problème politique général imposé par les luttes ouvrières. Et que l'on travaille concrètement à reconstruire, à partir d'elles, une perspective politique nouvelle, en protégeant l'action ouvrière de la déchéance « syndicale » et en l'aidant à ne pas être réenglobée dans le développement capitaliste.

\*

### 3.1. K. Marx, sur les élections de mars/avril 1857 en Angleterre

(Articles du *New York Daily Tribune*, mars/avril 1857)

Parmi les contributions de Marx dans la presse au cours de l'année 1857<sup>1</sup> se trouve la présente série de **cinq articles** consacrés aux élections législatives anglaises de ce début d'année.

Le contexte politique particulier de ce scrutin réclame quelques précisions préalables.

D'abord notons que les événements surviennent sous la législature de **Lord Palmerston**, lequel, après une longue carrière parlementaire<sup>2</sup>, venait de conquérir en février 1855 son premier mandat de premier Ministre. Il succédait à George Hamilton-Gordon, comte d'Aberdeen, qui était tombé en janvier sur les questions relatives à la conduite de la guerre de Crimée.

Or, c'est le 8 octobre 1856 que se produit, en face de Canton, l'incident de la frégate<sup>3</sup> **Arrow**, un navire battant pavillon anglais qui est se trouve arraisonné par les autorités chinoises pour cause de piraterie et de trafic d'opium. La protestation toute formelle du consul britannique sur le respect des couleurs nationales<sup>4</sup> sera bientôt suivie, dès le 26 octobre, d'un intense bombardement punitif de la ville par la flotte anglaise. Le pouvoir anglais a manifestement choisi le prétexte de l'incident pour déclencher ce qui deviendra la **deuxième guerre de l'opium**<sup>5</sup>.

Le second événement remarquable de cette période consiste dans le début, à Meerut, le 24 avril 1857, de la mutinerie des Cipayes en Inde<sup>6</sup>.

\*

#### Défaite du ministère de Palmerston

(*New York Daily Tribune*, du 25.03.57)<sup>7</sup>

Les événements de Canton ont fait l'objet, les 24 et 26 février 1857, de vifs débats à la tribune de la Chambre des Lords et de la Chambre des communes avec en particulier les interventions de Richard Cobden, de Guillaume Gladstone, de John Russell et de Benjamin Disraeli. Marx en a rendu compte dans son article paru dans le *New York Daily Tribune* du 16 mars sous le titre « Débats parlementaires sur les hostilités chinoises<sup>8</sup> ».

Palmerston y répondra le 3 mars 1857 en prenant l'initiative de dissoudre lui-même le parlement, animé par la certitude que la popularité de sa politique coloniale lui assurera une confortable réélection. Ce que confirmera le futur scrutin.

---

<sup>1</sup> Pour le détail de cette activité de journaliste, nous renvoyons au répertoire, dans notre fascicule 24, des articles de Marx et d'Engels parus dans la presse au cours des années 1857 et 1858.

<sup>2</sup> Elle débute dans les rangs des conservateurs du parti tory en avril 1807 (il n'a alors que 23 ans) au poste de Lord de l'Amirauté dans le ministère formé par le duc de Portland. Palmerston occupera la scène parlementaire anglaise presque sans interruption jusque sa mort en 1865, et tout particulièrement le ministère des Affaires Etrangères de 1830 à 1851. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 3.2 du présent fascicule.

<sup>3</sup> Plus précisément une jonque de type lorcha (un gréement de jonque sur une coque de type européen).

<sup>4</sup> Il est reproché aux autorités chinoises d'avoir amené irrespectueusement le drapeau britannique qu'arborait le navire et d'avoir ainsi outragé la souveraineté anglaise.

<sup>5</sup> Elle ne prendra fin qu'en 1860 avec la signature, le 18 octobre 1860, de la Convention de Pékin.

<sup>6</sup> Pour le détail des événements nous renvoyons aux pages notre fascicule 24 qui leur sont spécialement consacrées.

<sup>7</sup> Nous traduisons à partir de MECW, vol. 15, pp. 213-218. L'article est daté du 6 mars 1857.

<sup>8</sup> « Parliamentary Debates on the Chinese Hostilities », MECW, vol. 15, pp. 207-212. L'article est daté du 27 février. Marx cite et commente les interventions d'Edward Stanley, comte de Derby à la Chambre des Lords et de Richard Cobden à la Chambre des communes. (Le discours de R. Cobden - China and the Attack on Canton - se trouve en ligne sur le site de *Wikisource*)

Après avoir fait rage pendant quatre nuits, les débats chinois ont finalement abouti à une motion de censure votée par la Chambre des communes contre le ministère de Palmerston, lequel y a répliqué par une « dissolution pénale ». Il a puni les députés en les renvoyant chez eux.

L'immense excitation qui régnait la dernière nuit des débats, aussi bien à l'intérieur des murs de la Chambre que parmi les masses qui s'étaient rassemblées dans les rues adjacentes, était due non seulement à l'importance des intérêts en jeu, mais plus encore à la qualité de la partie incriminée.

L'administration de Palmerston n'était pas celle d'un Cabinet ordinaire. C'était une dictature. Depuis le début de la guerre avec la Russie<sup>1</sup>, le Parlement avait presque abdiqué ses fonctions constitutionnelles; et même après la conclusion de la paix, il n'avait jamais osé les réaffirmer.

Après un déclin progressif et presque imperceptible, il avait atteint la position d'un *Corps Législatif*<sup>2</sup>, ne se distinguant de l'authentique institution bonapartiste que par de faux-semblants et des prétentions retentissantes.

La simple formation du Cabinet de coalition<sup>3</sup> dénotait le fait que les anciens partis, des antagonismes desquels dépend le fonctionnement du mécanisme parlementaire, s'étaient éteints.

Cette impuissance des partis, qui s'est d'abord traduite par le Cabinet de coalition, la guerre a contribué à ce qu'elle s'incarne dans la toute-puissance d'un seul individu qui, pendant un demi-siècle de vie politique, n'avait jamais appartenu à aucun parti, mais les avait toujours tous utilisés.

Si la guerre avec la Russie n'était pas intervenue, l'extrême épuisement des anciens partis officiels aurait conduit à un renouveau. Une nouvelle vie se serait répandue dans le corps parlementaire par l'appât de sang neuf, par l'accession aux droits politiques d'au moins quelques fractions de masses populaires encore privées du droit de vote et de représentants. La guerre a coupé court à ce processus naturel. En empêchant que la neutralisation des anciens antagonismes parlementaires ne s'accomplisse au profit des masses, la guerre l'a résolue au profit exclusif d'un seul homme.

Au lieu de l'émancipation politique du peuple britannique, nous avons eu la dictature de Palmerston. La guerre a été le moteur puissant par lequel ce résultat a été obtenu, et elle a été le seul moyen de le consolider.

La guerre était donc devenue la condition vitale de la dictature de Palmerston. La guerre russe était plus populaire auprès du peuple britannique que la paix de Paris<sup>4</sup>.

Pourquoi, alors, l'Achille britannique, sous les auspices duquel la honteuse défaite de Redan<sup>1</sup> et la capitulation de Kars<sup>2</sup> s'étaient pro-

---

<sup>1</sup> A savoir la guerre de Crimée. On trouvera une chronologie du conflit dans le 6<sup>e</sup> cahier de notre fascicule 22.

<sup>2</sup> En français dans le texte. Marx fait ici référence à l'assemblée législative instituée sous ce nom par la Constitution du 14 janvier 1852 après le coup d'Etat bonapartiste de 1851. Comme ceux du Sénat, ses pouvoirs étaient très réduits : ils se limitaient à l'approbation des projets de loi élaborés par le Conseil d'Etat.

<sup>3</sup> En référence au cabinet de coalition de George Hamilton-Gordon, comte d'Aberdeen de décembre 1852 à janvier 1855. Ce cabinet comprenait des whigs, des peelites et des représentants de la faction irlandaise du parlement britannique. Il fera l'objet de vives critiques sur sa gestion incompétente de la guerre de Crimée. Le vote d'une commission d'enquête sur le sujet entrainera sa démission le 29 janvier 1855. C'est précisément Palmerston qui lui succèdera pour former son premier gouvernement.

<sup>4</sup> En référence au traité de paix signé à Paris le 30 mars 1856 mettant fin à la guerre de Crimée.

duites, n'a-t-il pas profité de cette opportunité ? Evidemment parce que toute alternative échappait à son contrôle. D'où son traité de Paris, soutenu par ses malentendus avec les États-Unis<sup>3</sup>, son expédition à Naples<sup>4</sup>, ses querelles ostensibles avec Bonaparte, son invasion de la Perse<sup>5</sup> et ses massacres chinois.

En adoptant un vote de censure contre Palmerston, la Chambre des communes l'a privé des moyens d'user de son pouvoir usurpé. Son vote n'était donc pas un simple vote parlementaire, mais une rébellion, une vigoureuse tentative de reprendre les attributs constitutionnels du Parlement. C'était le sentiment qui dominait la Chambre, et quelles qu'aient pu être les motivations particulières qui animaient les différentes fractions de la majorité hétérogène - composée de Derbyites<sup>6</sup>, Peelites<sup>7</sup>, hommes de Manchester<sup>8</sup>, Russellites<sup>9</sup> et soi-disant Indépendants - tous étaient sincères en affirmant que ce n'était pas un vulgaire complot anti-ministériel qui les avait mis d'accord dans l'antichambre du parlement.

Telle était cependant la substance de la défense de Palmerston. Il a dissimulé la faiblesse de son cas par un *argumentum ad misericordiam*<sup>10</sup>, en se présentant comme la victime d'un complot sans scrupules.

Rien ne pouvait être plus à propos que la façon dont M. Disraeli a admonesté ce plaidoyer, si commun aux prisonniers d'Old Bailey<sup>11</sup>.

« Le Premier Ministre, *a-t-il déclaré*, est de tous les hommes celui qui ne peut supporter une coalition. Pardi ! Il est l'archétype des coalitions politiques sans principes clairs. Regardez comment est formé son gouvernement. C'est seulement l'an dernier que tous les membres de son cabinet dans cette Chambre ont appuyé une proposition de loi déposée, je pense, par un ancien collègue. Ce projet a rencontré dans l'autre Chambre l'opposition d'un membre du gouvernement qui, pour excuser sa manifeste inconséquence, a déclaré

---

<sup>1</sup> L'assaut du Grand Redan constitue l'un des épisodes sanglants du siège de Sébastopol. L'affrontement décisif de la bataille de Malakoff avait été précédé, le 18 juin 1855, date anniversaire de la bataille de Waterloo, par un assaut direct de la fortification. Or cette manœuvre, mal préparée et mal coordonnée entre les troupes anglaises et françaises, s'était soldée par un revers très meurtrier. La guerre de Crimée a fourni maints exemples d'une funeste contradiction entre des stratégies militaires anciennes (l'attaque frontale en l'occurrence) et la puissance destructrice de l'armement moderne (ainsi la célèbre charge de la brigade légère).

<sup>2</sup> Kars était une puissante forteresse à l'est de la Turquie. Elle avait été attaquée en juin 1855 par les troupes russes soucieuses de faire diversion. Le siège n'avait pas moins duré jusqu'en novembre 1855 quand la ville, sans plus de ressources ni de munitions, avait dû finalement se rendre aux Russes.

<sup>3</sup> Marx fait ici référence au conflit qui avait surgi en 1855 avec le gouvernement des États-Unis en raison du soutien que ce dernier avait accordé aux manœuvres d'un aventurier américain du nom de William Walker en Amérique centrale.

<sup>4</sup> En mai 1856, les gouvernements français et anglais, sollicités par les représentants du Piémont, avaient fait pression sur le souverain du Royaume des deux Siciles, Ferdinand II, pour qu'il adoptât une politique plus libérale afin d'éviter d'éventuels mouvements révolutionnaires. Après la rupture des relations diplomatiques avec Naples, les flottes des deux pays avaient été mises en alerte en méditerranée, sans toutefois intervenir.

<sup>5</sup> La guerre contre la Perse s'est déroulée de novembre 1856 à avril 1857 avec pour enjeu le contrôle de la ville de Hérat. La victoire britannique venait d'être sanctionnée par le traité de Paris du 4 mars 1857.

<sup>6</sup> Autrement dit les partisans du leader tory Edward Smith Stanley, comte de Derby, premier ministre du 23.02.52 au 19.12.52.

<sup>7</sup> Autrement dit les partisans de Robert Peel qui avait conduit en 1846 à la scission du parti conservateur sur la question des lois sur les céréales et du libre-échange en général. Après sa mort en 1852, ses partisans ont aidé Palmerston à parvenir au pouvoir.

<sup>8</sup> Autrement dit les libre-échangistes partisans de l'école de Manchester et donc des intérêts de la grande bourgeoisie industrielle. Le mouvement était dirigé par deux patrons du textile, Richard Cobden et John Bright.

<sup>9</sup> Autrement dit les partisans de John Russel, l'ancien premier ministre whig du 30.06.1846 au 23.02.1852.

<sup>10</sup> Un *appel à la pitié*, au sens d'un argument visant à exploiter le sentiment de la compassion.

<sup>11</sup> C'est sous ce terme qu'était nommée la Haute Cour criminelle de Londres en raison de son emplacement dans l'ancien mur d'enceinte de la ville.

que lors de son entrée en fonction, le Premier Ministre ne lui avait demandé aucun engagement sur aucun sujet. (Rires)

Et maintenant le noble Lord est alarmé et choqué par cette association improbe. Le noble Lord ne supporte pas les coalitions ! Le noble Lord n'a jamais travaillé qu'avec ceux dans le cercle desquels il est né et a été élevé politiquement. (Acclamations et rires)

Ce petit Hercule (pointant Lord Palmerston) a été retiré du berceau Whig, et comme sa vie politique a été cohérente! (Rire renouvelé).

En se remémorant le dernier demi-siècle, au cours duquel il a professé presque tous les principes et s'est associé à presque tous les partis, le noble Lord a fait entendre ce soir des paroles d'avertissement contre les coalitions, car il craint qu'une majorité de la Chambre des communes, dont certains des membres les plus éminents de la Chambre - des hommes qui ont été les collègues du noble Lord - puisse ne pas approuver une politique à l'égard de la Chine qui a commencé dans l'indignité et qui, si elle est poursuivie, finira en ruine.

Telle est la position du noble Lord. Et quelle justification de cette politique avons-nous eue de la part du noble Lord ? A-t-il défini un seul principe sur la base duquel nos relations avec la Chine devraient reposer ? A-t-il énoncé une seule maxime politique qui pourrait nous guider dans ce moment de péril et de perplexité ?

Au contraire, il a couvert la faiblesse et l'indécision de sa position en disant – quoi ? - qu'il est victime d'un complot.

Il n'a fourni aucune justification de sa conduite qui soit virile ou digne d'un homme d'État. Il a reproduit de petites observations faites au cours du débat que je pensais vraiment devenues périmées et obsolètes, puis il s'est retourné et a dit que le tout était une conspiration!

Habitué aux majorités obtenues sans l'affirmation d'un seul principe, mais plutôt suite à une situation aléatoire, et qui découlaient du fait que le noble Lord avait sa place sur ce banc sans avoir besoin d'exprimer une opinion sur un sujet, étranger ou national, pouvant intéresser le cœur du pays ou influencer l'opinion de la nation, le noble Lord finira par trouver que le temps est venu, s'il est un homme d'État, d'avoir une politique; et qu'il ne lui suffira pas, alors même que l'on découvre la bévue de son Cabinet, et que tous ceux qui ont coutume d'influencer l'opinion de la Chambre s'unissent pour les condamner, de se plaindre auprès du pays qu'il est victime d'un complot<sup>1</sup>. »

Ce serait toutefois une erreur de présumer que les débats étaient intéressants parce que de tels intérêts passionnés s'y trouvaient liés.

Il y a eu des débats soir après soir, et toujours pas de vote. Pendant la plus grande partie de la bataille, les voix des gladiateurs se sont noyées dans le bourdonnement et le brouhaha des conversations privées. Soir après soir, les hommes en place ont parlé contre la montre pour gagner encore vingt-quatre heures d'intrigue et d'action souterraine.

Le premier soir, M. Cobden a prononcé un beau discours. Bulwer<sup>2</sup> et Lord John Russell ont fait de même; mais le procureur général<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Marx vient de citer un extrait du discours du 3 mars 1857 de Benjamin Disraeli à la Chambre des communes. Le texte avait paru dans l'édition du 4 mars du *Times*.

<sup>2</sup> Edward Bulwer-Lytton, baron de son état, était un parlementaire élu sur la liste des conservateurs. Il était surtout connu pour ses œuvres littéraires, avec une réputation de dandy.

avait certainement raison quand il leur a dit qu' « il ne pouvait pas un seul instant comparer leurs délibérations ou leurs arguments sur un sujet comme celui-ci avec les arguments qui avaient été présentés ailleurs ».

Le deuxième soir a été encombré par les plaidoyers de poids des avocats des deux côtés, du Lord-Advocat M. Whiteside<sup>2</sup> et du Procureur général. Sir James Graham<sup>3</sup> a en effet tenté d'élever le débat, mais il a échoué. Lorsque cet homme, le meurtrier virtuel des Bandieras<sup>4</sup>, s'est exclamé d'un air confit « qu'il se laverait les mains du sang innocent qui avait été versé », un rire ironique à demi étouffé a fait écho à son pathos.

Le troisième soir a été encore plus terne. Il y avait là sir F. Thesiger<sup>5</sup>, le futur procureur général, répondant au procureur général en fonction, et le sergent Shee<sup>6</sup> s'efforçant de répondre à Sir F. Thesiger.

Il y a eu l'éloquence paysanne de Sir John Pakington<sup>7</sup>.

Il y a eu le général Williams de Kars<sup>8</sup>, écouté en silence pendant quelques minutes seulement, mais que la Chambre, après ces quelques minutes, a planté là, lui faisant bien comprendre qu'il n'était pas l'homme pour lequel on l'avait pris.

Il y avait enfin Sir Sidney Herbert<sup>9</sup>. Cet élégant descendant des hommes d'Etat Peelites a prononcé un discours laconique, caustique, plein d'antithèses, mais cherchant plus à railler les arguments des hommes en place plutôt qu'à en produire de nouveaux.

Mais le dernier soir, le débat a atteint un niveau à la hauteur de la Chambre des communes. Roebuck, Gladstone, Palmerston et Disraeli ont été remarquables, chacun à sa manière.

La difficulté était de se débarrasser du paravent dans le débat, Sir J. Bowring<sup>10</sup>, et de faire parvenir la question auprès de Lord Pal-

---

<sup>1</sup> En l'occurrence Richard Bethell, baron Wesbury, qui était à cette époque Attorney-General. Il sera ministre dans le deuxième gouvernement de Palmerston au poste de Haut Chancelier de Grande-Bretagne.

<sup>2</sup> James Whiteside, juriste et politicien irlandais. Il deviendra procureur général d'Irlande en 1858.

<sup>3</sup> James Robert George Graham. Il a occupé le poste de ministre de l'Intérieur de 1841 à 1846 dans le dernier gouvernement de Robert Peel.

<sup>4</sup> Le 16 juin 1844, les frères Attilio et Emilio Bandiera, membres d'une société secrète inspirée par les idées de Guiseppe Mazzini, débarquent en Calabre à la tête d'un détachement de patriotes dans le but de déclencher une insurrection contre les Bourbons de Naples et la domination autrichienne. Mais ils ont été trahis par l'un d'eux et seront capturés après un bref combat. Aussitôt condamnés à mort par la Cour martiale, ils seront exécutés le 25 juillet 1844. Or des lettres d'émigrants italiens avaient été ouvertes sur ordre de Sir James Graham, alors ministre britannique de l'Intérieur, et leur contenu porté à la connaissance du gouvernement autrichien qui avait ainsi obtenu des informations sur le débarquement envisagé.

<sup>5</sup> Frederic Thesiger baron Chelmsford, juriste et député conservateur depuis mars 1840. Il deviendra procureur général en février 1858 sous le ministère d'Edward Smith Stanley, le comte de Derby.

<sup>6</sup> La qualification de *sergent-de-droit* s'appliquait aux membres d'un ordre d'avocats anglais et irlandais. Elle concerne ici le personnage de William Shee, un juriste et parlementaire d'origine irlandaise, champion de l'émancipation catholique, qui, à cette époque, terminait son dernier mandat de député.

<sup>7</sup> John Somerset Pakington, député conservateur depuis 1837. Il a été en Secrétaire d'Etat à la Guerre et aux Colonies sous le premier et bref ministère du comte de Derby en 1852.

<sup>8</sup> William Fenwick Williams : ce colonel anglais, attaché militaire à Constantinople en 1841, a commandé la défense de la forteresse de Kars durant la guerre de Crimée, ce qui lui a valu, avec d'autres honneurs, le titre de 1er baronnet de Kars.

<sup>9</sup> Sidney Herbert, 1<sup>er</sup> Baron Herbert de Lea : député conservateur en 1832, il a été Secrétaire d'Etat à la Guerre en 1845-1846, d'abord, dans le ministère de Robert Peel, puis en 1852-1855, dans le ministère du comte d'Aberdeen et responsable du *War Office* pendant la guerre de Crimée.

<sup>10</sup> John Bowring est l'un des principaux protagonistes des événements en cours. Cet écrivain et linguiste (il était réputé pour connaître deux cents langues et en pratiquer une centaine), disciple de Jeremy Bentham et libre-échangiste de conviction, a d'abord été consul à Canton en 1849 puis gouverneur de Hong Kong de 1854 à 1859 et à ce titre, du fait même de son comportement autoritaire, s'est trouvé très impliqué dans le déclenchement de la seconde guerre de l'opium.

merston lui-même, en le rendant personnellement responsable du « *massacre des innocents* ».

Ce qui a finalement été fait.

Étant donné que les prochaines élections générales en Angleterre tourneront principalement autour de ce point, il n'est pas inutile de résumer aussi brièvement que possible les résultats de la discussion.

Le lendemain de la défaite du ministère et la veille de l'annonce ministérielle de la dissolution de la Chambre des communes, le *London Times* se risquait à avancer ce qui suit :

« Il est peu probable que la nation sache à quelle question précise il convient de répondre. Le cabinet de Lord Palmerston a-t-il perdu la confiance du peuple en raison d'une série d'actes commis à l'autre bout du monde six semaines avant qu'on en entende parler ici, et par des fonctionnaires nommés sous une ancienne administration ? C'est à Noël que les ministres ont entendu parler de la question, et ils étaient à l'époque aussi ignorants que tout le monde. En fait, si l'histoire s'était jouée sur la lune, ou si elle avait été un chapitre des *Nuits arabes*<sup>1</sup>, le Cabinet actuel n'aurait pas pu y être moins concerné... L'administration de Lord Palmerston doit-elle être condamnée et renvoyée pour un acte qu'elle n'a jamais commis et n'a pu commettre, pour ce dont elle n'a entendu parler que lorsque tout le monde en a entendu parler, pour ce qui a été fait par des personnes qu'elle n'a pas nommées et avec lesquelles elle n'a pas encore pu avoir de communication ?<sup>2</sup> ».

À cette rodomontade impudente d'un journal qui a toujours fait l'apologie du massacre de Canton comme d'un coup suprême de la diplomatie palmerstonienne, nous pouvons opposer quelques faits douloureusement révélés au cours d'un débat prolongé, et pas une fois contestés par Palmerston ou ses subordonnés.

En 1847, alors qu'il était à la tête du ministère des Affaires étrangères, la première dépêche de Lord Palmerston sur l'admission des autorités britanniques de Hong-Kong à Canton était rédigée en des termes menaçants.

Cependant, ses ardeurs ont été refroidies par Earl Gray, son collègue, alors Secrétaire aux Colonies, qui a envoyé une interdiction la plus impérative aux officiers commandant les forces navales, non seulement à Hong Kong, mais à Ceylan, leur ordonnant de ne permettre, en aucune circonstance, le moindre mouvement offensif contre les Chinois sans l'autorisation expresse de l'Angleterre.

Le 18 août 1849, cependant, peu de temps avant sa démission du cabinet Russel<sup>3</sup>, Lord Palmerston envoya la dépêche suivante au représentant britannique à Hong Kong :

« Que les hauts fonctionnaires de Canton, le gouvernement de Pékin ne se trompent pas. La retenue dont le gouvernement britannique a fait preuve jusqu'à présent ne résulte pas d'un sentiment de faiblesse, mais de la conscience d'une force supérieure. Le gouvernement britannique sait bien que si la situation l'exigeait, *les forces militaires britanniques pourraient détruire la ville de Canton, sans laisser une seule maison debout*, et pourraient ainsi infliger le châ-timent le plus exemplaire aux habitants de cette ville. ».

---

<sup>1</sup> des *Mille et une nuits*.

<sup>2</sup> Marx cite ici l'éditorial du 5 mars 1857 du *Times*.

<sup>3</sup> En décembre 1851, Palmerston, alors ministre des Affaires Etrangères, prendra l'initiative de féliciter Louis-Napoléon Bonaparte pour son coup d'Etat du 2 décembre. Cette démarche politique non concertée irritera la Cour d'Angleterre qui insistera auprès du premier ministre John Russel pour obtenir sa démission.

Ainsi, le bombardement de Canton survenu en 1856, sous Lord Palmerston en tant que Premier ministre, a-t-il été préfiguré en 1849 par la dernière missive envoyée à Hong-Kong par Lord Palmerston, en tant que ministre des Affaires étrangères du Cabinet Russell.

Entre-temps tous les gouvernements ont refusé d'autoriser un relâchement de l'interdiction imposée aux représentants britanniques à Hong-Kong de faire pression pour leur entrée à Canton. Ce fut le cas avec le comte de Granville sous le ministère Russell, avec le comte de Malmesbury sous le ministère Derby et le duc de Newcastle sous le ministère Aberdeen.

Enfin, en 1852, le docteur Bowring, jusqu'alors consul de Hong Kong, fut nommé plénipotentiaire. Comme l'a indiqué M. Gladstone, sa nomination a été faite par Lord Clarendon<sup>1</sup>, l'instrument de Palmerston, à l'insu ou sans le consentement du Cabinet d'Aberdeen.

Lorsque Bowring a soulevé pour la première fois la question actuellement en discussion, Clarendon, dans une dépêche datée du 5 juillet 1854, lui a dit qu'il avait raison, mais qu'il devrait attendre qu'il y ait des forces navales disponibles à cette fin.

L'Angleterre était alors en guerre contre la Russie. Lorsque la question du *Arrow* se posa, Bowring venait d'apprendre que la paix était rétablie et que de fait, des forces navales lui étaient envoyées.

Puis a eu lieu la querelle avec Yeh<sup>2</sup>. Le 10 janvier, après avoir reçu un compte rendu de tout ce qui s'était passé, Clarendon a informé Bowring que « le gouvernement de Sa Majesté approuvait entièrement la ligne de conduite qui avait été adoptée par Sir M. Seymour<sup>3</sup> et par vous-même ».

Cette approbation, exprimée en ces quelques mots, n'était accompagnée d'aucune autre instruction. Au contraire, M. Hammond, écrivant au Secrétaire de l'Amirauté, était chargé par Lord Clarendon d'exprimer à l'amiral Seymour toute l'admiration du gouvernement pour « la modération dont il a fait preuve et le respect qu'il avait montré pour la vie et les biens des Chinois ».

Il ne fait dès lors aucun doute que le massacre chinois a été planifié par Lord Palmerston lui-même. Sous quelles couleurs il espère désormais rallier les électeurs du Royaume-Uni est une question à laquelle j'espère que vous me permettrez de répondre dans une autre correspondance, car celle-ci a déjà dépassé les limites appropriées.

\*

---

<sup>1</sup> George Villiers, comte de Clarendon : ce parlementaire whig de la Chambre des Lords a été Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de février 1853 à février 1858.

<sup>2</sup> Yeh Ming-ch'en : ce haut fonctionnaire impérial chinois, gouverneur de la province dont Canton était le chef-lieu, s'est distingué par sa résistance aux exigences des négociants britanniques sur l'accès au port et à la ville de Canton. C'est lui qui, dans le contexte de la révolte des Taipings, a pris l'initiative d'arraisonner l'*Arrow*. Arrêté par les Anglais après le bombardement de la ville, il sera incarcéré au fort William de Calcutta (où il trouvera la mort en avril 1859).

<sup>3</sup> Michael Seymour : cet amiral britannique a été le commandant en chef des forces navales lors de la 2<sup>e</sup> guerre de l'opium.

## Les prochaines élections en Angleterre

(*New York Daily Tribune*, le 31.03.1857)<sup>1</sup>

« Alors, ayez soin d'avoir à la main un livre de prières et de paraître entre deux hommes d'Eglise ; car je ferai à ce sujet une pieuse homélie<sup>2</sup> »

Palmerston ne se conforme pas exactement aux conseils donnés par Buckingham à Richard III. Il se tient entre l'homme d'Eglise d'un côté et le trafiquant d'opium de l'autre.

Tandis que les évêques de la Basse Eglise, que l'impoteur invétéré a permis au comte de Shaftesbury, son parent<sup>3</sup>, de nommer, témoignent de sa « droiture », les contrebandiers d'opium, les marchands de « poison doux aux lèvres du siècle<sup>4</sup> », se portent garants de son loyal service à « l'intérêt, cet égarement du monde<sup>5</sup> ».

Burke, l'Ecossais, était fier des « résurrectionnistes<sup>6</sup> » de Londres. Palmerston l'est également des « empoisonneurs » de Liverpool.

Ces messieurs au visage mielleux sont les dignes représentants d'une ville dont la grandeur remonte tout droit au commerce d'esclaves. Liverpool, qui par ailleurs n'est pas célèbre pour sa production poétique, peut tout au moins revendiquer le mérite original d'avoir enrichi la poésie d'odes à la traite d'esclaves. Dès lors que Pindare commençait son hymne aux vainqueurs olympiques par le célèbre « L'eau est la meilleure des choses » (Ariston men hudor<sup>7</sup>), on pourrait s'attendre à ce qu'un moderne Pindare de Liverpool ouvre son hymne aux pugilistes de Downing Street<sup>8</sup> avec cet exorde plus ingénu : « l'opium est la meilleure des choses. »

Au côté des saints évêques et des contrebandiers d'opium impies, il y a les grands marchands de thé, dont la plupart sont directement ou indirectement impliqués dans le commerce de l'opium et sont donc intéressés à bouleverser les accords actuels avec la Chine.

Ils sont en outre mus par des motivations qui leur sont propres. Comme ils se sont aventurés l'année dernière dans d'énormes spéculations dans le thé, la prolongation des hostilités fera immédiatement grimper les prix de leurs énormes réserves et leur permettra de retarder les paiements importants à leurs créanciers à Canton. Ainsi la guerre leur permettra de frauder à la fois leurs acheteurs britanniques et leurs vendeurs chinois, et par conséquent

<sup>1</sup> Nous traduisons à partir de MECW, vol. 15, pp. 219-222. L'article est daté du 13 mars 1857. Dans le cahier de Marx de 1857, il est intitulé "Palmerston et les élections générales".

<sup>2</sup> Une citation de la pièce de Shakespeare, *Richard III*, Acte III, scène VII. Nous citons dans la traduction de François-Victor Hugo.

<sup>3</sup> Antony Ashley Cooper, 7<sup>e</sup> comte de Shaftesbury, philanthrope évangélique : il avait épousé la fille d'Emily Lamb, Lady Cowper que Palmerston a épousée en secondes noces. Ils étaient donc beau-père et beau-fils par alliance, et ce, d'autant plus, que Palmerston ayant été l'amant de Lady Cowper avant de l'épouser, il était réputé être le père de sa fille...

<sup>4</sup> Shakespeare, *Le roi Jean*, Acte I, scène I, selon la traduction de François-Victor Hugo.

<sup>5</sup> Shakespeare, *Le roi Jean*, Acte II, scène I. On est évidemment songeur sur les connaissances culturelles que Marx prête à ses lecteurs.

<sup>6</sup> Le nom de « résurrectionnistes » a été donné en Angleterre aux personnes qui exhumaient secrètement des cadavres pour les vendre à des salles de dissection. Dans les années 1820, il y eut le cas célèbre de William Burke et William Hare, deux immigrants irlandais, qui, outre les profanations de tombes, se sont livrés à Edimbourg à des assassinats uniquement à cette fin.

<sup>7</sup> Transcription latine des premiers vocables de la première ode olympique (A Hiéron syracusain) de Pindare ἄριστον μὲν ὕδωρ qui se traduit : « l'eau est la meilleure des choses » et plus précisément « l'eau excelle entre les éléments ».

<sup>8</sup> Où se trouvait (déjà) la résidence du Premier ministre.

de réaliser leurs idées de « gloire nationale » et « d'intérêts commerciaux ».

En général, les fabricants britanniques ne sont pas d'accord avec les enseignements de ce catéchisme de Liverpool en raison du même principe sublime qui oppose l'homme de Manchester, partisan des bas prix du coton, et l'homme de Liverpool qui réclame les prix élevés.

Au cours de la première guerre anglo-chinoise, qui a duré de 1839 à 1842<sup>1</sup>, les fabricants britanniques avaient nourri de faux espoirs d'une expansion extraordinaire des exportations. Ils avaient déjà mesuré mètre par mètre les tissus de coton que les gens de l'Empire céleste devaient porter. La réalité des faits allait briser le cadenas que les politiciens palmerstoniens avaient mis dans leur esprit.

De 1854 à 1857, les exportations de produits manufacturés britanniques vers la Chine ne dépassaient pas en moyenne 1.250.000 £, un montant souvent atteint dans les années précédant la première guerre avec la Chine.

« En fait », comme l'a déclaré M. Cobden, le porte-parole des fabricants britanniques à la Chambre des communes, « depuis 1842, nous (le Royaume-Uni) n'avons rien ajouté à nos exportations vers la Chine, du moins en ce qui concerne nos produits manufacturés. Nous avons augmenté notre consommation de thé; c'est tout. »

De là que les fabricants britanniques sont en mesure de se faire une idée plus claire de la politique chinoise que les évêques, les contrebandiers d'opium et les commerçants de thé britanniques.

Si nous passons sur les mangeurs d'impôts et les chasseurs d'emplois qui s'accrochent aux jupes de chaque administration ainsi que les stupides patriotes dans les cafés qui croient que sous la direction de Pam<sup>2</sup> « la nation reprendra courage », nous avons en fait répertorié les fidèles adeptes de Palmerston.

Cependant, il ne faut pas oublier le *Times* et le *Punch* de Londres, le grand Cophta<sup>3</sup> et le clown de la presse britannique, tous deux étroitement liés au gouvernement actuel par des liens dorés et officiels et, par conséquent, affichant un enthousiasme artificiel pour le héros des massacres de Canton.

Mais alors, il faut considérer que le vote de la Chambre des communes a été le signe d'une rébellion contre Palmerston aussi bien que contre *The Times*. Les prochaines élections doivent donc décider non seulement si Palmerston occupera tout le pouvoir de l'État, mais aussi si le *Times* monopolisera toute la fabrication de l'opinion publique.

Sous quel slogan Palmerston est-il susceptible de lancer son appel aux élections générales ?

---

<sup>1</sup> En référence à la première guerre de l'opium (1839-1842) - une guerre agressive menée par la Grande-Bretagne contre la Chine avec pour résultat la transformation de la Chine en une semi-colonie. L'une des clauses du traité de Nankin imposé à la Chine prévoyait l'ouverture de cinq ports chinois : Canton, Shanghai, Amoy, Ningpo et Fuchou, ainsi que la cession « à perpétuité » de l'île de Hong Kong. Le protocole additionnel de 1843 concernant les règles générales du commerce dans les cinq ports ouverts contenait des articles prévoyant une coopération entre les autorités britanniques et chinoises pour inspecter les marchandises apportées aux ports et organiser leur travail. Selon son article 9, les Chinois qui coopéraient avec les Britanniques n'étaient pas soumis à la juridiction de la Chine.

<sup>2</sup> De Palmerston

<sup>3</sup> Le Grand Cophta était le nom du prêtre égyptien omnipotent et omniscient qui dirigeait la "Loge égyptienne" maçonnique que le célèbre aventurier et mage italien du XVIIIe siècle, le "Comte" Cagliostro (Giuseppe Balsamo) prétendait avoir fondée. *Der Gross-Cophta* est par ailleurs un drame en prose de Goethe, une satire de la franc-maçonnerie.

L'expansion du commerce avec la Chine ? Mais il vient de détruire le port même dont dépend ce commerce. Pendant une période plus ou moins longue, il a déplacé ce commerce de la mer à la terre, des cinq ports à la Sibérie, de l'Angleterre à la Russie. Au Royaume-Uni, il a augmenté les droits sur le thé - le plus grand obstacle à l'expansion du commerce avec la Chine.

La sécurité des spéculateurs britanniques ? Cependant, le livre bleu<sup>1</sup> intitulé « Correspondance concernant les injures essuyées en Chine », que le ministère lui-même a mis sur la table de la Chambre des communes, prouve que seulement six cas d'injures se sont produits au cours des sept dernières années, dont deux avec les Anglais comme agresseurs, tandis que dans les quatre autres cas, les autorités chinoises n'ont ménagé aucun effort pour punir les coupables à la pleine satisfaction des autorités britanniques.

Donc, si la fortune et la vie des marchands britanniques à Hong Kong, Singapour, etc. sont actuellement en danger, leurs périls sont suscités par Palmerston lui-même.

Mais l'honneur du drapeau britannique ! Palmerston l'a vendu pour 50 £. aux contrebandiers de Hong Kong et l'a souillé par le « massacre en masse de clients britanniques impuissants ».

Pourtant, ces prétextes d'expansion commerciale, de sécurité des spéculateurs britanniques et d'honneur du drapeau britannique sont les seuls avec lesquels les oracles du gouvernement se sont adressés jusqu'à présent à leurs électeurs.

Ils s'abstiennent sagement de toucher un quelconque point de la politique intérieure, car les slogans « pas de réforme » et « plus d'impôts » ne feraient pas l'affaire.

Un membre du Cabinet de Palmerston, Lord Mulgrave, le trésorier de la Maison du roi, raconte à ses électeurs qu'il « n'a aucune théorie politique à proposer ». Un autre, Bob Lowe, dans son discours à Kidderminster, tourne en ridicule le scrutin secret, l'extension du droit de vote et autres balivernes de cette sorte. Un troisième, M. Labouchere, le même gars futé qui a défendu le bombardement de Canton au motif que si la Chambre des communes le qualifiait d'injustice, le peuple anglais devrait se préparer à payer une facture d'environ 5.000.000 £. aux commerçants étrangers dont les biens avaient été détruits à Canton - ce même Labouchere dans son appel à ses électeurs de Taunton ignore complètement la politique, se contentant de fonder ses prétentions sur les hauts faits de Bowring, Parkes et Seymour.

La remarque, dès lors, d'un journal provincial britannique selon laquelle Palmerston non seulement n'a « pas de bon slogan pour la campagne électorale, mais n'a pas de slogan du tout » est absolument correcte.

Pourtant son cas n'est nullement désespéré. Les circonstances ont complètement changé depuis le vote à la Chambre des communes. Le crime local contre Canton a conduit à une guerre générale avec la Chine.

La seule question qui reste est : à qui revient-il de mener cette guerre ? L'homme qui prétend que cette guerre est juste n'est-il pas mieux à même d'y mettre l'énergie requise vigoureusement que ses adversaires qui s'y engageraient tout en la condamnant ?

Palmerston ne va-t-il pas brouiller les cartes pendant son interrègne au point de rester l'homme indispensable ? Alors, le simple fait de

---

<sup>1</sup> Le *Blue Books* - des recueils publiés périodiquement de documents du Parlement britannique et du Foreign Office. Leur publication a commencé au XVIIe siècle.

se poser lors d'une bataille électorale ne tranchera-t-il pas la question en sa faveur?

Pour la majorité des corps électoraux britanniques, tels qu'ils sont actuellement composés, une bataille électorale signifie une bataille entre Whigs et Tories.

Cela dit, comme il est le véritable chef des Whigs et comme son renversement amènerait les conservateurs au pouvoir, la plupart des soi-disant libéraux ne voteront-ils pas pour Palmerston dans le but d'évincer Derby ?

Telles sont les véritables considérations qui guident les ministériels. Si leurs calculs s'avéraient exacts, la dictature de Palmerston, jusque là tolérée en silence, serait ouvertement proclamée.

La nouvelle majorité parlementaire devrait son existence à l'engagement explicite d'obéissance passive au ministre.

L'appel de Palmerston du Parlement au peuple pourrait alors être suivi en temps utile d'un coup d'État, comme celui qui a suivi l'appel de Bonaparte de l'Assemblée nationale à la nation<sup>1</sup>. Le même peuple pourrait alors apprendre à ses dépens que Palmerston est l'ancien collègue du cabinet de Castlereagh-Sidmouth qui a bâillonné la presse, supprimé les réunions publiques, suspendu la loi d'Habeas Corpus<sup>2</sup>, autorisé le gouvernement à emprisonner et à expulser à volonté, et finalement fait massacrer les habitants de Manchester parce qu'ils protestaient contre les lois sur les céréales<sup>3</sup>.

\*

## Les élections anglaises

(*New York Daily Tribune* du 06.04.1857)<sup>4</sup>

Le futur historien qui devra écrire l'histoire de l'Europe de 1848 à 1858 sera frappé par la similitude entre l'appel lancé par Bonaparte à la France en 1851<sup>5</sup> et celui de Palmerston au Royaume-Uni en 1857. Tous deux prétendaient faire appel du Parlement à la nation, d'une perfide coalition de partis à l'opinion publique dans toute son innocence. Tous deux ont présenté des arguments similaires.

---

<sup>1</sup> L'appel de Louis Bonaparte à l'Assemblée nationale du 4 novembre 1851 contenait une demande démagogique pour le rétablissement du suffrage universel en France. Après le rejet par l'Assemblée nationale du projet de loi, présenté à l'occasion par le ministère de Bonaparte, Louis Bonaparte accomplit un coup d'État le 2 décembre 1851.

<sup>2</sup> Marx fait référence ici aux six lois adoptées par le Parlement britannique, sur la proposition de Castlereagh, à la suite du massacre (connu sous le nom de massacre Peterloo) des travailleurs qui participaient à une réunion de masse pour soutenir la réforme électorale et pour protester contre les lois sur le maïs à St. Peter's Field, Manchester, le 16 août 1819. Les dites « lois bâillonnantes » avaient pratiquement aboli la loi Habeas Corpus et singulièrement restreint la liberté de la presse.

La loi *Habeas Corpus* a été adoptée par le Parlement britannique en 1679 et prévoit qu'une personne emprisonnée soit traduite devant un tribunal ou un juge dans un délai de trois à vingt jours ou soit libérée.

<sup>3</sup> Les lois sur les céréales imposaient des droits d'importation élevés sur les produits agricoles dans l'intérêt des propriétaires fonciers afin de maintenir les prix élevés de ces produits sur le marché intérieur. La lutte entre la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie foncière au sujet de ces lois prit fin en 1846 avec leur abrogation.

<sup>4</sup> Nous traduisons à partir de MECW, vol. 15, pp. 226-231. L'article est daté du 20 mars 1857.

<sup>5</sup> L'appel de Louis Bonaparte à l'Assemblée nationale du 4 novembre 1851 contenait une demande démagogique pour le rétablissement du suffrage universel en France. Après le rejet par l'Assemblée nationale du projet de loi, Louis Bonaparte accomplit un coup d'État le 2 décembre 1851.

Si Bonaparte devait sauver la France d'une crise sociale, Palmerston doit sauver l'Angleterre d'une crise internationale.

Palmerston, comme Bonaparte, doit justifier la nécessité d'un exécutif fort contre le discours vide et l'ingérence intempestive du pouvoir législatif.

Bonaparte s'est adressé à la fois aux conservateurs et aux révolutionnaires; aux premiers comme à l'ennemi des aristocrates, aux seconds comme à l'ennemi de l'usurpation bourgeoise. Et Palmerston n'a-t-il pas fait affront à tout gouvernement despotique ? Peut-il être détesté par n'importe quel libéral ? D'un autre côté, n'a-t-il pas trahi toute révolution ? Ne doit-il pas être l'élu des conservateurs ? Il s'est opposé à toute réforme, et les conservateurs ne le soutiendraient pas ? Il tient les conservateurs à l'écart du pouvoir, et les arrivistes libéraux l'abandonneraient !

Bonaparte porte un nom qui fait peur à l'étranger et s'identifie à la gloire française. Et Palmerston ne fait-il pas la même chose par rapport au Royaume-Uni ? Du moins, à l'exception de quelques interruptions mineures, il a occupé le ministère des Affaires étrangères depuis 1830, depuis l'époque de la réforme en Angleterre<sup>1</sup>, c'est-à-dire depuis le début de son histoire moderne. En conséquence, la position internationale de l'Angleterre, si « terrible » ou « glorieuse » qu'elle puisse parfois apparaître aux yeux des étrangers, trouve son centre de gravité en la personne de Lord Palmerston.

Bonaparte a balayé d'un seul coup tous les grands hommes officiels de France; et Palmerston ne bat-il pas à plate couture les Russell, les Graham, les Gladstone, les Roebuck, les Cobden, les Disraeli et *tutti quanti* ?

Bonaparte ne s'en est tenu à aucun principe, il n'a connu aucun obstacle, mais il a promis de donner au pays ce qu'il voulait : un homme. Palmerston agit de même. C'est un homme. Ses pires ennemis n'osent pas l'accuser d'être un principe.

Le régime de l'Assemblée législative n'était-il pas le régime d'une coalition de légitimistes<sup>2</sup> et d'orléanistes<sup>3</sup>, à laquelle se mêlaient quelques républicains bourgeois ? Leur coalition même démontrait la dissolution des partis qu'ils représentaient, et en même temps les anciennes traditions de parti ne leur permettaient pas de fusionner en autre chose qu'en une unité négative. Une telle unité négative est impropre à l'action; ses actions ne peuvent être que négatives, elle ne peut qu'interdire toute perspective; d'où le pouvoir de Bonaparte. Le cas n'est-il pas le même avec Palmerston ? Le parlement qui siège depuis 1852 n'était-il pas un parlement de coalition ? Et n'est-ce pas pourquoi il a été incarné dès le départ par un cabinet de coalition ? L'Assemblée nationale, lorsqu'elle a été fermée de force par Bonaparte n'avait plus de majorité. La même chose est arrivée à la Chambre des communes lorsque Palmerston a prononcé sa dissolution définitive.

Mais c'est là que la comparaison se termine.

---

<sup>1</sup> Le projet de loi de réforme de 1832 était dirigé contre le monopole politique de l'aristocratie foncière et financière et accordait aux représentants de la bourgeoisie industrielle l'accès au Parlement. Le prolétariat et la petite bourgeoisie, forces principales de la lutte pour la réforme, n'ont obtenu aucun droit électoral.

<sup>2</sup> Les *légitimistes*, partisans de la branche principale de la dynastie des Bourbons renversée en 1830, exprimaient les intérêts des grands propriétaires terriens héréditaires et soutenaient la revendication du trône français par le comte de Chambord, petit-fils du roi Charles X, qui se faisait appeler Henry V.

<sup>3</sup> Les *orléanistes* étaient partisans de la maison d'Orléans (branche latérale de la dynastie des Bourbons) renversée par la révolution de février 1848; ils représentaient les intérêts de l'aristocratie financière et de la grande bourgeoisie industrielle.

Bonaparte a fait son coup d'État avant de lancer son appel à la nation. Contraint par des entraves constitutionnelles, Palmerston doit faire appel à la nation avant de tenter un coup d'État.

A cet égard, on ne peut nier que tous les atouts sont du côté de Bonaparte.

Les massacres de Paris, les dragonnades en province, l'état de siège général, les proscriptions et déportations en masse, la baïonnette plantée derrière l'urne électorale et le canon devant, ont donné aux argumentations de la presse bonapartiste (la seule qui n'ait pas été interdite après le déluge de Décembre) une sinistre éloquence que son sophisme superficiel, sa logique abominable et son écœurante profusion de louanges n'ont pas pu priver de force de persuasion.

Inversement, la cause de Palmerston s'affaiblit à mesure que ses myrmidons se gonflent les poumons. Tout grand diplomate qu'il est, il a oublié de rappeler à ses esclaves la consigne des estropiés qui voulaient conduire les aveugles de bien leur faire comprendre le « pas de zèle<sup>1</sup> » de Talleyrand. Et en effet, ils ont trop bien joué leur rôle.

Lisez, par exemple, le dithyrambe suivant débité par un journal de la capitale:

*« Palmerston pour toujours! Nous espérons entendre cet appel retentir de toutes les tribunes électorales ... L'allégeance la plus dévouée à Lord Palmerston est le premier principe sur lequel la profession de foi de chaque candidat doit insister ... Il est impératif que les candidats libéraux soient forcés d'admettre que Lord Palmerston en tant que Premier ministre est une nécessité politique de l'heure. Il est nécessaire qu'il soit reconnu comme l'homme de ce temps, non seulement comme l'homme à venir, mais comme l'homme qui est venu, non seulement comme l'homme pour résoudre la crise, mais comme l'homme et le seul homme vivant pour résoudre les complications qui se profilent de toute évidence dans notre pays ... Il est l'idole de l'heure, le favori du peuple, le soleil levant comme le soleil levé. »*

Pas étonnant que John Bull<sup>2</sup> se montre réticent à supporter cela et qu'une réaction contre la fièvre palmerstonnienne ait commencé à se manifester.

La personne de Palmerston ayant été érigée en un principe politique, il n'est pas étonnant que ses adversaires se soient fait un principe politique de passer au crible sa personne.

En effet, nous constatons que, comme par magie, Palmerston a provoqué la résurrection d'entre les morts de toutes les grandeurs déchues de l'Angleterre parlementaire.

Pour preuves : le spectacle de Lord John Russell (les Whigs) se présentant devant les électeurs de la capitale réunis dans la London Tavern<sup>3</sup>, l'exhibition de Sir James Graham, le Peelite, devant son électorat de Carlisle<sup>4</sup> et, enfin, la performance de Richard Cobden, le représentant de l'école de Manchester<sup>5</sup>, au cours du meeting bondé dans le Manchester Free Trade Hall<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Une référence à la consigne (« Surtout, Messieurs, point de zèle ») que Talleyrand était censé donner aux jeunes gens qui débutaient dans la carrière de diplomate.

<sup>2</sup> Autrement dit l'Anglais type. John Bull est un bourgeois grassouillet portant un chapeau haut-de-forme et dont le gilet est taillé dans un drapeau du Royaume Uni.

<sup>3</sup> Marx fait ici référence au discours électoral du 19.03.57 de John Russel.

<sup>4</sup> Marx fait ici référence au discours électoral du 19.03.57 de James Graham à Carlisle, une ville au sud de l'Écosse.

<sup>5</sup> Pour rappel, l'école de Manchester reflétait les intérêts de la bourgeoisie industrielle libre-échangiste. Le centre d'agitation des *Free Traders* était Manchester, où le mouvement était dirigé par

Palmerston n'a pas agi comme Hercule<sup>2</sup>. Il n'a pas tué un géant en le soulevant haut dans les airs, mais il a donné une nouvelle force à des nains en les rejetant sur terre.

Si quelqu'un a dégringolé dans l'opinion publique, c'est à coup sûr Lord John Russell, le père de toutes les fausses couches législatives, le héros du principe de l'opportunité, le négociateur de Vienne<sup>3</sup>, l'homme entre les mains de qui tout est fatalement tombé dans le néant.

Regardez maintenant son apparition triomphale devant les électeurs de Londres. D'où vient ce changement ? Il résulte simplement des circonstances dans lesquelles Palmerston l'avait placé.

Moi, dit Russell, je suis le père du *Test and Corporation Act*<sup>4</sup>, du projet de loi sur la réforme parlementaire, de la réforme des collectivités locales, du règlement de la question de la dîme, de certaines lois libérales sur les dissidents<sup>5</sup> et d'autres lois concernant l'Irlande. En un mot, j'incarne la substance de tout ce qui n'a jamais été progressiste dans la politique whig. Voulez-vous me sacrifier à un homme qui représente le whiggisme sans ses éléments populaires, qui ne représente pas le whiggisme en tant que parti politique mais seulement en tant que groupe d'opportunistes ?

Et puis il a transformé ses défauts en son avantage.

J'ai toujours été un opposant au scrutin à bulletin secret. Vous attendez-vous à ce que maintenant parce que je suis proscrit par Palmerston, je m'abaisse à révoquer mes convictions et à m'engager à des réformes radicales ? Non, cria son public. Lord John ne devrait pas être obligé de soutenir le scrutin secret en ce moment.

C'est un signe de grandeur pour ce petit homme si, dans les circonstances actuelles, il avoue être partisan de réformes au compte-gouttes.

Trois applaudissements, et un de plus pour John Russell sans bulletin de vote!

Et puis il a jeté le poids décisif dans la balance quand il a demandé à ses auditeurs s'ils voulaient permettre à une petite coterie de commerçants d'opium de former à la demande de Palmerston un corps électoral afin d'imposer leurs conclusions mijotées par le gou-

---

deux fabricants de produits textiles, Richard Cobden et John Bright, qui ont fondé en 1838 l'Anti-Corn Law League. Dans les années 1840 et 1850, les *Free Traders* formaient un groupe politique distinct, qui constituera plus tard l'aile gauche du Parti libéral.

<sup>1</sup> Marx fait ici référence au discours électoral du 18 mars 1857 de R. Cobden à Manchester.

<sup>2</sup> En référence au combat légendaire entre Hercule et Antée, fils de Poséidon et de Gaïa, la Terre, laquelle le rendait invincible aussi longtemps qu'il touchait le sol, ce que Hercule a compris, le soulevant alors pour l'étrangler dans ses bras.

<sup>3</sup> Une référence aux pourparlers entre les ambassadeurs britannique, français et russe et le ministre autrichien Karl Buol en décembre 1854. Leur objectif était d'élaborer une base pour des négociations de paix entre les belligérants de la guerre de Crimée. À la mi-mars 1855, des représentants de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Turquie et de la Russie se réunirent à un niveau supérieur à la Conférence de Vienne. La Grande-Bretagne était représentée par Lord John Russell. La conférence n'a donné aucun résultat.

<sup>4</sup> Les *Test Acts* étaient des lois pénales discriminatoires dans le domaine religieux. En vertu de la *Corporation Act* adoptée par le Parlement britannique en 1661, les personnes qui occupaient des postes électifs devaient accepter les dogmes de l'Église d'Angleterre. Ces mesures seront abrogées par le *Roman Catholic Relief Act* de 1829.

<sup>5</sup> Les *dissidents* étaient les membres de diverses sectes et tendances protestantes en Angleterre qui, dans une certaine mesure, rejetaient les dogmes de l'Église établie. En vertu du *projet de loi sur le mariage des dissidents* présenté par Russell à la Chambre des communes en 1834, les dissidents devaient être autorisés à mener des rituels de mariage dans leurs églises. L'adoption du projet de loi avait alors été reportée.

vernement aux électeurs libres de la capitale et de le proscrire, lui, Lord John Russell, leur ami depuis 16 ans, à la demande de Palmerston ! Non, non, a crié l'assistance, à bas la coterie ! Longue vie à Lord John Russel ! Et maintenant c'est probable que non seulement il se trouve confirmé mais qu'il dirige le scrutin de Londres.

Le cas de Sir James Graham est encore plus curieux. Si lord John Russell est devenu ridicule, Graham s'est révélé méprisable. Mais, a-t-il dit à son électorat de Carlisle, dois-je m'éteindre comme une bougie qui a brûlé jusque la douille, ou dois-je fuir comme un chien chassé du champ de course parce que, une fois dans ma vie, j'ai agi consciencieusement et risqué ma position politique plutôt que de m'incliner devant les diktats d'un homme ? Malgré toutes mes infamies, vous m'avez réélu comme votre représentant. Voulez-vous me révoquer pour une seule bonne action que j'ai faite ? Certainement pas, ont répondu comme un écho les électeurs de Carlisle.

Contrairement à Russell et à Graham, M. Cobden, à Manchester, n'a pas eu à faire face à ses propres électeurs, mais aux électeurs de Bright et Gibson. Il n'a pas parlé pour lui-même, mais pour la Manchester School. Cette circonstance a renforcé sa position.

L'appel à la bataille de Palmerston était encore plus factice à Manchester qu'ailleurs. Les intérêts des capitalistes industriels diffèrent considérablement de ceux du trafic d'opium à Londres et à Liverpool. L'opposition soulevée à Manchester contre Bright et Gibson n'était pas fondée sur les intérêts matériels de la société là-bas, et l'appel lancé en faveur de Palmerston contredisait toutes ses traditions.

Cela provenait de deux sources – d'une part, de la presse à prix élevé cherchant à se venger de la suppression des timbres de journaux et de la réduction de la taxe sur la publicité<sup>1</sup>, et d'autre part, de cette catégorie des fabricants riches et snobs qui, jaloux de l'importance politique de Bright, jouent les *bourgeois gentilshommes*<sup>2</sup> et croient qu'il serait chic et de *bon ton*<sup>3</sup> de se rassembler sous la bannière aristocratique de Palmerston plutôt que sous le programme modéré de Bright.

Ce caractère particulier de la clique de Palmerston à Manchester a permis à Cobden de reprendre la position de leader plébéien pour la première fois depuis l'agitation de l'Anti-Corn Law League<sup>4</sup> et de rappeler les classes ouvrières sous sa bannière. Il a magistralement tiré profit de ces circonstances.

Que l'on juge de son envolée dans son attaque contre Palmerston en lisant l'extrait suivant<sup>5</sup>:

*« Eh bien, à vrai dire, ceci touche à une importante question dont je pense que la population de ce pays devrait se soucier grandement. Voulez-vous que les députés veillent à vos intérêts et contrôlent les dépenses » (« oui, oui ») « qu'ils vous préservent d'entrer dans des guerres inutiles et coûteuses ? » (« Oui ») « Bon mais vous n'allez pas dans le bon sens si ce que j'apprends dans vos journaux se réalise lors des élections, car je me suis laissé dire que les membres*

---

<sup>1</sup> Le droit de timbre et le droit de publicité sur les journaux, introduits en 1712, étaient une source de revenus pour l'État et un moyen de lutter contre la presse d'opposition. En 1836, le Parlement fut contraint de réduire le droit de timbre et en 1855 de l'abolir complètement. Le droit de publicité a été annulé en 1853. L'annulation de ces droits n'était pas dans l'intérêt de quelques journaux coûteux car elle encourageait l'apparition de nombreux journaux rivaux bon marché.

<sup>2</sup> En français dans le texte, en référence, bien sûr, à la comédie de Molière.

<sup>3</sup> En français dans le texte.

<sup>4</sup> Pour rappel : L'Anti-Corn Law League fondée en 1838 par Richard Cobden et John Bright en vue de faire campagne pour l'abrogation des tarifs d'importation élevés sur les céréales établis en 1815 et pour le libre-échange sans restriction. La Ligue a cessé d'exister après l'abrogation de ces lois en 1846.

<sup>5</sup> Marx cite à partir du discours du 18 mars 1857 de Richard Cobden à Manchester.

qui se sont associés à la vigilante défense de vos intérêts et qui ont voté de toute évidence avant nous au sujet de cette guerre vont tous être bannis et rendus à la vie privée et que vous vous apprêtez à en présenter d'autres. » (« Non, Non ») « Pour faire quoi ? Pour veiller à vos intérêts ? Non ! Pour faire le sale boulot de l'actuel ministre. » (Vives acclamations.) « Vous avez donc l'intention de faire de Lord Palmerston le chef despotique de ce pays. » (« Non, non. ») « Bon, mais s'il n'est pas contrôlé par le Parlement, si au moment où le Parlement l'arrête vraiment, il le dissout et si, au lieu d'envoyer des hommes là-bas qui soient assez indépendants pour faire valoir leurs droits et les vôtres, vous envoyez de purs instruments de sa volonté, que faites-vous d'autre que l'investir des pouvoirs d'un despote ? Oui, et permettez-moi de vous dire que c'est du despotisme du genre le plus maladroit, le plus cher et en même temps le plus irresponsable de la planète, parce que vous entourez le ministre de la fausse apparence d'une forme représentative de gouvernement. Vous ne pouvez pas l'atteindre tant qu'il a un parlement sous le bouclier duquel il peut s'abriter, et si vous ne faites pas votre devoir lors de vos élections en envoyant des hommes à la Chambre des communes pour surveiller de près l'actuel ministre, alors, vous serez en on ne peut plus fâcheuse posture car gouvernés d'une manière encore plus irresponsable que sous le roi de Prusse ou l'empereur des Français. (Vives acclamations.) »

On comprend maintenant pourquoi Palmerston hâte les élections. Il ne peut vaincre que par surprise, et le temps déjoue la surprise.

\*

## La défaite de Cobden, Bright et Gibson

(*New York Daily Tribune* du 17.04.1857)<sup>1</sup>

« La majorité des candidats ont argué de leur intention d'apporter un soutien général à Lord Palmerston comme leur meilleure raison d'être réélus au nouveau Parlement en tant que représentants de l'opinion publique...Palmerston entrera à la Chambre non pas en tant que chef des conservateurs, des Whigs, des Peelites<sup>2</sup> ou d'un parti radical, mais en tant que leader du peuple anglais et comme grand architecte et administrateur d'un parti national<sup>3</sup>. ».

Telles sont les déclarations du *Morning Post*, l'organe privé de Lord Palmerston. Palmerston comme dictateur, le nouveau parlement comme son *Corps législatif*<sup>4</sup> - tel est bien le sens que les bulletins électoraux semblent confirmer. Quant à l'« opinion publique » dont parle *The Post*, il a été dit à juste titre que Palmerston en fabrique lui-même une moitié et qu'il se moque de l'autre.

<sup>1</sup> Nous traduisons à partir de MECW, vol. 15, pp. 238-242. L'article est daté du 31 mars 1857.

<sup>2</sup> Les Peelites, ou partisans de Robert Peel, étaient favorables aux concessions à la bourgeoisie marchande et industrielle dans le domaine de l'économie. En 1846, Peel obtint l'abrogation des lois des céréales dans l'intérêt de la bourgeoisie industrielle; cela a suscité un grand mécontentement parmi les conservateurs protectionnistes et a conduit à une scission du parti conservateur et à la formation d'un groupe indépendant par les Peelites. Après la mort de Peel en 1850, les Peelites rejoindront au début des années 1860 le Parti libéral en train de se former.

<sup>3</sup> Marx cite ici un extrait de l'éditorial du *Morning Post* du 27 mars 1857.

<sup>4</sup> En français dans le texte, en référence au Corps législatif créé après le coup d'État bonapartiste de 1851. Ses pouvoirs se limitaient à approuver les projets de loi élaborés par le Conseil d'État. En fait, il a servi d'écran aux pouvoirs illimités de Napoléon III.

La déroute complète de l'École de Manchester<sup>1</sup> - Bright et Milner Gibson étant délogés à Manchester, Cobden à Huddersfield, Sir E. Armitage à Salford, Fox à Oldham et Miall à Rochdale - est le grand évènement de la bataille électorale.

Le résultat des élections à Manchester a particulièrement surpris tout le monde, même le gouvernement de Palmerston.

Le peu de conviction avec lequel ce dernier avait envisagé les chances de victoire dans cette région peut être déduit de sa conduite incohérente et hésitante.

Premièrement, après avoir pris connaissance de certains discours électoraux à Manchester, Palmerston a menacé de se rendre lui-même à Cottonopolis<sup>2</sup> pour défier ses adversaires « sur leur propre tas de fumier ».

Après mûre réflexion, cependant, il s'est ravisé. Alors Bob Lowe, le sous-fifre du gouvernement, s'est présenté. Invité par une coterie de grands industriels à se porter candidat à Manchester, et après avoir reçu l'assurance que s'il perdait, une somme de 2.000 £ devait lui être remise, ce qui lui permettrait d'acheter l'un des arrondissements pourris du comté<sup>3</sup>, il a publiquement accepté l'offre et a permis à un comité électoral de mener campagne en son nom.

Puis vint le grand discours de M. Cobden à Manchester<sup>4</sup>. Palmerston a alors ordonné à Lowe de se rétracter, ce qu'il a fait. Cependant, après réflexion, la tentative de Manchester semblait tellement manquer de perspective de succès que le *Times* fut chargé de jouer le rôle du renard dans la fable<sup>5</sup>.

Bob Lowe a dû écrire un éditorial insistant sur la réélection de Bright & Co. et avertissant Manchester de ne pas se déshonorer en répudiant ses anciens représentants. Lorsque, malgré toutes ces craintes, le télégraphe a annoncé à Downing Street<sup>6</sup> la nouvelle de la défaite de Cobden et le rejet de Bright et Gibson, et cela par des majorités écrasantes, on peut imaginer les transports de joie et les délirants cris de triomphe dans le camp gouvernemental.

Quant à Palmerston lui-même, il pensait peut-être que ce succès dépassait ses intentions - bien conscient, comme l'est le vieux filou, que, pour paralyser même un géant, il suffit de le faire entrer dans la Chambre des communes tandis que pour accélérer l'effondrement de cette Chambre elle-même - de sa base, les circonscriptions privilégiées et de sa superstructure, l'usurpation ministérielle - il suffit d'évincer ses membres éminents et de les jeter à la rue, donnant ainsi des chefs de renom à la multitude déshéritée devant les portes de la « Constitution britannique ».

La défaite de l'école de Manchester dans ses propres bastions par la majorité de sa propre armée porte toutes les apparences d'un triomphe personnel de la part de Palmerston, et non seulement parce que Cobden et Gibson ont déposé la motion de censure qui devait le chasser du Cabinet et qui a fourni le prétexte à la dissolution du Parlement.

---

<sup>1</sup> Pour rappel, l'école de Manchester reflétait les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Le centre de l'agitation des Free Traders était Manchester, où le mouvement était dirigé par deux fabricants, Richard Cobden et John Bright, qui ont fondé l'Anti-Corn Law League en 1838.

<sup>2</sup> Qui était le surnom de Manchester en raison de l'importance des entreprises du textile.

<sup>3</sup> Les « arrondissements pourris » (les « rotten boroughs ») étaient des villes et des villages peu peuplés ou dépeuplés qui jouissaient du droit d'envoyer des représentants au Parlement depuis le Moyen-Âge, des privilèges qui seront supprimés par les *Reform Acts* de 1867 et 1884.

<sup>4</sup> Dans son discours du 18 mars 1857 à Manchester, Cobden avait critiqué la politique intérieure et étrangère de Palmerston, en particulier sa politique agressive contre la Chine et la Perse.

<sup>5</sup> En référence à la fable du Corbeau et du Renard.

<sup>6</sup> Qui était déjà le siège du premier Ministre.

Un inexorable antagonisme de principes et de positions semble se poursuivre autour des personnes de Palmerston, d'un côté, et de Bright, Cobden & Co., de l'autre. Palmerston, la trompette de la gloire nationale, et eux, les organes des intérêts industriels, lui, le Vicomte diplomatique, concentrant en sa personne toutes les usurpations de l'oligarchie britannique, et eux, les démagogues parvenus représentant toute la vitalité de la bourgeoisie britannique; lui qui tire sa force du déclin des partis, eux qui doivent leur force à la lutte des classes – la dernière incarnation sans scrupules du vieux torysme contre les dirigeants de la récemment défunte Anti-Corn Law League.

La défaite de Cobden, Bright & Co. apparaît donc comme un triomphe personnel de Palmerston, d'autant plus que leurs adversaires victorieux sur la scène électorale n'ont aucune importance en eux-mêmes.

Par exemple, l'adversaire de Bright, Sir John Potter, n'est connu que comme l'homme le plus gras de Manchester. Il aurait mérité le nom d'un Sir John Falstaff de Manchester si son petit esprit et sa grande bourse ne lui avaient pas épargné d'être comparé à cet immortel chevalier. A. Turner, l'adversaire de Milner Gibson, fondait ses ambitions personnelles sur le fait qu'il était un homme simple qui ne heurterait jamais les sentiments de ses concitoyens par de déplaisantes prétentions au génie ou à quelque intelligence supérieure. Enfin, M. Ackroyd, l'adversaire de Cobden, a accusé ce dernier d'être un personnage impérial, alors que lui, Ackroyd, n'avait jamais été et ne serait certainement jamais qu'un homme simple de Huddersfield.

Tous se glorifiaient de n'être pas des hommes de talent, mais de caractère, ce qui les empêcherait sûrement de tomber dans l'erreur de leurs prédécesseurs « de s'opposer à tous les gouvernements » et, comme Milner Gibson, de sacrifier des postes lucratifs pour des fantaisies théoriques.

Pourtant, malgré les apparences, l'appel de Palmerston contre Cobden & Co. a fourni, non pas la cause, mais le prétexte à l'explosion des matériaux combustibles qui s'étaient amoncélés autour de l'école de Manchester depuis longtemps.

Manchester formant le noyau du parti et Bright étant reconnu comme son véritable héros, il suffira d'examiner sa défaite pour expliquer l'échec simultané de ses compagnons d'armes dans d'autres sites industriels.

Il y avait d'abord les vieux Whigs et Tories de Manchester, désireux de prendre leur revanche et d'effacer leur nullité politique depuis l'époque de l'Anti-Corn Law League. Les élections de 1852, lors desquelles Bright remporta la majorité avec seulement 100 voix, avaient déjà montré que leur force numérique n'était nullement à dédaigner. Incapables, comme ils l'étaient certainement, de vaincre sous leurs propres bannières, ils formaient un puissant contingent pour toute fraction dissidente de l'armée de Bright.

Puis, en deuxième ligne, sont venus les dirigeants de la presse onéreuse, avec leur ressentiment tenace et leur sinistre malveillance à l'égard des parrains parlementaires de la *Penny press* (*la presse à un sou*)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La *Penny Press* désigne les journaux qui avaient réussi à drainer une audience plus importante en abaissant fortement leur prix de vente, souvent jusqu'à un cent ou un penny, et en adaptant leur contenu à un public urbain et populaire. Par « parrains parlementaires de la penny Press », Marx désigne les radicaux bourgeois de Manchester (en particulier John Bright) qui ont pris une part active à la suppression des droits de timbre et de publicité. En 1836, le Parlement fut contraint de réduire le droit de timbre et en 1855 de l'abolir complètement. Le droit de publicité a été annulé en 1853. L'annulation de ces droits n'était pas dans l'intérêt des quelques journaux coûteux car elle encourageait l'apparition de nombreux journaux rivaux bon marché.

M. Garnett, le rédacteur en chef du *Manchester Guardian* a remué ciel et terre contre Bright et s'est montré infatigable à travestir d'une manière plus ou moins décente les motifs minables de la coalition anti-Bright - une tentative facilitée par l'impopularité que Bright et Cobden avaient acquise au moment de la guerre de Russie<sup>1</sup>. A cette époque, ils ne pouvaient en effet pas se risquer à tenir une réunion publique à Manchester, mais devaient se cacher dans des soirées de thé en petit comité dans les bâtiments de Newall, l'ancienne résidence de l'Anti-Corn-Law League.

De la bourgeoisie libérale, patrons d'entreprises et de grandes sociétés commerciales, une écrasante majorité a voté contre Bright; de la petite bourgeoisie et des commerçants, cette minorité nombreuse qui dans tout le Royaume-Uni colle aux talons de ses « supérieurs naturels », seuls les Quakers<sup>2</sup> et les Irlandais se sont mobilisés comme un seul homme en faveur de Bright.

D'où vient cette sécession de la bourgeoisie libérale ?

Elle s'explique en grande partie par l'impatience des riches « hommes de Manchester » à devenir des « gentlemen » comme leurs rivaux de Liverpool. S'ils avaient supporté la supériorité d'un homme de génie comme Bright tant qu'il était l'outil indispensable de leurs intérêts de classe, ils pensaient maintenant que l'occasion était venue de se livrer à l'ostracisme envieux des médiocrités aisées.

Cependant, ils ne se sont pas seulement rebellés contre sa supériorité personnelle, mais encore plus contre les prétentions obsolètes de la croupe de l'Anti-Corn Law League qui pesait sur Manchester plus ou moins comme le Parlement Croupion<sup>3</sup> avait autrefois pesé sur le Commonwealth britannique et qui se réunissait périodiquement sous la présidence de M. Wilson, ce « vénérable pilier », et un ancien marchand d'amidon de profession, soutenu à la tribune par M. Robinson, le secrétaire honoraire de la Ligue, et d'autres hommes sans statut social ou éminence personnelle que les vagues d'une période tempétueuse avaient fait émerger et qui refusaient obstinément de s'immerger à nouveau tout en étant incapables de justifier leur présence prolongée sur la scène politique sinon par l'héritage éculé du passé et le mensonge conventionnel du présent, celui de jouer Manchester chaque fois que Bright désirait l'évoquer.

L'un des leaders de la rébellion, M. Entwistle, a déclaré sans ambages à la tribune électorale : « La question n'est pas celle de la guerre chinoise, russe ou de toute autre guerre. La question est de savoir si Manchester doit continuer à se soumettre aux ordres de ce qui reste du parti qui se réunit dans les bâtiments de Newall. ».

En enterrant enfin les incubes de la croupe de l'Anti-Corn-Law League, les industriels de Manchester, tout en se flattant de fermer les portes de leur club jacobin, ne se rendaient bien sûr pas compte qu'ils balayaient le principal obstacle à un nouveau mouvement révolutionnaire.

Cependant, la véritable raison d'être de l'élection de Manchester a été trahie par un opposant à Bright, qui, ivre, n'a cessé de vociférer pendant le scrutin: « Nous ne voulons pas de politique intérieure; nous voulons une politique étrangère ! ». En d'autres mots: qu'on

---

<sup>1</sup> Les dirigeants du libre-échange John Bright et Richard Cobden se sont opposés à la participation de l'Angleterre à la guerre de Crimée (1853-56) soutenant que le libre-échange, à lui seul, pouvait renforcer la puissance économique et politique du pays.

<sup>2</sup> Quakers (ou la Society of Friends) - une secte religieuse fondée en Angleterre pendant la révolution du XVIIe siècle et plus tard répandue en Amérique du Nord. Ils ont rejeté l'Église établie avec ses rites et prêché des idées pacifistes.

<sup>3</sup> Le terme de Parlement Croupion désignait le reste du Parlement convoqué par Charles I en 1640 après l'expulsion de sa majorité presbytérienne en décembre 1648.

en finisse avec les questions de réforme et de lutte des classes ! Après tout, la bourgeoisie constitue la majorité des électeurs, et c'est tout ce que nous voulons. Les vociférations contre l'aristocratie sont devenues ennuyeuses, inutiles et ne font qu'agiter les travailleurs. Nous avons acquis le libre échange et nous nous sentons merveilleusement à l'aise, surtout depuis que l'impôt de guerre sur le revenu a été réduit. Nous chérissons un Lord pour tout cela. « Nous ne voulons pas de politique intérieure; nous voulons une politique étrangère ». Unissons-nous sur ce terrain où nous sommes tous égaux, sur le terrain national. Soyons tous des Anglais, de vrais John Bull, sous la direction du premier ministre véritablement britannique, Lord Palmerston<sup>1</sup>.

Le véritable secret de l'élection de Manchester est donc l'abdication par les propriétaires d'usine de la position de leaders révolutionnaires qu'ils avaient usurpée lors de l'agitation de l'Anti-Corn Law League.

\*

### Le résultat des élections

(*New York Daily Tribune* du 12.04.1857)<sup>2</sup>

Les élections se terminent. Leurs résultats les plus évidents sont le triomphe de Palmerston, un changement important dans le personnel de la Chambre, qui affecte environ le quart de ses membres, et une perte sans précédent de niveau intellectuel.

Cependant, les supputations des journaux anglais concernant la force numérique de la majorité gouvernementale, leurs chamailleries et leurs querelles à propos de ces estimations, et encore plus leurs tentatives de classer les membres nouvellement élus sous des rubriques dépassées, sont totalement absurdes.

Par exemple, alors que le *Morning Post* se réjouit d'une majorité gouvernementale de 80 voix, le journal *La Presse* de Disraeli estime la perte de ses propres partisans à quatre dans les villes et à environ 20 dans les comtés.

Selon le *London Times*, l'exclusion des Peelites et des hommes de Manchester, ainsi que des protectionnistes professionnels, a permis au Parlement de retrouver son statut antérieur et de le rendre à ses propriétaires légitimes, les antédiluviens partis des Whigs et des Tories. Cela tendrait à persuader le monde que « le peuple britannique est revenu à ce qu'il était il y a trente ans ».

*La Presse* de Disraeli n'est pas loin de rejoindre l'opinion du *Times*.

Cependant, cette conviction optimiste, avec laquelle il se peut que l'oligarchie essaie de se consoler, n'est pas plus insensée que celle des pseudo-radicaux tels que *The Examiner*. « Un Parlement de réforme », écrit le journal, « est la réponse à l'appel de Lord Palmerston ». Il a demandé beaucoup de laquais et le pays éclairé, c'est-à-dire une petite minorité d'électeurs privilégiés, lui a rendu la politesse en lui envoyant une bande de tribuns du peuple. En criant « Longue vie à Palmerston ! », ils ne font que jouer un tour au malin vicomte !

---

<sup>1</sup> Cette référence ironique à Lord Palmerston est basée sur un passage du discours de Lord Russell à la Chambre des communes le 20 juin 1850, qui déclarait: «... Tant que nous continuons le gouvernement de ce pays, je peux répondre pour mon noble ami qu'il n'agira pas en tant que ministre...d'un autre pays, mais en tant que ministre de l'Angleterre. ».

<sup>2</sup> Nous traduisons à partir de MECW, vol. 15, pp. 247-250. L'article est daté du 7 avril 1857.

Si le nouveau parlement initie un grand mouvement, ce ne sera certainement pas de sa faute, et la Grande-Bretagne, à l'instar de Sinbad le Marin, aura plus de difficultés à laisser tomber le vieil homme qu'à se le charger sur les épaules.

Si l'on compare la nouvelle Assemblée à ses prédécesseurs, il semble opportun de commencer par les anciens groupes parlementaires qui ont complètement disparu pendant la campagne électorale : la fraction des Peelites et l'École de Manchester.

Contrairement aux Whigs, aux Tories et à l'École de Manchester, la fraction des Peelites ne représentait pas une classe ou des parties de classe. Ce n'était qu'une clique parlementaire qui pouvait compter des amis hors des murs des deux Chambres mais n'avait jamais été en mesure de lever une armée. Relique d'une administration révolue, éloigné des Tories par la trahison de leur ancien patron lors de la loi sur les céréales; plein de réticence à se dissoudre dans les rangs des whigs, à cause du souvenir d'anciennes querelles et de la conviction partagée dans une certaine mesure par le public qu'il concentrait en soi tout le talent administratif du pays; empêché par ses relations aristocratiques de faire bloc avec la Manchester School; sûr de pouvoir influencer les débats parlementaires grâce à la capacité rhétorique de certains de ses membres – tel était ce noyau présomptueux d'hommes d'État autoproclamés, tellement hésitants et incertains qu'il était impossible de les classer et qui représentaient sous la forme d'un singulier parti parlementaire la désintégration de tous les partis parlementaires sous l'effet de la législation sur le libre-échange de Peel.

Ce principe de dissolution, dont ils tiraient leur origine, ils l'ont élaboré en contribuant au renversement du ministère Derby et en donnant leur chef de file Aberdeen à la coalition de partis connue sous le nom de Cabinet de la coalition ou Cabinet de tous les talents.

C'est à la manifeste précipitation du processus de dissolution du Parlement et à leurs troupes qu'est revenu l'honneur de hisser le drapeau, sous lequel le suicide collectif des anciens partis devait s'accomplir.

Tout en s'assurant ainsi une position souveraine pour un moment, ils ont détruit simultanément la seule raison de leur existence en tant que corps séparé.

La force combinée des partis unis a nécessairement mené à leur impuissance à tous et à leur prostration commune devant un individu. Les Peelites tenaient l'échelle sur laquelle Palmerston montait.

Alors qu'ils avaient déjà perdu la moitié de leurs troupes sur le champ de bataille électoral en 1852, les élections de 1857 ont balayé tous leurs rangs. Les deux Phillimore, Lord Hervey, Sir G. Clark, Sir Stafford Northcote, Lord W. Powlett, A. Gordon, Sutton, Harcourt, Lushington, Smythe, Sir JW Hogg de la East India Company, Roundell Palmer et enfin Mr Cardwell, tous ont disparu de la scène.

Ce dernier s'était vu proposer le poste de Chancelier de l'Échiquier lorsque Palmerston avait pris ses fonctions de Premier ministre, ce qu'il avait refusé sur les conseils de Gladstone, Graham & Co.

Pourtant dans l'espoir de prendre le vent des voiles de Gladstone, il a quitté ses amis lors de l'ultime séance de la Chambre des communes, aujourd'hui défunte, et a choisi de voter sur le budget avec Palmerston.

Enfin, lors des débats sur Canton, craignant que le vent ne tourne, il a de nouveau changé de camp, rejoignant le cercle des Peelites et contresignant le vote de censure de M. Cobden.

Ce gentleman est donc un véritable exemple de cette étrange combinaison de sentimentalité morale et d'arrivisme sans scrupules, caractéristique de la clique des Peelites.

Maintenant que toute la troupe des Peelites a succombé, il ne reste plus que ses trois généraux, MM. Gladstone, Sir James Graham et M. Herbert, trois unités incapables de former une trinité tant ils s'opposent par leur origine et leurs inclinations ; Sir James Graham qui lorsqu'il a commencé sa vie publique venait du radicalisme, Mr Gladstone qui venait du haut Torysme et Mr. Herbert dont le profil était inclassable.

Une révélation que M. Herbert a faite à ses électeurs du sud Wilts sur la plate-forme électorale est une indication de la façon dont Palmerston a refait les Peelites.

Rien ne les avait rendus si impopulaires que la conduite de la guerre contre la Russie et surtout le fait d'avoir ménagé Odessa<sup>1</sup>, ce qu'on a expliqué par le fait que M. Herbert était un neveu du prince Worontzoff.

Les complices de Palmerston, tels que le *Morning Post*, le *Sun* et le *Morning Advertiser*, ont été les premiers à répandre la venimeuse calomnie.

M. Herbert a dit à ses électeurs qu'il avait en réalité signé un ordre d'attaque contre Odessa et qu'après sa démission, Lord Palmerston avait donné l'ordre d'épargner la place. Cela est de la même veine que la révélation de Lord John Russell lors de la réunion électorale à Londres. Comme on le sait, il s'est écroulé à la suite de sa mission à Vienne<sup>2</sup>.

Pendant l'agitation électorale, le *Morning Advertiser*, le quotidien attitré des cafetiers, et l'organe de Palmerston pour la populace, - il a des organes de presse de toutes sortes et pour tous les goûts, du salon élégant au café populaire - a presque noyé sa voix paillardes dans la tourmente des cris autour de la grande trahison de Russell à Vienne.

Exaspéré par cette tactique scandaleuse, Russell a finalement trouvé le courage de dire au monde que Lord Clarendon lui avait refusé la permission de publier les instructions données par Palmerston lui-même, écrites de sa propre main et dictant la politique de Vienne à cause de laquelle lui, Russell, avait perdu sa popularité.

Un philosophe grec a déclaré un jour que ses compatriotes, les poètes, avaient inventé sur les dieux helléniques les pires histoires qu'aucun homme n'oserait raconter sur son ennemi le plus mortel. La France et l'Angleterre modernes exaltent comme leurs dieux Bonaparte et Palmerston qui n'ont besoin d'aucun poète pour les noircir.

Il résulte de ce qui a été dit qu'à l'évidence les quelques généraux des Peelites qui ont survécu à leur armée réapparaîtront au Parle-

---

<sup>1</sup> En référence au bombardement d'Odessa par les flottes britannique et française pendant la guerre de Crimée. Le parti au pouvoir des Peelites avait été critiqué par l'opposition parlementaire pour des actions militaires irrésolues.

<sup>2</sup> En référence aux pourparlers, parrainés par l'empereur François-Joseph, entre les ambassadeurs britannique, français et russe et le ministre autrichien Buol, qui ont été ouverts en décembre 1854. Leur objectif officiel était d'élaborer une base pour des négociations de paix entre les belligérants de la guerre de Crimée. À la mi-mars 1855, des représentants de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Turquie et de la Russie se réunirent à un niveau supérieur à la Conférence de Vienne, la Grande-Bretagne étant représentée par Lord John Russell. La conférence n'avait donné aucun résultat.

ment non plus forts de leur personnalité sociale mais uniquement à titre individuel.

En tant qu'individu, M. Gladstone, maintenant libéré des entraves d'une coterie, enflammé par la passion et sans aucun doute le plus grand orateur de la nouvelle Chambre, peut jouer un rôle plus éminent que jamais.

Au cours de leur long duel parlementaire, Gladstone et Disraeli, comme c'est parfois le cas lors de violents affrontements, ont chacun laissé tomber leurs propres armes pour s'emparer de celles de leur adversaire. Dans une certaine mesure, Gladstone s'est approprié la causticité polémique de Disraeli, tandis que Disraeli a pris le ton doux et suffisant de Gladstone - Disraeli s'étant à peine montré supérieur dans cet échange.

En prenant congé des Peelites, qu'il nous soit encore permis de souligner l'ironie de l'histoire qui en faisant remonter la naissance de cette fraction à la désintégration des anciens partis parlementaires par l'Anti-Corn-Law League, fait coïncider sa mort avec celle de l'École de Manchester au parlement.

\*

## 3.2. Note sur la carrière politique de Lord Palmerston

### Etudes consultées :

- les diverses rubriques des encyclopédies *Universalis*, *Wikipédia* et *Encyclopædia Britannica*
- les rubriques du site *archontology.org*

- *Lord Palmerston, sa correspondance intime pour servir à l'histoire diplomatique de l'Europe de 1830 à 1865*, traduite de l'anglais par Augustus Craven, 2 tomes, Librairie Didier et Cie, Libraires-éditeurs Paris 1879 (en ligne sur le site de Gallica)

\*

Du 22 octobre au 24 décembre 1853 paraîtront dans *The People's Paper*, le journal chartiste d'Ernest Jones, les huit articles que Marx a consacrés à la carrière de Palmerston de 1808 à 1832<sup>1</sup>. La série sera reproduite sous la forme de pamphlets au cours des années 1853-1854, avec, semble-t-il, un réel succès de librairie<sup>2</sup>.

\*

**20.10.1784.** Naissance à Broadlands, dans le Hampshire, de **Henry John Temple**, fils aîné du pair irlandais le deuxième **vicomte Palmerston**.

Il héritera de la vicomté à la mort de son père en avril 1802.

1807	Il est élu pour la première fois en juin 1807 à la Chambre des communes dans les rangs des conservateurs du parti tory.	Il occupera désormais la scène parlementaire presque sans interruption, membre de tous les gouvernements <sup>3</sup> , jusque sa mort en 1865.
1809	Le 28 octobre 1809, le premier ministre Spencer Perceval lui offre le poste de <i>Secrétaire à la Guerre</i> , chargé des affaires financières et du budget de l'armée <sup>4</sup> . Il n'a que 25 ans.	Il conservera ce poste durant près de 20 ans au service de cinq premiers ministres : Lord Liverpool (en juin 1812), George Canning <sup>5</sup> (en avril 1827), Lord Goderich (en août 1827) et le duc de Wellington (en janvier 1828).
1818	Le 01.04.1818, il est l'objet d'une tentative d'assassinat de la part d'un officier à la retraite atteint de folie.	

<sup>1</sup> « Sans le lâcher d'une semelle au long de 20 années de sa carrière », écrit-il à Engels le 2 novembre 1853. (C4, p. 48). Les articles paraîtront également, mais sous la forme d'éditoriaux non signés, dans le *New York Daily Tribune*. La version anglaise se trouve aux pages 341-398 du vol. 12 des MECW. La traduction française est disponible sous le titre « Lord Palmerston » aux pages 762-826 du volume IV (Politique I) des *Œuvres* de Marx dans l'édition Gallimard de la *Bibliothèque de la Pléiade*. La série se trouve également publiée dans le tome 1 des *Œuvres politiques* de Karl Marx, traduites par J. Molitor, Alfred Costes, Editeur, Paris 1929 (avec une introduction de David Riazanov).

<sup>2</sup> A partir de décembre 53, l'éditeur londonien E. Tucker fera paraître le premier numéro des *Political Fly-Sheets*, une série de 12 brochures qui reproduiront les articles de Marx sur Palmerston. La première édition de 50.000 exemplaires sera épuisée dès janvier 1854. (Marx à Engels, le 10.01.54. C4, p. 72). Une deuxième édition paraîtra au début de 1854. Pour l'anecdote, la publication ne rapportera rien à Marx : « Mon Palmerston, écrit-il à Engels le 9 mars 1854, ne m'a pas rapporté un traître liard et il semble bien qu'il n'y ait guère d'espoir qu'il le fasse. » (C4, p. 81).

<sup>3</sup> A l'exception de ceux de Robert Peel (du 08.1841 au 06.1846) et de Lord Derby (du 05.1858 au 06.1859).

<sup>4</sup> Un poste subalterne à l'époque et plutôt administratif qui ne lui donnait pas accès au rang du Cabinet ministériel lui-même.

<sup>5</sup> La désignation de M. Canning entrainera la démission des tories. En acceptant de poursuivre avec Canning, Palmerston préparait sa sortie du camp des tories. Notons que George Canning lui avait proposé le poste de Gouverneur général de l'Inde, une proposition qu'il avait déclinée au prétexte de sa santé.

1827	Lors de l'accession au pouvoir de George Canning en avril 1827, il garde son poste de Secrétaire à la Guerre mais accède, cette fois, au rang de membre du Cabinet.	
1828	<p>En janvier 1828, le duc Wellington l'inclut dans son gouvernement.</p> <p>Le 26.02.1828, Palmerston se prononce en faveur de l'émancipation des catholiques.</p> <p><b>En mai 1828</b>, il quitte toutefois le gouvernement de Wellington et <b>rejoint les whigs<sup>1</sup></b>.</p>	<p>Le <i>Roman Catholic Relief Act</i> sera adopté en 1829.</p> <p><b>Il se trouve pour la première fois dans l'opposition pour deux ans.</b></p> <p>Il centre toute son attention sur les affaires de politique étrangère, un domaine dans lequel il se distingue.</p>
1830	<p>Wellington tombe en novembre 1830 sur un vote de confiance et se trouve remplacé par le député whig Charles Grey, Lord <b>Earl Grey</b>, vicomte de Melbourne.</p> <p>Le 21.11.1830, Palmerston rejoint le gouvernement whig de Lord Earl Grey au poste de <b>Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères</b>, une fonction qu'il occupera à trois reprises : de 1830 à 1834 sous Charles Grey, de 1835 à 1841, sous Robert Peel, de 1846 à 1851 sous John Russel.</p> <p>Il dominera la politique étrangère anglaise de 1830 à 1865.</p> <p>En 1830, Palmerston se montrera l'un des fermes soutiens de l'indépendance de la Belgique, en particulier de la candidature de Léopold de Saxe-Cobourg Gotha.</p>	<p>C'est durant ce mandat (du 22.11.1830 au 16.07.1834) que sera voté le Reform Act de 1832.</p> <p>Marx à ce propos : « A l'exception des intervalles de gouvernements tory de novembre 1834 à avril 1835 et de 1841 à 1846, il porte la responsabilité de toute la politique extérieure de l'Angleterre depuis la révolution de 1830 jusqu'en décembre 1851<sup>2</sup> ».</p> <p>Et parmi d'autres dossiers, la question portugaise, l'indépendance de la Grèce et les questions du Proche-Orient en alliance avec l'Empire Ottoman.</p>
1834	Charles Grey démissionne le 9 juillet 1834. C'est Lord Melbourne qui lui succède.	<p>Ministère de Lord Melbourne (William Lamb) du 16.07.34 au 14.11.34.</p> <p>Ministère de Robert Peel du 10.12.34 au 8.04.35.</p>
1835	Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du 18 avril 1835 au 2 septembre 1841 dans le ministère du vicomte de Melbourne <sup>3</sup> puis dans celui de Robert Peel.	Il reste en fonction jusqu'au 2 septembre 41.
1839	Automne 1839 : Palmerston fait voter par le gouvernement de Lord Melbourne une déclaration de guerre contre la Chine sur la question du commerce de l'opium qui fournissait de considérables revenus à la cou-	Cette première guerre de l'opium se conclura par le traité de Nankin du 29.08.1842 qui impose notamment à la Chine, outre l'ouverture de cinq ports, la cession « à perpétuité » du port de Hong Kong.

<sup>1</sup> Note à ce propos de l'Encyclopedia Britannica : « Lord Palmerston n'a jamais été un Whig, encore moins un radical; c'était un homme d'État du vieux type aristocratique anglais, libéral dans ses sentiments, favorable à la marche du progrès, mais entièrement opposé aux prétentions d'un gouvernement démocratique. ».

<sup>2</sup> K. Marx, *Palmerston*, premier article, *Œuvres*, Politique I, Bibliothèque de la Pléiade, vol. IV, p. 764.

<sup>3</sup> Dont Palmerston épousera la sœur, Emily Lamb, qui avait été sa maitresse durant de nombreuses années.

ronne britannique.

Cette politique impériale de la canonnière participe assurément de la popularité de Palmerston à cette époque.

1841 En juin 1841, Lord Melbourne est battu aux élections par **Robert Peel** dont le ministère durera du 30.08.1841 au 29.06.1846.

Palmerston quitte le gouvernement. Il va rester dans l'opposition durant cinq ans, jusque 1846.

1846 Il revient au Foreign Office le 06.07.1846 sous le ministère de Lord **John Russell**

En 1847, un certain David Don Pacifico, commerçant portugais de confession juive né à Gibraltar, et donc sujet britannique, voit sa maison incendiée à Athènes. Devant l'inertie des autorités grecques, il s'adresse en 1848 du gouvernement britannique pour obtenir réparation des dommages subis.

Il restera en fonction jusqu'au 26 décembre 1851.

Palmerston dans ses fonctions de Ministre des Affaires Etrangères n'hésitera pas à soutenir ses revendications en ordonnant à la marine anglaise de procéder au blocage des ports grecs, dont celui du Pirée. Critiqué pour cette attitude belliqueuse, Palmerston s'en défendra dans un discours resté célèbre où il évoque le droit pour la nation de défendre tout citoyen britannique partout dans le monde. Evoquant à cet effet la *Pax Romana* antique, il déclare le 25 juin 1850 devant la Chambre des communes : « *Le Romain, dans l'Antiquité, était assuré d'échapper à toute atteinte, parce qu'il pouvait dire : Civus romanus sum<sup>1</sup>. Comme lui, le sujet britannique, sur quelque terre qu'il se trouve, doit se sentir assuré que l'œil vigilant et le bras armé de l'Angleterre le protégeront de toute injustice et de tout tort<sup>2</sup>.* ».

Le parallélisme avec la *Pax Britannica* a évidemment été ressenti comme une justification de l'interventionnisme impérialiste de la Grande-Bretagne.

Lors des révolutions de 1848, Palmerston se montrera plutôt favorable au principe d'auto-détermination des peuples, à l'exception notable de... l'Irlande.

1851 Décembre 51 : lors d'un entretien avec l'ambassadeur français à Londres, Palmerston prend l'initiative d'approuver le coup d'Etat bonapartiste du 2 décembre. Sans toutefois en aviser ni son premier ministre ni la reine Victoria. Colère de la cour royale sur cette manière d'agir peu diplomatique.

**Il est limogé** le 19.12.1851 par John Russell de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères.

1852 Palmerston va se venger en contribuant à renverser le gouvernement de Lord Russell sur une question insignifiante de projet de loi déposé le 20 février 1852 par John Russell sur la milice.

---

<sup>1</sup> *Je suis citoyen romain.*

<sup>2</sup> *The Times* du 26 juin 1850.

Les Peelites appuient, en effet, l'amendement de Palmerston au projet de loi sur la milice, ce qui entraîne la démission du gouvernement de Lord Russell le 21.02.1852.

Les élections générales de juillet 1852 portent au pouvoir **Edward Smith-Stanley**, comte de Derby qui se trouve chargé de former un gouvernement conservateur minoritaire jusque la fin de l'année.

Mis en minorité le 17 décembre 1852, il est remplacé par George Hamilton-Gordon, **comte d'Aberdeen**, du 19.12.52 au 30.01.1855.

Palmerston devient **ministre de l'Intérieur** (Home Secretary) de ce ministère en décembre 1852.

Réunissant les whigs, les peelites et des représentants de la faction irlandaise, ce ministère sera connu sous le nom de « Cabinet de tous les talents ».

1853 Le **16 décembre 53**, Palmerston annonce sa démission de son poste de ministre de l'Intérieur. Cette démission ne sera pas acceptée et il retrouve ses fonctions dès le 24 décembre.

Il espérait ainsi provoquer la chute du ministre de coalition d'Aberdeen et se retrouver au pouvoir<sup>1</sup>.

On est dans le contexte diplomatique des affaires de Crimée.

1854 28.03.1854: la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à la Russie.

1855 Le gouvernement d'Aberdeen se trouve contraint de démissionner le 30.01.1855<sup>2</sup> dans le cadre des critiques adressées sur l'incompétence de son ministère dans la conduite de la guerre de Crimée<sup>3</sup>.

La crise politique aboutit à la nomination de Palmerston au poste de **Premier ministre**, une fonction qu'il occupera du 06.02.55 au 19.02.58.

Il a 70 ans. **C'est le premier de ses deux mandats dans cette fonction.**

Les Peelites ont aidé Palmerston à arriver au pouvoir en acceptant d'entrer dans son cabinet. Cependant, lorsque leurs dirigeants, William Gladstone, Sidney Herbert et James Graham, démissionneront peu de temps après, Palmerston les remplacera aussitôt par des représentants whig.

Sa première tâche sera de mettre fin à la guerre de Crimée. L'armistice sera signé le 27.02.1856, bientôt confirmé par le traité de Paris du 30.03.1856.

1856 08.10.56 : affaire du navire l'Arrow à Canton.

Dans le contexte de la révolte des Taiping en Chine (1851-1864), les autorités chinoises arrêtent à Canton l'équipage du cargo Arrow qu'elles accusent de piraterie et trafic d'opium. Or le navire porte pavillon britannique, ce qui motive la plainte du consul britannique puis du gouverneur de Hong Kong, Bowling. La France et l'Angleterre

<sup>1</sup> Cf. l'article de Marx « Palmerston Resignation » (*La démission de Palmerston*) paru comme éditorial dans l'édition du 31.12.53 du *New York Daily Tribune* (MECW vol. 12, pp. 543-546).

<sup>2</sup> Marx à Engels, ce 30 janvier 55 : « On va bien s'amuser si Palmerston devient premier ministre » (C4, p. 197)

<sup>3</sup> Le 31 janvier 1855, Marx adresse à Engels une longue lettre qui fournit un résumé chronologique de 1853 à décembre 1854 des activités du ministère de coalition d'Aberdeen. (C4, pp. 197-204)

<sup>4</sup> La première s'était déroulée de 1839 à 1842.

vont se saisir de cet incident pour déclencher la seconde guerre de l'opium<sup>4</sup> qui durera de 1856 à 1860 (avec la signature, le 18.10.1860, de la convention de Pékin).

1857 Le 03.03.57, le parlement anglais procède au vote d'une motion de censure dans le cadre de l'affaire Arrow. Les débats seront tumultueux avec des interventions de William Gladstone, de John Russel et de Benjamin Disraéli qui vont obtenir une majorité de 16 voix.

Palmerston réagit en annonçant qu'il dissout le parlement.

Il est à l'apogée de sa popularité et dispose de nouvelles favorables sur la conduite de la guerre contre la Perse<sup>1</sup>. La crise conduit aux élections générales de mars/avril 1857 qui seront remportées par une très large majorité whig<sup>2</sup>.

En juin 1857 c'est le début de la rébellion indienne.

1858 **Démission de Palmerston le 19.02.1858.**

Elle survient sur l'affaire d'un projet de loi dit « Conspiracy to Murder » dans le cadre de l'attentat d'Orsini en France<sup>3</sup>. Un projet très critiqué dans la mesure où il remettait en cause le droit d'asile. Benjamin Disraeli en profite pour mettre le gouvernement en minorité et provoquer la démission de Palmerston.

Cela entraîne le second gouvernement, de courte durée, d'Edward Geoffrey Smith Stanley, **comte de Derby**, allié à Benjamin Disraeli. Son ministère durera du 20.02.58 au 11.06.59

Palmerston se retrouve à la tête de l'opposition.

1859 Le 11.06.59 le comte de Derby est, en effet, battu par un vote de confiance à la Chambre des communes et remplacé dès le lendemain par Palmerston **qui redevient Premier ministre** et le restera jusqu'au 18.10.1865.

Il est alors soutenu par le **parti libéral** qui vient de se créer en juin 59 et qu'il va rejoindre.

Au cours de ce dernier mandat, il devra faire face notamment à la guerre civile américaine (1861-1865)<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Engagé en novembre 1856, le conflit se terminera le 4 avril 1857 par le traité de Paris en vertu duquel la Perse renonce au contrôle de la ville de Herat et signe avec les Anglais un traité économique qui leur est profitable. La signature de la paix permettra surtout aux Anglais de libérer leurs troupes pour combattre la révolte des Cipayes. Pour le détail sur ces événements, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 24.

<sup>2</sup> Cobden et John Bright perdent chacun leur siège.

<sup>3</sup> Lequel Orsini avait entretenu de nombreux contacts avec des radicaux anglais.

<sup>4</sup> Avec une nette sympathie pour les Etats confédérés sécessionnistes du Sud, cela malgré la proclamation de neutralité émise le 13 mai 1861. Témoin de ce choix politique, la complaisance avec laquelle il a laissé en 1862 se construire en Angleterre, avec des fonds sudistes, un navire prétendument commercial qui

1865 Le parlement est dissous le 6 juillet 1865. Ces élections générales vont permettre à Palmerston de remporter une dernière victoire électorale.

Victime d'un refroidissement en octobre 1865, Palmerston voit soudain sa santé se dégrader. Il meurt le **18 octobre 1865** à l'âge de 80 ans

#### Annexe : les ministères anglais de 1804 à 1866

10.05.1804 – 23.01.1806	William Pitt le Jeune <sup>1</sup>	Tory
11.02.1806 – 31.03.1807	William Wyndham Grenville (1er baron Grenville)	Tory / Whig
31.03.1807 – 04.10.1809	William Cavendish-Bentinck (duc de Portland)	Whig/Tory
04.10.1809 – 11.05.1812	Spencer Perceval <sup>2</sup>	Tory
08.06.1812 – 09.04.1827	Robert Banks Jenkinson, comte de Liverpool	Tory
10.04.1827 – 08.08.1827	George Canning	Tory
31.08.1827 – 21.01.1828	Frederick Robinson (vicomte Goderich)	Tory
22.01.1828 – 16.11.1830	Arthur Wellesley (1er duc de Wellington)	Tory
22-11.1830 – 16.07.1834	Charles Grey (2ème comte Grey)	Whig
16.07.1834 – 14.11.1834	William Lamb (2ème vicomte Melbourne)	Whig
14.11.1834 – 10.12.1834	Arthur Wellesley (1er duc de Wellington) <sup>3</sup>	Tory
13.12.1834 – 08.04.1835	Sir Robert Peel (2ème baronnet)	Tory
18.04.1835 – 30.08.1841	William Lamb (2ème vicomte Melbourne)	Whig
30.08.1841 – 29.06.1846	Sir Robert Peel (2ème baronnet)	Tory
30.06.1846 – 23.02.1852	Lord John Russell (1er comte Russell)	Whig
23.02.1852 – 19.12.1852	Edward Smith Stanley (14ème comte de Derby)	Tory
19.12.1852 – 30.01.1855	George Hamilton-Gordon (comte d'Aberdeen)	Peelite
06.02.1855 – 19.02.1858	Henry John Temple (3ème vicomte Palmerston)	Whig/libéral
20.02.1858 – 11.06.1859	Edward Smith Stanley (14ème comte de Derby)	Conservateur
12.06.1859 – 18.10.1865	Henry John Temple (3ème vicomte Palmerston)	Whig/Libéral
11.10.1865 – 28.06.1866	Lord John Russell (1er comte Russell)	Whig

s'est révélé, sous le nom d'Alabama, un redoutable vaisseau de guerre devenu célèbre pour les lourdes pertes matérielles (plus de 60 navires coulés) infligées à la marine marchande nord-américaine. L'affaire fera l'objet d'un grave contentieux entre les USA et le Royaume Uni.

<sup>1</sup> Après avoir été premier ministre du 19.12.1783 au 14.03.1801, pendant donc plus de 17 ans.

<sup>2</sup> Il meurt le 11 mai 1812, assassiné par un déséquilibré.

<sup>3</sup> Il assure l'intérim avant le retour d'Italie de Robert Peel.

### 3.3. Les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880

- 05.07.1802 - 28.08.1802 Victoire du tory **Henry Addington** sur le whig Charles James Fox.  
Obligé de démissionner en avril 1804, il est remplacé par **William Pitt le Jeune** le 10 mai 1804.  
Pitt le Jeune meurt le 23.01.1806 à l'âge de 46 ans.  
C'est **William Wyndam Grenville** qui lui succède le 11.02.1806 à la tête d'un ministère dit « de tous les talents<sup>1</sup> ».
- 29.10.1806 - 17.12.1806 Victoire de **William Grenville** sur William Cavendish Bentinck, duc de Portland.  
Il est mis en minorité le 25 mars 1807 sur la question de l'émancipation des catholiques<sup>2</sup>.  
Il est alors remplacé par William Cavendish-Bentinck, **duc de Portland**.
- 04.05.1807 - 09.06.1807 Victoire de William Cavendish-Bentinck, **duc de Portland** sur William Grenville.  
Il démissionne le 04.10.1809<sup>3</sup>.  
Il est remplacé par **Spencer Perceval**, lequel meurt assassiné<sup>4</sup> le 11.05.1812.  
Il est remplacé, le 08.06.1812, par Robert Banks Jenkinson, **comte de Liverpool**.
- 05.10.1812 - 10.11.1812 Victoire du tory Robert Banks Jenkinson, **comte de Liverpool**, sur le whig William Grenville. Elu du 08.06.1812 au 28.01.1820.  
Il est confirmé le 29.01.1820 jusqu'au 09.04.1827.  
Un règne plutôt long au cours duquel il aura notamment à gérer la guerre de 1812 avec les USA et la fin de la campagne contre Napoléon. Non compté les troubles intérieurs comme le massacre de Peterloo en 1819.
- 17.06.1818 - 18.07.1818 Victoire de Robert Jenkinson, **comte de Liverpool** sur Earl Grey
- 06.03.1820 - 14.04.1820 Victoire de Robert Jenkinson, **comte de Liverpool** sur Earl Grey
- 07.06.1826 - 12.07.1826 Victoire de Robert Jenkinson, **comte de Liverpool**, sur Henry Pitty-FitzMaurice, marquis de Lansdowne.  
Le 17.02.1827, il est frappé d'une sévère hémorragie cérébrale qui le paralyse<sup>5</sup>. Forcé à la démission, il se trouve remplacé, le 12.04.1827, par **George Canning**, mais pour une courte période de quatre mois.  
**George Canning**, lui-même de santé fragile, meurt, en effet, le 08.08.1827.  
Il est remplacé le 31.08.1827 par Frederick John Robinson, **vicomte Goderich**, lequel sera poussé à la démission le 8 janvier 1828 par le roi George IV<sup>6</sup> et à son tour remplacé, le 22.01.1828, par le **duc de Wellington**.

<sup>1</sup> Au sens où il regroupait les personnalités de presque tous les groupes politiques (sauf les partisans de Pitt, conduits par George Canning).

<sup>2</sup> C'est ce ministère, par contre, qui abolit le commerce des esclaves en 1807.

<sup>3</sup> Atteint d'une crise d'apoplexie à la mi-août, il meurt le 30 octobre 1809 à l'âge de 71 ans.

<sup>4</sup> Il se trouve assassiné d'une balle en plein cœur par un déséquilibré du nom de John Bellingham qui avait vainement introduit une plainte personnelle contre le gouvernement.

<sup>5</sup> Il mourra d'une nouvelle attaque le 4 décembre 1828.

<sup>6</sup> Un court mandat de 144 jours, à peine plus longtemps que le précédent de George Canning.

- 29.07.1830 - 01.09.1830 Victoire du **duc de Wellington** sur Henry Petty-FitzMaurice, marquis de Lansdowne.
- Son gouvernement tombe en 1830. Il est battu lors d'un vote de confiance à la Chambre des communes le 15.11.1830 et se trouve remplacé comme premier ministre, le 22 novembre, par Charles Gray, **Lord Earl Grey**.
- 28.04.1831 - 01.06.1831 Victoire de **Earl Grey** sur Wellington.
- Mis en difficulté, il démissionne le 08.05.1832, mais devant l'impossibilité pour Wellington de former un ministère conservateur, il reprend ses fonctions le 15.05.1832.
- 08.12.1832 - 08.01.1833 Victoire du whig **Earl Grey** sur Wellington.
- Il démissionne le **09.07.1834** et se retire la vie politique.
- Il est remplacé dès le 16.07.1834 par son ministre de l'Intérieur, William Lamb, **vicomte de Melbourne**, et cela jusqu'au 14.11.1834 (il est alors destitué par le roi Guillaume IV, malgré la majorité whig aux Communes).
- Retour au pouvoir des tories en novembre 1834 : Wellington redevient premier ministre pendant trois semaines du 17 novembre au 9 décembre 1834, le temps d'assurer l'intérim de **Robert Peel** qui a été désigné sur son conseil par Guillaume IV et qui se trouve à cette date en vacances en Italie
- Robert Peel sera premier ministre du 10 décembre 1834 au 8 avril 1835. Il est toutefois mis en minorité dès l'ouverture de la session le 8 avril 1835.
- Il est alors de nouveau remplacé par **Lord Melbourne** qui restera en fonction jusque 1841.
- 06.01.1835 - 06.02.1835 Victoire de **Lord Melbourne** (whig) contre Robert Peel.
- 24.07.1837 - 18.08.1837 Victoire de **Lord Melbourne** contre Robert Peel.
- Le 07.05.1839, il annonce son intention de démissionner. Mais dans le contexte de la crise dite « de la chambre à coucher » (la reine Victoria, dont il était devenu le confident, exigeant que les assistantes de son entourage personnel soient des dames de compagnie whig) il reprendra ses fonctions le 11 mai 1839, Robert Peel ayant refusé de former un gouvernement.
- Poussé par la reine à convoquer des élections en juin 1841, il sera battu par Robert Peel.
- 29.06.1841 - 22.07.1841 Victoire de **Robert Peel** sur Lord Melbourne. Il est nommé premier ministre d'un gouvernement majoritairement conservateur. Son mandat durera du 31.08.1841 au 29 juin 1846. Son alliance avec Cobden sur le principe du libre échange et sur l'affaire des Corn Laws lui fait perdre la confiance des conservateurs et entraîne sa démission le 6 décembre 1845. Mais comme John Russell ne parvient pas à réunir une nouvelle majorité, Peel reprend ses fonctions le 20 décembre 1845. L'abrogation des Corn Laws sera finalement obtenue en juin 1846.
- Mis en minorité sur l'affaire du Irish Crimes Bill, Peel est finalement conduit à démissionner le 29 juin 1846.
- Il est remplacé le 30 juin 1846 par **John Russel** (qui reçoit le soutien des Peelites)
- 29.07.1847 - 26.08.1847 Victoire de **John Russell** sur Edward Smith Stanley, comte de Derby. Son mandat durera jusqu'au 21 février 1852, soit plus de 5 ans<sup>7</sup>. Il sera notamment perturbé par les initiatives politiques de son ministre des affaires étrangères Palmerston qu'il sera obligé de limoger le 19.12.51.

<sup>7</sup> Il devra « gérer » la terrible famine d'Irlande en 1846-1847 qui fera plus d'un million de morts.

Son gouvernement tombe le 21 février 1852.

Il est remplacé dès le 23 février 52 par Edward Smith Stanley, **comte de Derby**.

07.07.1852 - 31.07.1852<sup>8</sup> Victoire d'Edward Smith Stanley, **comte de Derby** contre John Russell.

Le **comte de Derby** forme un gouvernement minoritaire qui tombe le 17 décembre 1852.

Il est remplacé par George Hamilton-Gordon, **comte d'Aberdeen**, premier ministre du 19 décembre 1852 au 30 janvier 1855. C'est lui qui devra gérer la guerre de Crimée, avec Russell aux Affaires étrangères et Palmerston à l'Intérieur. Mis en minorité sur la conduite de la guerre, il donne sa démission le 30.01.1855.

**Lord Palmerston** est alors nommé premier ministre.

Le 03.03.1857, il est mis en minorité sur l'affaire de Canton et confiant dans la popularité de sa politique étrangère, il provoque de nouvelles élections.

27.03.1857 - 28.04.1857 Victoire de **Lord Palmerston** sur Edward Smith Stanley, comte de Derby.

Palmerston tombe le 19.02.1858 et la reine charge, le 20 février 1858, Edward Smith Stanley, **comte de Derby** de former son deuxième ministère.

Le 11.06.1859, le comte de Derby est battu à la Chambre des communes par un vote de confiance et contraint de démissionner.

Il est remplacé dès le lendemain 12.06.59 par **Lord Palmerston**.

11.07.1865 - 24.07.1865 Victoire de **Lord Palmerston** sur Edward Smith Stanley, comte de Derby.

Palmerston meurt le 18.10.1865.

Il est remplacé par **John Russell** dont c'est le 2<sup>e</sup> mandat, du 29.10.65 au 28.06.1866, date à laquelle, mis en minorité, il est contraint de donner sa démission.

Du 28 juin 1866 à février 1868, c'est d'Edward Smith Stanley, **comte de Derby** qui accomplit son 3<sup>e</sup> ministère. Il démissionne le 25.02.1868 pour des raisons de santé

Il est remplacé dès le 27.02.1868 par **Benjamin Disraeli**.

17.11.1868 - 07.12.1868 Victoire de William Ewart **Gladstone** sur Benjamin Disraeli qui démissionne. La reine Victoria fait appel à Gladstone pour former le gouvernement.

Mis en minorité le 13.03.1873 sur l'affaire d'une université irlandaise ouverte aux catholiques, il est maintenu au pouvoir en raison du refus de Benjamin Disraeli de former un gouvernement minoritaire. Il dissout le parlement en janvier 1874 mais il sera alors battu par Benjamin Disraeli.

31.01.1874 - 17.02.1875 Victoire de **Benjamin Disraeli** sur William Ewart Gladstone. Son mandat durera du 20.02.1874 au 21.04.1880. La victoire des libéraux le conduit à la démission<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Marx rend compte de ces élections dans ses articles du 21.08.82 du *New York Daily Tribune* « Les élections en Angleterre. Tories et whigs » (un remarquable exposé de la différence politique et sociale entre ces deux partis) et du 25.08.82 « Les chartistes ». (Cf. Marx, *Œuvres*, vol. IV, Gallimard, coll. de la Pléiade, pp. 679-364 et 385-694).

<sup>9</sup> Sa santé s'est du reste détériorée et il meurt le 19 avril 1880.

## 4.1. Note sur l'opéraïsme italien des années soixante

### Etudes consultées et références :

- (a cura di) Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta. Da « Quaderni Rossi » a « Classe operaia »*, DeriveApprodi, Biblioteca dell'operaismo, Roma 2008<sup>1</sup>.
- « Quaderni rossi » *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Cahiers libres 118-119. François Maspero, Paris 1968<sup>2</sup>.

\*

- Cahiers du GRM, 2011/2, *La séquence rouge italienne*<sup>3</sup>.

\*

- Julien Allavena et Davide Gallo Lassere, *Guide de lecture : opéraïsmes*, Revue Période, à l'adresse <http://revueperiode.net>, en accès libre.
- Antoine Aubert, « Multitudes : aux origines d'une revue radicale », Presses de Sciences Po, N° 67, 2017/3, pp. 31-47.
- Nani Balestrini & Primo Moroni, *La horde d'or*, La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle. Italie 1968-1977, Editions de l'éclat, Paris 2017<sup>4</sup>.
- Andrea Cavazzini, *Le printemps des intelligences. La nouvelle gauche en Italie. Introduction historique et thématique*. Europhilosophie 2009.
- Andrea Cavazzini, « Introduction des *Quaderni Rossi* », GRM 5<sup>e</sup> année, Section Enquête ouvrière, IV séance du 3.12.2011.
- Andrea Cavazzini, *Enquête ouvrière et théorie critique : Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*, Presses universitaires de Liège 2013<sup>5</sup>.
- Michele Filippini, « Mario Tronti et l'opéraïsme politique des années soixante<sup>6</sup> », *Cahiers du GRM*, 2 | 2011.
- Antonio Negri, *Travail vivant contre capital*, Les Editions sociales, Coll. Les propédeutiques, Paris 2018.
- Jean-Pierre Potier, *Lectures italiennes de Marx 1883-1983*, Presses universitaires de Lyon, 1986<sup>7</sup>.
- Mario Tronti, *Nous opéraïstes. Le « roman de formation » des années soixante en Italie*, Editions d'en bas & Éditions de l'éclat, Paris 2013.
- Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Editions Entremonde, Paris 2016.
- Maria Turchetto, De « l'ouvrier masse » à l'« entrepreneurialité commune » : la trajectoire déconcertante de l'opéraïsme italien, in (Dir.) J. Bidet et E. Kouvélakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF 2001 (pp. 295-306).
- Steve Wright, *A l'assaut du ciel. Composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Editions Senonevero, novembre 2007<sup>8</sup>.

\*

---

<sup>1</sup> Ce volume (en italien) de quelque 894 pages constitue une référence majeure. Il s'accompagne d'un CDROM qui contient la collection complète de la revue *Classe operaia* de 1964 à 1967. L'introduction, pp. 5-58 est constituée par le texte de Mario Tronti "Noi operaisti" par ailleurs traduit et publié par les Editions d'enbas & de l'éclat.

<sup>2</sup> Traduits de l'italien par Nicole Rouzet, cinq écrits théoriques de l'opéraïsme sous la signature, en particulier, de Raniero Panzieri et Dario Lizardo.

<sup>3</sup> En ligne sur le site de la revue, lequel propose nombre d'autres études sur le sujet de l'opéraïsme. On consultera également avec attention les archives des revues *Période* et *Multitudes* disponibles en ligne.

<sup>4</sup> L'ouvrage est accessible en ligne à l'adresse de [ordadoro.info](http://ordadoro.info). Les pages 217-260 offrent une utile chronologie des événements politiques et sociaux italiens de 1956 à 1980.

<sup>5</sup> En ligne sur <http://books.openedition.org/pulg>.

<sup>6</sup> En particulier la (longue) version italienne.

<sup>7</sup> En particulier le chapitre VI « Marx passe au crible de l'« ouvriérisme » ».

<sup>8</sup> En ligne sur le site des éditions Entremonde à l'adresse [entremonde.net](http://entremonde.net).

L'opéraïsme<sup>1</sup> désigne la mouvance d'extrême gauche active en Italie dans le cours des années soixante du siècle dernier.

Une mouvance ? Il s'agit, en effet, d'un mouvement d'une grande diversité sous l'angle théorique, politique et organisationnel.

D'extrême gauche ? Il faut entendre par là une ambition révolutionnaire en toute autonomie, sinon en rupture avec les organisations ouvrières syndicales et politiques de masse et principalement orientée vers l'action directe.

L'opéraïsme trouvera un prolongement sous la forme d'une ultra gauche d'expression autonomiste et libertaire.

\*

## 1. Les années 1950 : guerre froide et reconstruction nationale

Le contexte politique de l'immédiat après-guerre en Europe occidentale est entièrement surdéterminé, sinon scellé, par les accords de Yalta de février 1945 et les dispositions qui en résultent. Dès avant le déclenchement de ladite *guerre froide* en mars 1946, il s'impose comme une évidence que toute perspective révolutionnaire est vaine dans les pays sous hégémonie nord-américaine. Le pur abandon des insurgés grecs par l'URSS et par la gauche européenne illustre parfaitement ce rapport de forces et lorsque Palmiro Togliatti rejoint son pays, en mars 1944, à la direction du PCI, il emporte avec lui la conviction<sup>2</sup> que la seule stratégie pour son parti est de se positionner comme organisation de masse, politique et syndicale, dans le champ institutionnel, autrement dit dans le respect de la légalité bourgeoise.

Tel est le sens de son discours de Salerne, le 31 mars 1944, par lequel il se rallie à la constitution d'un gouvernement d'unité nationale<sup>3</sup>; tel est le sens de son discours de Naples, le 11 avril 1944. Corrigeant quelque peu la position du PCI à l'égard de la monarchie dont le discours de Salerne admettait le maintien provisoire, Togliatti déclarait ce jour-là : « Si demain est convoquée une Assemblée nationale constituante, nous proposerons au peuple de faire de l'Italie une république démocratique, avec une Constitution qui garantisse à tous les Italiens la liberté : liberté de pensée et de parole; liberté de la presse, liberté d'association et de réunion; liberté de religion et de culte; liberté de la petite et moyenne entreprise de se développer sans être écrasée par les groupes du [...] du capital monopoliste. Ce qui veut dire que nous ne proposerons pas du tout un régime qui se base sur l'existence ou la domination d'un seul parti. Dans une Italie démocratique et progressiste, il devra y avoir et il y aura différents partis [...]; nous proposerons cependant que ces partis, ou au moins ceux qui [...] ont un programme démocratique et national, maintiennent leur unité pour faire front à toute tentative de faire renaître le fascisme<sup>4</sup>. ».

L'urgence du reste, au cours de ces années, réside dans la reconstruction du pays dont l'économie a été ravagée. La gauche tout entière, socialiste et communiste, va mobiliser ses forces en vue du développement de ce qui, sous la commande des intérêts du capital, prendra bientôt le nom de « miracle économique<sup>5</sup> ».

**Deux évènements** vont marquer la décennie.

---

<sup>1</sup> Le vocable d'*ouvriérisme* est associé en français à une connotation péjorative. Il qualifie une survalorisation de la classe ouvrière en opposition à un prétendu intellectualisme dont elle serait exempte. Il n'en va pas de même en Italie où l'accent est mis sur la spontanéité révolutionnaire des dominés. Il semble que le terme trouve son origine dans la critique adressée en 1958 par Emilio Sereni, ministre, député et sénateur du PCI, qui reprochait à Panzieri d'établir un lien d'égale importance stratégique entre luttes politiques et économiques, en rupture, sous cet angle, avec la conception léniniste du Parti.

<sup>2</sup> Sinon l'ordre de Staline. Il semble bien, en effet, que ce qui a pris le nom de « tournant de Salerne » (*la svolta di Salerno*) pour désigner les choix stratégiques du PCI résulte d'une directive de Staline, le pouvoir soviétique indiquant à tous les partis communistes de l'ancienne IIIe Internationale de participer à des gouvernements d'union nationale. Ce sera le cas en France et en Italie jusqu'en mai 1947, date à laquelle ils seront expulsés.

<sup>3</sup> Le Conseil national du PCI s'était réuni la veille, le 30 mars, pour délibérer de cette décision. Notons qu'à cette date, le pays est encore en guerre et que la priorité revenait à l'unité des forces démocratiques en lutte pour la libération.

<sup>4</sup> (Nous citons à partir de Ph. Bourrinet, *Bordiguisme et gramscisme, le sens d'une confrontation politique hier et aujourd'hui*, Editions *Moto proprio*, Paris 2016, p. 33.)

<sup>5</sup> Une reconstruction essentiellement soutenue par la concentration industrielle dans le nord du pays, dans le triangle formé par Gênes, Milan et Turin.

Le premier consiste dans **le rapport du 25 février 1956 de Nikita Khrouchtchev lors du XXe Congrès du PCUS**. La dénonciation, au nom de léninisme, des pratiques autoritaires, criminelles même, de Joseph Staline trouve bien sûr son argument dans l'idéologie accommodante du « culte de la personnalité<sup>1</sup> », mais ces révélations auront pour conséquence, outre une bouleversante perte de prestige de l'expérience soviétique, un réalignement général des stratégies des partis communistes d'Europe occidentale.

Témoin, en Italie, l'immédiat discours de Palmiro Togliatti paru dès le 7 mars 1956 dans la *Pravda* sous le titre « *Le parlement et la lutte pour le socialisme* ». S'appuyant certes sur la seule composante publique, alors connue, des travaux du Congrès, Togliatti réaffirmait fermement la ligne politique parlementaire du PCI, déclarant en conclusion : « (...) dans la situation moderne de l'affirmation victorieuse et de la consolidation continue du socialisme sur la scène mondiale, il est possible d'utiliser même la voie parlementaire pour le passage au socialisme. Comme on peut le voir, nous sommes soucieux de bien comprendre les conditions actuelles de la lutte pour le socialisme, et de savoir avancer, à la tête d'un mouvement de masse toujours plus large, sur les routes qui s'ouvrent à l'heure actuelle devant nous, en utilisant toutes les nouvelles possibilités que la situation nous offre<sup>2</sup>. ».

Le second événement consiste dans **la répression par les forces militaires soviétiques du soulèvement de Budapest en octobre/novembre 1956**.

Le soulèvement sera diversement interprété en rapport avec les tensions de la guerre froide qui contribuent à consolider le partage des camps. Ainsi l'*Unita*, l'organe du PCI, n'hésitera-t-il pas dans son édition du 25 octobre à qualifier la révolte de « putsch contre-révolutionnaire<sup>3</sup> ».

Cette répression n'accentuera pas moins, jusque parfois la rupture, le détachement de larges secteurs de la gauche ouest-européenne à l'égard des réalités soviétiques et même de la séquence historique inaugurée par octobre 1917<sup>4</sup>.

Elle redonnera vigueur en Italie, sous des formes nouvelles<sup>5</sup>, à une opposition de gauche au PCI. Une opposition politique, certes, mais surtout théorique à l'encontre des évolutions idéologiques d'un marxisme humaniste de type gramscien centré sur les intérêts généraux du « peuple ». Les intellectuels de l'opéraïsme se revendiqueront ainsi d'un « retour à Marx<sup>6</sup> » au fondement d'une analyse de classe des réalités contemporaines d'un néo-capitalisme en voie d'expansion.

## 2. Une nouvelle classe ouvrière : l'ouvrier-masse

L'effort de reconstruction nationale a été porté par une génération de travailleurs disciplinés à la fois dans la mise en œuvre, à l'usine, de leurs compétences professionnelles et dans la défense syndicale<sup>7</sup> de leurs intérêts de classe. Le contexte politique de l'immédiat après-guerre mais aussi une certaine culture ouvrière expliquent que le *miracle économique* italien s'est accompli sans véritables heurts sociaux<sup>8</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour le détail nous renvoyons à l'étude parue en 1982 aux Editions sociales/Messidor (coll. *Essentiel*) sous le titre *1956 Le choc du 20e congrès du pcus*.

<sup>2</sup> Nous citons à partir de la version anglaise de son discours disponible sur le site Internet de *marxists.org*. Togliatti avait introduit son discours par ces termes : « La proposition, formulée par le camarade Khrouchtchev dans son rapport au 20e Congrès du PCUS, selon laquelle il est possible d'utiliser la voie parlementaire pour une transition vers le socialisme, suscite un énorme intérêt public, parmi les masses populaires et en particulier chez les travailleurs qui, plus que jamais, se tournent vers une société socialiste. Cette proposition est un exemple et une preuve de la façon dont les doctrines marxistes-léninistes, si elles sont comprises dans un sens créatif, étroitement liées au développement de la réalité concrète et à la pratique de la lutte des classes, sont capables d'ouvrir de nouveaux champs et perspectives de travail pour la transformation socialiste de la société. Le marxisme-léninisme est pour une variété de formes de passage au socialisme et, dans des conditions données, ouvre la possibilité du développement pacifique de la révolution ».

<sup>3</sup> Cette prise de position de l'*Unita* fera l'objet du *Manifeste des 101* signé, dès le 29 octobre, par nombre d'intellectuels proches ou membres du PCI.

<sup>4</sup> Quant au mouvement communiste, la progressive dégradation des relations entre l'URSS et la direction maoïste de même que le schisme albanais ne tarderont pas à intensifier les divisions.

<sup>5</sup> A côté du bordiguisme et du trotskysme.

<sup>6</sup> Une exigence théorique comparable aux travaux de Louis Althusser en France à la même époque.

<sup>7</sup> Syndicale et politique: la ligne de Salerne du PCI confortait la perspective d'un développement des forces productives sous le contrôle démocratique de l'appareil d'Etat. L'article premier de la Constitution italienne de décembre 1947 énonçait ce principe : « L'Italie est une République démocratique, fondée sur le travail ».

<sup>8</sup> Une paix sociale que conforte la politique agressivement anti-syndicale de certains patrons, dont ceux de la Fiat à Turin.

Or, à partir du début des années soixante, d'importants flux migratoires en provenance du Sud du pays vont profondément modifier la composition de cette classe ouvrière<sup>1</sup>.

Les exigences du développement industriel qui s'est déployé dans le nord<sup>2</sup> ont entraîné, en effet, un engagement massif de jeunes travailleurs issus de la paysannerie méridionale, une main-d'œuvre non qualifiée que le dispositif des chaînes de montage intégrera sans peine dans le processus de production. Soutenue par le plan Marshall et par l'appareil d'Etat, la bourgeoisie industrielle a repris la commande dans la gestion tayloriste de ses personnels. Le capitalisme moderne a pris son essor.

La conjonction de ces deux paramètres, *sociologique*, d'une part, avec la présence de cette main-d'œuvre non qualifiée que va désigner la catégorie d'« ouvrier-masse », et *productiviste*, d'autre part, dans l'imposition des contraintes de la production parcellisée, ne va pas tarder à relancer la revendication ouvrière sur des bases et selon des modalités nouvelles, le plus souvent affranchies des organisations syndicales et d'une certaine idéologie fondée sur l'éthique du travail<sup>3</sup>.

## 2. 1961-1964 : la revue *Quaderni rossi*

Le début des années 1960 va donner lieu à une reprise vigoureuse des mouvements sociaux avec pour déclencheur, le 25 juin 1960, la grève des travailleurs du port de Gênes en protestation contre la tenue dans la ville du congrès du MSI, le parti néo-fasciste. La grève va s'étendre les jours suivants à Gênes et à Turin d'abord, le 30 juin puis, les 6-8 juillet prochains, dans tout le pays au prix de violents affrontements avec la police qui n'hésite pas à ouvrir le feu<sup>4</sup>.

Mais surtout l'affrontement de classe se déploie désormais sur le lieu même du travail, à l'usine, sans la médiation des syndicats.

Les rigueurs tayloristes des chaînes de montage et l'absence de toute tradition ouvrière dans cette nouvelle génération de jeunes travailleurs d'origine paysanne, marginalisés de surcroît dans les nouvelles banlieues<sup>5</sup>, vont favoriser l'émergence d'une résistance ouvrière nouvelle (insubordination<sup>6</sup>, rébellion, refus d'obéir, sabotages même<sup>7</sup>) que les appareils syndicaux ne vont pouvoir encadrer.

C'est la réalité nouvelle de cette génération ouvrière que va entreprendre d'analyser le groupe des intellectuels qui, sous l'impulsion de Raniero Panzieri, vont fonder à Turin, en septembre 1961, la revue des *Quaderni rossi*.

L'originalité de la démarche<sup>8</sup> sera notamment de s'appuyer sur **l'enquête ouvrière** menée sur les lieux de production<sup>9</sup> afin de faire coïncider au mieux les données concrètes de l'expérience et la théorisation d'une véritable ligne de classe. Au centre de l'attention, ce sont, en effet, les manifestations d'une fondamentale conflictualité de classe qu'il s'agit de théoriser en soulignant toute la violence qui régit le rapport de production capitaliste lui-même.

En faisant de l'ouvrier de production le véritable  **sujet révolutionnaire** , les théoriciens de l'opéraïsme naissant s'opposaient ainsi radicalement aux modèles dominants d'un partage entre la lutte politique strictement parlementaire et la revendication syndicale encadrée. C'est au contraire l'unité organique de ces deux dimensions de la lutte de classe, politique et économique, qu'il importait d'exalter.

---

<sup>1</sup> Ce ne sont pas moins d'un million à un million et demi de jeunes méridionaux qui vont émigrer vers les régions industrielles du Nord, logés dans les cités dortoirs à la périphérie des villes.

<sup>2</sup> Dans le triangle industriel Turin-Milan-Gênes.

<sup>3</sup> Et entretenue par le marxisme-léninisme orthodoxe.

<sup>4</sup> Le 7 juillet 1960, à Reggio Emilia, cinq manifestants sont tués. Le 8 juillet, à Parme et à Catane, quatre manifestants sont tués et l'on compte des centaines de blessés.

<sup>5</sup> Ils sont de véritables émigrés intérieurs tenus à distance par les populations du Nord. Non comptés les effets culturels dans le contexte des années rock and roll.

<sup>6</sup> Comme la grève dite "au sifflet": une brusque interruption de travail sans préavis. En octobre 63, on parlera d'une technique de grève "à la chat sauvage" faite d'interruptions imprévisibles dans le cycle de production. Une stratégie d'insubordination très étrangère au mouvement syndical officiel.

<sup>7</sup> Une forme de sabotage (le "salto della scocca") consistait à sauter une pièce dans l'assemblage à la chaîne d'une carrosserie.

<sup>8</sup> Elle ne s'inspire pas moins des travaux de l'organisation *Socialisme ou Barbarie* en France, sous la direction de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort et de *Correspondence* aux Etats Unis sous la direction de Raya Dunayevskaya et de C.L.R. James. Le modèle fondateur était bien sûr *l'Enquête ouvrière* de 1880 de Marx, bien connue de ces militants. Au sein des *Quaderni Rossi*, le travail d'enquête sera notamment (et notablement) mené par Romano Alquati dans les numéros 2 et 3 de la revue ("Composition organique du capital et des effectifs ouvriers chez Olivetti").

<sup>9</sup> Et précisément nommée *conricerca* pour bien signifier le caractère collaboratif de la recherche.

L'opposition portait surtout sur l'idéologie de la neutralité objective, de la rationalité technologique des forces productives dans le progrès social, en vue même du socialisme. Tout au contraire, le lieu même et l'objet de la lutte de classe résidaient, au quotidien, dans l'usine même, dans les modalités concrètes du processus de production.

Cette thèse fera l'objet du texte de Raniero Panzieri paru dans le premier numéro des *Quaderni Rossi* sous le titre « Sur l'utilisation capitaliste des machines dans le néo-capitalisme ». Elle participe d'une exaltation du **facteur subjectif** dans la revendication du contrôle ouvrier, une subjectivité conçue comme déterminante dans la constitution d'une identité de classe.

Une autre originalité de l'opéraïsme réside dans l'affirmation que ce sont les luttes ouvrières qui orientent le capitalisme, qui sont à l'initiative de son évolution, de ses transformations. Une thèse qui sera particulièrement soutenue et argumentée par Mario Tronti<sup>1</sup>.

### 3. L'émeute de la piazza Statuto à Turin

Les premiers mois de l'année 1962 vont connaître une recrudescence des revendications et des luttes dans le cadre du renouvellement des conventions collectives. En mars 1962, 50.000 ouvriers sont en grève dans la métallurgie de Milan. De larges cortèges sillonnent les rues de Turin. Le 23 juin, ce sont les ouvriers de la Fiat qui entrent en lutte, avec notamment pour objectif la semaine de 40 heures sur 5 jours. Une grève générale est décidée pour les 7, 8 et 9 juillet prochains.

Or, ce samedi 7 juillet, les grévistes apprennent que l'UIL<sup>2</sup> a signé avec la direction de la Fiat un accord séparé qui est perçu comme une trahison. Des attroupements hostiles se forment aussitôt autour du siège de ce syndicat, piazza Statuto à Turin. L'affrontement avec la police va devenir très vite d'une grande violence. Il va durer trois jours.

L'évènement va profondément diviser la gauche syndicale et politique italienne ; la CGIL<sup>3</sup> et le PCI dénonceront une provocation d'éléments anarchistes sous-prolétariens<sup>4</sup>.

Au sein des *Quaderni rossi*, c'est la crise.

Raniero Panzieri n'est pas loin de penser, en effet, que l'activisme qui s'est manifesté pendant ces journées d'insurrection constitue une entrave à toute stratégie de classe cohérente<sup>5</sup>. Et de prendre ses distances.

Il ne sera pas suivi dans ce retrait par des militants comme Mario Tronti qui préconise une ligne politique interventionniste. Une tentative de conciliation entre les deux lignes donnera naissance en septembre 62, à un nouveau périodique, les *Cronache dei Quaderni Rossi*, mais la revue ne connaîtra qu'un seul numéro et le désaccord<sup>6</sup> aboutira, en août septembre 63, à une rupture définitive. La mort soudaine, en octobre 1964, de Raniero Panzieri conduira à la disparition des *Quaderni Rossi* dont le dernier numéro (double) paraîtra en décembre 1965<sup>7</sup>.

### 4. 1964-1967 : Classe operaia

Réunis autour de Mario Tronti, un groupe de militants parmi lesquels Romano Alquati, Alberto Asor Rosa, Massimo Cacciari et Antonio Negri fondent alors la revue *Classe operaia* avec pour ligne principale l'intervention dans les luttes ouvrières d'usine conçues comme la manifestation du véritable combat politique<sup>8</sup>. Se pose toutefois, et elle ne sera pas réglée, la question de la direction stratégique de ces luttes sous la forme ou non d'un parti.

---

<sup>1</sup> Cf. le début de son étude de janvier 1964 "Lénine en Angleterre", p. 119 et suivantes du recueil "Ouvriers et Capital", Editions Entremonde, Paris, 2016.

<sup>2</sup> L'UIL (*Unione Italiana del Lavoro*) était le plus petit des trois grands syndicats.

<sup>3</sup> La *Confederazione Generale Italiana del Lavoro*, l'union syndicale affiliée au PCI, comme la CGT l'a été au PCF en France

<sup>4</sup> Cette position exprime pour la première fois une fracture entre le PCI et une partie du mouvement ouvrier.

<sup>5</sup> Des réserves d'autant plus sensibles que les 6 et 7 juillet, les *Quaderni rossi* avaient distribué leur premier tract, ce qui les faisait apparaître comme une organisation politique à part entière.

<sup>6</sup> Ce désaccord s'exprime clairement dans le numéro 3 de juin 1963 des *Quaderni Rossi* par l'opposition de deux textes, celui du groupe Panzieri, d'une part, intitulé "Le plan capitaliste et la classe ouvrière" et de Mario Tronti, d'autre part, intitulé "Le plan du capital".

<sup>7</sup> Avec un éditorial précisément consacré à la question de l'autonomie du mouvement ouvrier dans la lutte de classe.

<sup>8</sup> En ce sens qu'elles dépassent la distinction classique entre luttes économiques (syndicales) et luttes politiques au parlement, les véritables relations de pouvoir s'exerçant au sein de l'appareil de production lui-même.

La revue paraît en janvier 1964 avec pour sous-titre « Mensuel politique des travailleurs en lutte<sup>1</sup> ». Son premier éditorial « Lénine en Angleterre » est signé par Mario Tronti. Elle aura cependant une existence brève, cessant de paraître en mars 1967.

\*

Cette disparition marque la fin, selon Mario Tronti, de l'opéraïsme en tant que tel<sup>2</sup>.

\*

Au début de 1967, les membres de *Classe operaia* se divisent, en effet, à leur tour.

Les uns (dont Mario Tronti, Alberto Asor Rosa, Massimo Cacciari...) envisagent une stratégie d'entrisme dans le mouvement ouvrier organisé, syndicat et partis, principalement dans le Parti communiste italien qu'ils rejoignent, avec pour ambition d'y promouvoir une ligne opéraïste. Au principe de leur stratégie, l'idée que le mouvement ouvrier ne peut se passer d'un appareil de direction politique de ses luttes. La lutte du travail contre le capital au sein de l'usine doit se doubler en quelque sorte d'une lutte parlementaire contre la domination institutionnelle de la bourgeoisie dans l'appareil d'Etat.

Les autres (dont Sergio Bologna, Toni Negri, Nanni Balestrini, Oreste Scalzone...) décident de fonder **Potere Operaio**<sup>3</sup>.

L'organisation ne tardera pas à s'orienter, lors notamment de son congrès de Rome en septembre 1971, vers une ligne insurrectionnelle<sup>4</sup>, la violence s'imposant comme une réponse à la domination de classe de la bourgeoisie.

En 1971 s'est ainsi mise en place, à l'initiative d'Oreste Scalzone, une structure secrète orientée vers l'action armée.

Or, c'est précisément sur cette question de la lutte armée que le groupe en viendra à se dissoudre lors du congrès de Rosolina, les 31 mai, 1<sup>er</sup> et 2 juin 1973. Nombre de ses militants rejoindront alors la mouvance de l'Autonomie ouvrière qui sera particulièrement active entre 1973 et 1979<sup>5</sup>.

La complexité des événements et des enjeux politiques de cette période excède manifestement l'objet de cette note.

\*

Il nous paraît plus utile de citer en guise de conclusion ce remarquable chapitre extrait de l'ouvrage de Mario Tronti *Nous opéraïstes*<sup>6</sup> d'abord paru, en 2008, à Rome chez DeriveApprodi. Tronti jette un regard rétrospectif sur l'expérience de l'opéraïsme.

---

<sup>1</sup> Selon Wright, c'est avec cette revue que « commença la phase classique du développement de l'opéraïsme » (*A l'assaut du ciel*, p. 67)

<sup>2</sup> En introduction de son ouvrage *Nous opéraïstes*, Mario Tronti écrit : « L'opéraïsme italien des années soixante commence avec la naissance des *Quaderni rossi* et finit avec la mort de *Classe operaia*. Point. C'est la thèse. » (Op.cit., p.13). Soit, donc, de septembre 1961 à mai 1967. Une périodisation contestée par Sergio Bologna, notamment, qui prolonge le mouvement comme tel jusqu'aux années septante (Cf. son entretien avec Davide Gallo-Lassere et Frederic Monferrand - "De l'usine au conteneur" -, publié dans la revue *Période* du 13 juin 2016).

<sup>3</sup> Le premier numéro du journal de ce nom, hebdomadaire au début, paraîtra en septembre 1969.

<sup>4</sup> L'hymne du mouvement proclame clairement : "Camarades, en avant, pour le Parti, il y aura une lutte armée contre l'Etat; avec la conquête de tout pouvoir la dictature ouvrière viendra (...) Le parti de l'insurrection est né (...) Loin des l'gnes, prenons le fusil, allez camarades, à la guerre civile !".

<sup>5</sup> Le 7 avril 1979 s'ouvre un vaste procès pour association subversive (quelque 70 inculpés) qui aboutira à l'emprisonnement de nombreux de ses membres et à l'exil des autres. On est dans le contexte de l'assassinat d'Aldo Moro en mai 1978.

<sup>6</sup> Avec pour sous-titre *Le "roman de formation" des années soixante en Italie*, Editions d'en bas & Editions de l'éclat, Paris Lausanne 2013, pp. 137-143.

## Opéraïsme et politique

Alors, qu'est-ce que l'« opéraïsme » ?

C'est une expérience qui s'est efforcée de réunir pensée et pratique de la politique dans un cadre déterminé, celui de l'usine moderne. À la recherche d'un sujet fort, la classe ouvrière, capable de contester et de mettre en crise le mécanisme de la production capitaliste. J'insiste sur ce caractère expérimental. Il s'agissait de jeunes forces intellectuelles qui allaient à la rencontre des nouvelles recrues ouvrières, introduites surtout dans les grandes usines par la phase tayloriste et fordiste de l'industrie capitaliste.

Ce qui était advenu dans les années trente aux USA advenait dans les années soixante en Italie. Le contexte historique était précisément celui des années soixante du vingtième siècle. En Italie, c'était la période de l'essor d'un capitalisme avancé, le passage d'une société agricole-industrielle à une société industrielle-agricole, avec un déplacement migratoire de la force-travail du sud paysan vers le nord industriel. On disait alors: néocapitalisme. Production de masse-consommation de masse, modernisation sociale avec le *welfare State*, modernisation politique avec des gouvernements de centre-gauche, démocrates-chrétiens et socialistes, changement d'habitudes, de mentalités, de comportements. On allait vers 68, qui sera en Italie un 68-69, contestation de la jeunesse plus automne chaud des ouvriers, au moment d'un changement important du rapport de force entre ouvriers et capital, avec le salaire qui influait directement sur le profit.

Ce qui put avoir lieu, aussi parce qu'il y avait eu l'opéraïsme, avec le rappel de la centralité de l'usine, de la centralité ouvrière, dans le rapport social général. L'opéraïsme a donc été une expérience politique qui a historiquement compté, dans une situation historique déterminée.

Il s'agissait de donner une nouvelle forme, théorique et pratique, à la contradiction fondamentale. Celle-ci était identifiée à l'intérieur même du rapport de capital, et donc dans le rapport de production, dans ce que nous appelions « le concept scientifique d'usine ». Ici l'ouvrier collectif, s'il luttait, s'il organisait ses luttes, avait potentiellement une sorte de souveraineté sur la production. Il était, ou mieux encore, il pouvait devenir, un sujet révolutionnaire. La figure centrale était l'ouvrier à la chaîne, dans l'organisation fordiste du processus productif et dans l'organisation tayloriste du processus de travail. Là où l'aliénation du travailleur atteignait son plus haut niveau. Non seulement l'ouvrier n'aimait pas son travail, mais il le détestait.

Le refus du travail devenait une arme fatale contre le capital. La force-travail, en tant que part interne du capital, capital variable distinct du capital fixe, en devenant autonome, se soustrayait à la fonction de travail productif, introduisant une menace au cœur même du rapport de production capitaliste. La lutte contre le travail résume le sens de l'hérésie opéraïste. Oui, l'opéraïsme est une hérésie du mouvement ouvrier.

Il faut le considérer rigoureusement à l'intérieur de la grande histoire du mouvement ouvrier, non pas en dehors, jamais en dehors. Comme l'une de ses nombreuses expériences, l'une de ses nombreuses tentatives, l'une de ses nombreuses fuites en avant, l'une de ses nombreuses révoltes et de ses nombreuses et glorieuses défaites. En suivant l'indication de Marx, qui avait étudié les lois du mouvement de la société capitaliste, nous étudions les lois du mouvement du travail ouvrier. Les luttes ouvrières ont toujours stimulé le développement capitaliste, elles ont contraint le capital à l'innovation, au bond technologique, au changement social. La classe ouvrière n'est pas une classe gé-

nérale. C'est comme ça que les partis de la Deuxième et de la Troisième Internationale ont voulu la représenter. La phrase de Marx: le prolétariat, en s'émancipant lui-même, émancipera toute l'humanité, était juste.

Ce processus est déjà advenu, limité au seul Occident. Si émancipation équivaut à progrès, modernisation, bien-être, démocratie, tout cela existe déjà, mais n'a servi qu'à une grande révolution conservatrice, à un processus de stabilisation du système capitaliste, qui prend, aujourd'hui, comme c'était sa vocation originelle, la dimension de l'espace-monde, ordre mondial de domination qui vient du haut de l'Empire, mais remonte aussi du bas, introduit dans une mentalité bourgeoise majoritaire. Les systèmes politiques démocratiques sont aujourd'hui la tribune du libre consentement à une servitude volontaire.

L'opéraïsme, c'est-à-dire la revendication de la centralité ouvrière dans la lutte de classe, s'est heurté au problème du politique. Au milieu, entre ouvriers et capital, j'ai trouvé la politique: dans la forme des institutions, l'État; dans la forme des organisations, le parti; dans la forme des actions, tactique et stratégie. Le capitalisme moderne ne serait jamais né sans la politique moderne. Hobbes et Locke viennent avant Smith et Ricardo.

Il n'y aurait pas eu d'accumulation originelle de capital sans centralisation étatique des monarchies absolues. Voyez l'histoire de l'Angleterre. La première révolution anglaise, celle de la terrible dictature de Cromwell, et celle, belle et glorieuse du *Bill of Rights*, correspondent aux deux phases dictées par Machiavel: la conquête du pouvoir et la gestion du pouvoir sont deux choses différentes, pour la première il faut la force, pour la seconde le consentement.

Le capitalisme de la libre concurrence a besoin de l'État libéral, le capitalisme du *welfare* a besoin de l'État démocratique. Puis, à travers la solution, provisoire, du totalitarisme, fasciste et nazi, la synthèse de la démocratie libérale a établi la domination de la production capitaliste. Et nous sommes maintenant dans la phase d'exportation du modèle au niveau monde. Mais tout ne fonctionne pas selon les plans du capital. La chose la plus intéressante aujourd'hui sur le plan politique, c'est le monde. La « grande transformation », pour employer l'expression de Polanyi, concerne le déplacement de l'épicentre du monde de l'Occident vers l'Orient. Nos pays européens, intérieurement, ne sont que d'un piètre intérêt. Il est difficile de se passionner pour la politique avec des Blair ou des Prodi. Mais le capitalisme est un ordre et, aujourd'hui, comme l'avait prévu Marx, un ordre mondial qui se révolutionne continuellement lui-même. Voilà le point intéressant. Voyez les révolutions qu'il a apportées dans le monde du travail. Pour répondre à la menace de la centralité ouvrière, il a décidé d'abolir la centralité de l'industrie, et a abandonné, ou révolutionné, cette société industrielle qui avait été la raison même et l'instrument de sa naissance et de son développement. Quand l'îlot de montage remplace la chaîne dans la grande usine automatisée et que l'on entre dans la phase postfordiste, tout le reste du travail change, dans le passage classique de l'usine à la société. La question aujourd'hui est: la classe ouvrière existe-t-elle encore? La classe ouvrière comme sujet central de la critique du capitalisme. Et donc, non comme objet sociologique, mais comme sujet politique. Et qu'est-ce qu'impliquent politiquement les transformations du travail, de la figure du travailleur, de l'industrie aux services, du travail indépendant au travail autonome, de la sécurité à la précarité, du refus du travail au manque de travail?

C'est de cela qu'il nous faut parler.

L'opéraïsme a été le contraire du spontanéisme. Et l'opposé du réformisme. Plus proche, donc, du mouvement communiste des origines que des social-démocraties classiques et contemporai-

nes. Il a conjugué, à nouveau, de manière créative, Marx avec Lénine.

Je me demande si, dans les conditions transformées du travail d'aujourd'hui, fragmentation, dispersion, individualisation, précarisation des figures des travailleurs, on peut conjuguer à nouveau, ici et maintenant, les analyses du capitalisme et l'organisation des forces alternatives. Et je n'ai pas réponse.

Je suis convaincu en tout cas qu'il n'y a pas lutte véritable, sérieuse, en mesure de réaliser de véritables conquêtes sans organisation. Il n'y a pas de conflit social capable de battre l'adversaire de classe sans force politique. C'est ce que le passé nous a appris. Si les nouveaux mouvements ne récupèrent pas l'héritage de la grande histoire mouvement ouvrier, pour la faire avancer vers des formes nouvelles, il n'y a aucun avenir pour eux. De nouvelles pratiques, de nouvelles idées, mais à l'intérieur d'une longue histoire.

Voyez donc, ce qui fait peur aux capitalistes, c'est l'histoire des ouvriers, pas la politique des gauches. La première, ils l'ont renvoyée parmi les démons de l'enfer, la seconde ils l'ont accueillie dans les palais du gouvernement. Et il faut faire peur aux capitalistes.

C'est maintenant qu'un autre spectre commence à hanter non seulement l'Europe, mais le monde. L'esprit, ressuscité, rédimé du communisme.

\*

## 4.2. Raniero Panzieri note pour une biographie intellectuelle et militante

### Etudes consultées :

- Giovanni Artero, *Il Punto di Archimede. Biografia politica di Raniero Panzieri da Rodolfo Morandi ai « Quaderni Rossi »*, en ligne sur <http://document.library.istella.it>.
- Andrea Cavazzini, *Introduction des Quaderni Rossi*, GRM 5<sup>e</sup> année : section Enquête ouvrière, IVE séance 3.12.2011, pp. 6-14, en ligne sur le site de la revue Groupe de Recherches Matérialistes.
- Sergio Dalmasso, *Raniero Panzieri socialista*, *Memorie per domani*, n° 1, luglio 2015 (en ligne sur [www.sergiodalmasso.com](http://www.sergiodalmasso.com)).
- Richard Drake, *Vivere la rivoluzione. Raniero Panzieri « Quaderni Rossi » e la sinistra extraparlamentare*, *Nuova storia contemporanea*, n° 6, 2003.
- Marco Scavino, *Raniero Panzieri, i « Quaderni rossi » e gli « eredi »*, *Aspettando il Sessantoto*, *Continuà e fratture nelle culture politiche italiane dal 1956 al 1968*. A cura di Francesca Chiarotto, *Academia Università Press*, Torino 2017, pp. 238-255.

\*

- notice de Stefano Merli dans *Raniero Panzieri, Spontaneità e Organizzazione. Gli anni dei « Quaderni Rossi » 1959-1964*, Pise, 1994.
- notice de Giovanni Scirocco dans le *Dictionnaire biographique des Italiens*, vol. 81 (2014), Encyclopédie Treccani (en ligne).
- notice biographique<sup>1</sup> dans le numéro du 29 octobre 2005 de la revue allemande *Wildcat* ([operaisme.texts.history](http://www.wildcat-www.de/dossiers/operaismus/panzieri_biographisches.htm))<sup>2</sup> à l'adresse [https://www.wildcat-www.de/dossiers/operaismus/panzieri\\_biographisches.htm](https://www.wildcat-www.de/dossiers/operaismus/panzieri_biographisches.htm).

\*

- |      |  |   |
|------|--|---|
| 1921 | Naissance à Rome, le 14 février 1921.  | Raniero Panzieri est issu d'une famille de confession juive et sera écarté pour cette raison des universités italiennes par les lois antisémites édictées par le régime fasciste en 1938. |
| 1940 | Après ses études au lycée « Terenzio Mamiani », il s'inscrit à la Faculté de droit civil de l'université pontificale du Latran.  |   |
| 1943 | L'occupation de l'Italie par les nazis, le 8 septembre 1943, le contraint à la clandestinité pour éviter la déportation. C'est l'époque où il entreprend de lire Marx. |   |
| 1944 | A la libération de Rome, en juin 1944, il s'inscrit au Parti Socialiste Italien (le PSIUP, Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne) <sup>3</sup> .              |   |
| 1945 | Inscrit à l'université d'Urbino, il obtient en octobre 1945 son diplôme avec une thèse sur Etienne-Gabriel Morelly intitulée « L'uto-                                  | Il soutient cette thèse sous la direction du philosophe existentialiste Arturo Massolo.   |

<sup>1</sup> Résumée et traduite de « Raniero Panzieri, Spontaneità e organizzazione. Gli anni dei *Quaderni Rossi* 1959-1964 », édité par Stefano Merli, Pise, 1994.

<sup>2</sup> La revue propose tout un dossier sur la bibliographie et l'histoire de l'opéraïsme.

<sup>3</sup> En 1943, après la chute de Mussolini, le PSI avait fusionné avec le Mouvement d'unité prolétarienne pour former le PSIUP. Il reprendra le sigle PSI après la scission opérée en janvier 1947 par son aile droite dirigée par Giuseppe Saragat qui fonde ce qui deviendra le Parti social-démocrate italien (PSDI).

pie révolutionnaire au XVIIIe siècle. Le « Code de la nature » (1755) ».

- 1946 Dès mars 1946, il collabore à *l'Instituto di Studi socialisti* fondé et dirigé depuis novembre 1945 par Rodolfo Morandi<sup>1</sup>. Il entre également au secrétariat de la revue *Socialismo* dont il sera le rédacteur en chef jusqu'en 1947.
- 1947 Adversaire de Giuseppe Saragat, Panzieri s'active dans le secteur de la formation théorique et politique des militants du parti.
- 1948 Il prend la parole en janvier 1948 au XXVIIe congrès à Rome du Parti Socialiste Italien (devenu le PSI) en faveur de l'établissement de listes de *Front populaire* en alliance avec le PCI<sup>4</sup>. Adhésion à la ligne de Rodolfo Morandi d'un rapprochement militant avec les masses populaires et en particulier avec le prolétariat industriel.
- Le XXVIIe congrès du PSI à Gênes en juin/juillet 1948 entraîne la fermeture de *l'Instituto di Studi Socialisti*. Panzieri se rapproche du PCI.
- Septembre 1948 : il épouse Giuseppina Saija<sup>5</sup> (qu'il avait rencontrée à *l'Instituto di Studi socialisti* de Rodolfo Morandi).
- En novembre 1948, grâce à l'intervention de Galvano Della Volpe<sup>6</sup>, il obtient un poste d'enseignement de la philosophie du droit à la faculté de Philosophie et Lettres de l'université de Messine.
- Il va y enseigner de 1948 à 1951<sup>7</sup>.
- 1949 En mai 1949, après le XXVIIIe congrès de Florence du PSI (qui marque la victoire de l'aile gauche du parti), il se voit confier par
- Commence alors la phase la plus intense de son action politique.

<sup>1</sup> Président, en avril 1945, du CLNAI (le Comité National de Libération de la Haute Italie), Rodolfo Morandi sera le secrétaire du PSIUP de décembre 1945 à avril 1946 et le directeur du périodique *Socialismo*. Entre juillet 1946 et mai 1947, il sera nommé Ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement d'Union nationale du démocrate chrétien Alcide De Gasperi, s'efforçant, dans ces fonctions, de mettre en place des "conseils ouvriers de gestion".

<sup>2</sup> Cet ancien "fasciste de gauche", disciple de B. Croce, est l'auteur, en 1948, de l'ouvrage *Il mondo magico* qui est une analyse des formes culturelles du sud de l'Italie. Panzieri en retiendra le rôle déterminant des paramètres culturels dans l'engagement politique.

<sup>3</sup> L'épisode est connu sous le nom de "scission du palais Barberini". G. Saragat fonde le PSLI (Parti socialiste des travailleurs italiens) allié à la démocratie chrétienne alors au pouvoir. Ce sont près de la moitié des élus socialistes qui le suivent en rompant avec le PSI.

<sup>4</sup> L'alliance entre Togliatti et Nenni avait conduit à la formation, en décembre 1947, du FDP (*Fronte Democratico Popolare per la libertà, la pace, il lavoro*).

<sup>5</sup> Née en 1917 à Alexandrie d'une famille sicilienne, Giuseppina Saija, dite Pucci, était germaniste de formation (avec une thèse sur Hölderlin) et professeuse de langue et de littérature allemandes (à l'université de Messine, de 48 à 51). Elle aura ensuite une importante activité de traductrice, notamment des livres II et III du *Capital*. Le couple aura trois enfants. Elle est décédée à Turin en 2015 à l'âge de 98 ans. Pour le détail, nous renvoyons à l'interview réalisée par Pinzi Giampiccoli pour la revue *Una Città* de mai 2005 (en ligne sur le site de [www.broggi.info](http://www.broggi.info)).

<sup>6</sup> L'enseignement de Galvano Della Volpe contribuera à corriger l'évolution "humaniste" du marxisme revendiqué par Togliatti et la direction du PCI.

<sup>7</sup> En privilégiant plutôt, semble-t-il, l'action politique, au grand dam des instances académiques.

- Rodolfo Morandi<sup>1</sup> diverses tâches de direction politique à Messine, en Sicile. Son expérience sicilienne va durer 6 ans, de 49 à 55. Panzieri va faire preuve d'un engagement polyvalent qui sera à la base de son ascension à la direction politique du PSI.
- 1950 Le 6 mars, 10 à 12.000 agriculteurs siciliens occupent des terres non encore cultivées près de Messine. Panzieri participe énergiquement à cette action<sup>2</sup> dont il défend au sein de son parti la dimension pleinement politique. Il sera inculpé en juin 1951, puis acquitté pour cette expérience qui sera très importante dans son évolution politique. Il en parlera souvent comme de son « point d'Archimède » au sens d'une indispensable approche précise des conditions sociologiques de la lutte politique de masse.
- 1951 Lors du XXIXe congrès du PSI à Bologne, en janvier 1951, il est élu au Comité central et au Secrétariat du parti pour la région de Sicile<sup>3</sup>. Une juste reconnaissance de son travail politique. Il n'est toutefois pas reconduit dans ses fonctions à l'université de Messine et s'installe, en novembre 51, à Palerme avec sa famille. Il est devenu pleinement un politicien professionnel.
- 1953 En juin 1953 se tient à Milan le XXXe congrès du PSI. Il se voit confirmé pour la deuxième fois comme membre du Comité central et devient le directeur national de la presse et de la propagande du parti. En septembre, il quitte alors Palerme pour Rome<sup>4</sup>. C'est l'époque où paraît aux éditions Riuniti, et sous son seul nom, la traduction accomplie par son épouse du Livre II du *Capital*.
- 1955 A ce stade de sa carrière politique, Panzieri est à la fois membre de la direction du PSI, secrétaire pour la Sicile, responsable national de la presse, de la propagande et de la culture du parti. Des responsabilités qui sont confirmées lors du XXXIe congrès du 31 mars 1955 du PSI à Turin. Parution de la traduction en italien, par ses soins et ceux de son épouse, de l'ouvrage d'Engels *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*.
- En septembre et octobre 1955, il fait partie d'une délégation du PSI en République populaire de Chine sous la direction de Pietro Nenni.
- 1955, c'est aussi l'année de la mort soudaine, le 26 juillet, de Rodolfo Morandi qui a été son plus fervent soutien au sein du parti.
- 1955, c'est aussi l'année de la défaite de la FIOM chez Fiat dans le cadre de la nouvelle phase d'automatisation industrielle : aux élections de 29 mars, le syndicat de la gauche passe de 63,2 à 36,7 % des voix.
- Panzieri sera l'un de ceux qui ont perçu très vite les nouveaux enjeux du développement capitaliste.

<sup>1</sup> Les deux hommes resteront liés par une forte relation d'estime et d'amitié.

<sup>2</sup> Non sans danger pour lui, compte tenu des pratiques de la mafia dans ce contexte.

<sup>3</sup> Aux élections régionales siciliennes du 3 juin 1951, le "blocco del popolo" (communistes, socialistes et indépendants) obtient 31% des voix. Un succès remarquable.

<sup>4</sup> Tout en restant secrétaire régional pour la Sicile.

- 1956 En janvier, il rejoint l'équipe éditoriale de *Mondo Operaio*<sup>1</sup>, l'organe théorique du PSI sous la direction de Pietro Nenni. Insistance sur l'autonomie du mouvement ouvrier à travers la création de nouvelles formes de démocratie directe actives au sein des structures de production.

Surviennent, en cette année 1956, deux **événements majeurs** :

- du 14 au 25 février 1956 se tient le 20e congrès du PCUS. Le discours de Nikita Khrouchtchev inaugure le processus de déstalinisation.

- du 23.10 au 10.11.1956 se déroulent l'insurrection hongroise et sa répression par les forces militaires soviétiques.

En Italie, la direction du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti et Giorgio Napolitano, a condamné les insurgés hongrois comme les acteurs d'un putsch contre-révolutionnaire<sup>2</sup>.

Une position qui n'a pas été partagée par nombre de militants<sup>3</sup>.

La crise que ces événements produisent au sein de la gauche européenne va conduire Panzieri vers une exigence de renouvellement du mouvement ouvrier dans son ensemble, au-delà même de la critique de la bureaucratie stalinienne.

Constitution, le 26 avril 1956, de la *Fondation Rodolfo Morandi* dont Panzieri sera très proche. Elle viendra bientôt en appui des *Quaderni Rossi*.

- 1957 Du 6 au 10 février 1957 se déroule, à Venise, le XXXIIe Congrès du PSI : Panzieri est réélu au Comité central mais il souhaite quitter la direction du parti.

Il se voit alors confier, dès avril 1957, la direction de la revue théorique *Mondo Operaio*<sup>4</sup>, le magazine officiel du parti qu'il va transformer en un véritable laboratoire d'analyses nouvelles.

Il publie, en mai 57, l'importante étude de Vittorio Foa intitulée « Le néo-capitalisme est une réalité » qui insiste sur le dynamisme technique et productif du capitalisme en cours de développement.

Dès octobre, Panzieri lance un débat dans *Mondo Operaio* sur la question, centrale à ses yeux, du **contrôle ouvrier**. Se trouve envisagée la création d'un comité en charge de mener des enquêtes dans les zones industrielles du nord de l'Italie, Turin et Milan.

- 1958 Il publie en février 1958 dans le n° 2 de *Mondo Operaio* ses **Sept thèses sur la question du contrôle ouvrier**<sup>5</sup>, rédigées en collaboration avec Lucio Libertini<sup>6</sup>.

Le texte aura pour effet de susciter un large débat au sein du PSI mais aussi parmi les journaux de gauche, *l'Unità*<sup>7</sup>, *Rinascita*, *Avanti*...

<sup>1</sup> La revue avait été fondée en décembre 1948 par Pietro Nenni comme expression de la gauche du PSI pour devenir en 1951 l'organe officiel du parti.

<sup>2</sup> On assiste en France au même alignement du PCF sur les positions soviétiques.

<sup>3</sup> Le 29 octobre, 101 intellectuels communistes signent une déclaration qui condamne à la fois l'intervention soviétique et la position du PCI.

<sup>4</sup> Il prendra l'initiative de lui ajouter en juin 1958 un "supplément scientifique et littéraire" qui sera suivi avec beaucoup d'attention.

<sup>5</sup> La traduction française de ce texte a paru dans le n° 3 de janvier/février 1971, pp. 21-31, de la revue *Critique socialiste*, la revue théorique du PSU français. En ligne sur le site de Gallica.

<sup>6</sup> On est à cette date à la veille du congrès du PSI à Naples et l'objectif est de combattre le glissement vers la droite du parti sous la direction de Nenni.

<sup>7</sup> Où il se verra accusé par Paolo Spriano de trostkysme et d'anarcho-syndicalisme.

Le document argumente contre le rôle dominant du parti et pour une démocratie participative par le bas, animée par une conscience ouvrière capable de se libérer de toute intégration dans la logique capitaliste.

L'usine est perçue comme le terrain où se nouent les rapports de classe fondamentaux dans leur dimension politique. En contrepoint, une critique du déplacement de l'action politique vers la seule sphère parlementaire et de son partage entre parti(s) et syndicat(s).

Avril : dans un contexte où il souhaite gagner son indépendance financière à l'égard du parti, il postule pour un emploi auprès de éditions Einaudi à Turin à qui il propose la publication d'une anthologie des écrits de Rosa Luxemburg que son épouse et lui ont traduits.

Juin-juillet: avec Lilli Salvaco, Giovanni Carocci et Aris Accornero, il conçoit un « questionnaire pour l'enquête de masse dans les usines ».

Publication dans le numéro de novembre-décembre de *Mondo Operaio*, toujours en collaboration avec Lucio Libertini, des *Treize thèses sur la question du parti de classe*.

En décembre 1958, en désaccord avec Pietro Nenni, il quitte la codirection de la revue *Mondo Operaio*.

Ces questions n'auront pas la même résonance que les précédentes thèses sur le contrôle ouvrier.

Lors d'une conférence à Naples, il a souligné la nécessité d'une lutte populaire de contre-pouvoir au sein des unités de production. Il s'oppose à une politique de cogestion ouvrière soutenue par Pietro Nenni en collaboration avec le libéralisme dans le cadre de l'Etat démocratique.

Ce qui se trouve aussi mis en cause, c'est le partage classique des luttes ouvrières entre l'action syndicale, d'une part, et l'action politique, d'autre part, déléguée aux partis.

1959 Du 15 au 18 janvier 1959, se déroule à Naples le XXXIIIe Congrès du PSI. Panzieri est élu au Comité central en tant que représentant de la tendance de gauche du parti.

La ligne préconisée par Nenni d'un abandon de l'alliance avec le PCI est toutefois majoritaire. On se rapproche d'une coalition avec la Démocrate-Chrétienne.

En rupture avec Nenni, il démissionne en avril du Comité central du PSI et s'installe avec sa famille à Turin, la ville symbole du développement industriel italien, en vue de travailler pour la maison d'édition Einaudi<sup>1</sup>.

Il participe en septembre au IVe Congrès international de sociologie à Stresa où il fait la rencontre de Theodor Adorno.

En septembre, il rompt avec Lucio Libertini sur un désaccord éditorial.

Ses critiques à l'adresse de la ligne majoritaire tendent toutefois à le marginaliser. Il prend non moins ses distances théoriques avec le parti comme institution.

Il met ainsi un terme à sa carrière de politicien professionnel.

Libertini (à la direction du périodique *Mondo Nuovo*) avait rejeté son article sur le livre de Benno Sarel (*La classe ouvrière en Allemagne de l'Est*<sup>1</sup>).

---

<sup>1</sup> Il sera engagé sous un contrat de consultant. Il semble qu'il n'ait guère trouvé d'affinités ni d'intérêts communs avec le directeur Giulio Einaudi. A vrai dire, Panzeiri vit très mal un sentiment d'isolement politique au début de son établissement à Turin, avant sa rencontre avec ses futurs collaborateurs.

Le 17 décembre, il adresse à Alberto Asor Rosa un courrier où il évoque la création d'une revue qui sache réunir les intérêts de leurs amis communs de Turin et de Rome.

1960 Un première rencontre a lieu en février entre le groupe turinois réuni autour de Panzieri et un groupe réuni à Rome autour de Mario Tronti : la création des *Quaderni Rossi* est en vue.

Autour de Panzieri, à Turin, le groupe de jeunes militants, sociologues de formation, compte entre autres, Romano Alquati, Dario et Liliana Lanzardo, Mario Miegge, Giovanni Mottura, Vittorio Rieser, Emilio Soave, Pierluigi Gasparetto, Romolo Gobbi, Giovanni Mottura.

Le groupe de Rome réunit notamment Mario Tronti, Rita di Leo, Alberto Asor Rosa, Umberto Coldagelli, Gaspare De Caro.

1961 Les 16-18 mars 1961, se tient à Milan le XXXIVe Congrès du PSI: Panzieri n'est pas réélu au Comité central.

Il exprime du reste ses distances désormais avec l'action politique classique pour se tourner vers le travail théorique centré sur les luttes ouvrières (celles tout particulièrement des jeunes générations de travailleurs au sein des usines) et appuyé sur l'enquête sociale.

Son travail politique va désormais se concentrer sur la très prochaine publication de la revue ***Quaderni Rossi***.

Parution, le 30 septembre 1961, à Turin, du premier numéro des ***Quaderni Rossi***<sup>2</sup>.

L'éditorial signé par Vittorio Foa<sup>3</sup> est consacré aux « Luites ouvrières dans le développement capitaliste ».

Le numéro contient l'importante étude de Panzieri intitulée « Sull'uso capitalistico delle macchine nel neocapitalismo<sup>4</sup> ».

L'usine s'y trouve désignée comme le terrain privilégié de la lutte des classes en vue de la création d'une nouvelle subjectivité antagoniste.

Panzieri insiste sur la centralité éminemment politique des rapports sociaux de production dans leur relation avec les forces productives, une critique pertinente de la pseudo neutralité technologique du processus de production. S'exprime ainsi une récusation frontale de l'orthodoxie à l'œuvre au sein de la IIIe internationale sur « l'objectivisme » du développement des forces productives.

Les premiers collaborateurs à la revue sont : Vittorio Foa, Giovanni Mottura, Vittorio Rieser, Sergio Garavani, Emilio Pugno, Gianni Alasia, Romano Alquati, Alberto Asor Rosa, Giuliano Boaretto, Luciano Della Mea, Dino De Palma, Liliana Lanzardo, Mario Miegge, Giuseppe, Muraro, Emilio Soave et Mario Tronti.

La revue va connaître dès le début un vrai succès d'édition<sup>5</sup>. Et les polémiques, bien sûr, ne vont pas manquer.

<sup>1</sup> Bruno Sarel, « Les travailleurs contre le « communisme ». Sur l'histoire de la résistance prolétarienne en RDA (1945-1958) ». Munich: Trikont-Verlag, 1975.

<sup>2</sup> Les six numéros seront publiés par *Istituto Rodolfo Morandi* aux éditions *Avanti*. La collection complète des 6 numéros de la revue (de septembre 1961 à mai/décembre 1965) est accessible en ligne sur le site de la *biblioteca Gino Bianco*. S'y ajoutent les *Chroniques et notes* et les *Lettres* des Cahiers rouges.

<sup>3</sup> Qui était à l'époque le leader national de la CGIL.

<sup>4</sup> La traduction française de cet article (« Capitalisme et machinisme ») se trouve aux pages 45-60 de l'ouvrage paru sous le titre « Luites ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui » aux éditions François Maspéro, Paris, 1968. Une autre traduction est disponible sur le site de *La bataille socialiste*. Nous renvoyons au chapitre 2.2. du présent fascicule.

<sup>5</sup> Le tirage passera assez vite de deux mille à cinq mille exemplaires.

1962 Parution dans le numéro 2 d'avril 1962 des *Quaderni Rossi* de l'article de Romano Alquati *Composizione organica del capitale e forza-lavoro alla Olivetti*. On y trouve la mise en place des concepts d'*ouvrier de masse* et de *composition* de classe.

L'éditorial de ce deuxième numéro est signé par Mario Tronti avec son important article « L'usine et la société ».

23-25 avril 1962 : un important séminaire de l'Institut Morandi sur *Le Capital* organisé à Santa Severa va aboutir à une position de compromis entre les thèses « sociologiques » de Panzieri et Alquati, d'une part, et les thèses « interventionnistes » de Tronti et Rieser, d'autre part.

Juin 62 marque la reprise des grèves des métallurgistes de la Fiat (après la défaite de la FIOM en 1954). Cette longue période de paix sociale avait été interprétée comme un signe d'intégration consumériste de la classe ouvrière.

Le samedi 7 juillet 1962, à Turin, un groupe de manifestants tente de prendre d'assaut sur la **Piazza Statuto** le siège de l'UIL (Union des travailleurs Italiens) qui avait rompu l'unité du front ouvrier en signant un accord séparé avec la direction de Fiat.

Les affrontements avec la police vont durer trois jours en devenant, à mesure, plus violents

Certains journaux, en particulier le quotidien du PC, *l'Unità*, ont dénoncé une provocation antisyndicale, accusant les *Quaderni Rossi* et en particulier Panzieri, lequel s'en est défendu en critiquant tout type d'action susceptible de mettre en danger la ligne de masse dans les luttes<sup>1</sup>.

En septembre 1962, Panzieri et Tronti tentent de surmonter le différend qui a surgi au sein des *Quaderni Rossi* en fondant un nouveau périodique, les *Cronache dei Quaderni Rossi*, mais la revue ne connaîtra qu'un seul numéro.

Fin 1962, Panzieri propose la création d'un journal vénitien, le *Progresso veneto*, sous la direction de Toni Negri.

Le 6 juillet 1962, la veille de la grève générale des métallurgistes pour le renouvellement des conventions collectives<sup>2</sup>, la revue des *Quaderni Rossi* avait pris l'initiative de distribuer à Turin un tract adressé « Aux ouvriers de Fiat » et une lettre ouverte au Comité central de la FIOM<sup>3</sup>, demandant une intensification de la lutte anticapitaliste sous la direction collective de la classe ouvrière. C'était le premier tract politique des *Quaderni Rossi* qui apparaissent dans ces circonstances comme une instance autonome par rapport aux organisations ouvrières traditionnelles.

Même au sein de la revue, cette décision a donné lieu à de vifs débats, de la part surtout des sociologues turinois plus réservés sur cette question de l'intervention directe dans les luttes.

La publication revient surtout sur les événements de la Piazza Statuto avec une contribution spéciale de Panzieri qu'il signe au nom des *Quaderni Rossi*.

Toni Negri s'éloignera très vite des *Quaderni Rossi*.

1963 17 mars 63 : les premiers signes d'un dé-

<sup>1</sup> Sur cette question, voir l'ouvrage de Dario Lanzardo, *La Rivolta di Piazza Statuto, Torino, Luglio 1962*, Feltrinelli Milano 1979. En fait, le tract du 6 juillet avait été rédigé de manière à laisser entendre que la FIOM elle-même avait signé l'accord, ce qui était faux. On comprend que cette accusation malencontreuse ait été reçue par les syndicalistes de la GIL comme une provocation.

<sup>2</sup> L'un des enjeux des grèves en cours est la semaine des 40 heures sur 5 jours. Les grèves se sont multipliées dans la région de Turin depuis la mi-juin 62. Le 23 juin, ce sont les ouvriers de Fiat qui arrêtent le travail. Ils seront bientôt 250.000 grévistes. Il s'agit du premier mouvement de masse d'importance depuis la période de reconstruction d'après-guerre. C'est dans ce contexte que se déroulent les trois journées (les 7, 8 et 9 juillet) quasi insurrectionnelles de la piazza Statuto.

<sup>3</sup> La *Federazione Impiegati Operai Metallurgici*, à savoir le syndicat des métaux de la CGIL (*Confederazione Generale Italiana del Lavoro*), l'union syndicale affiliée au PCI.

saccord se manifestent lors d'une réunion des *Quaderni Rossi*. Panzieri formule des réserves sur le tournant interventionniste de Tronti et sur ses positions théoriques.

La crise provoquée au sein de la rédaction des *Quaderni Rossi* par les événements de la *Piazza Statuto* aboutit au départ, en juin et juillet 1963, du groupe de Rome, dont Romano Alquati, Alberto Asor Rosa, Massimo Cacciari, Toni Negri et Mario Tronti, lesquels vont fonder, en février 1964, **Classe Operaia**.

Le désaccord devient public avec la publication du troisième numéro des *Quaderni Rossi* qui publiera, en juin 1963, **deux éditoriaux concurrents** : d'abord un texte intitulé « Plan capitaliste et classe ouvrière » signé « Cahiers rouge<sup>2</sup> » et, en second, la contribution de Mario Tronti intitulée « Le plan du capital<sup>3</sup> » (que le groupe turinois a rejetée à l'unanimité).

27 mai 63 : intervention de Mario Tronti à Rome lors d'une rencontre avec des camarades. On se dirige vers *Classe Operaia*.

Les 7 et 8 septembre se déroule à Florence l'ultime réunion commune des *Quaderni Rossi*. Les débats se déroulent dans la confusion. Le groupe est, cette fois, au bord de la rupture.

Romano Alquati, Alberto Asor Rosa, Rita Di Leo, Pierluigi Gasparotto, Claudio Greppi, Toni Negri, Massimo Paci et Mario Tronti quittent la revue et se préparent à créer à Florence, le 26 octobre prochain, la revue *Classe Operaia*. Le premier numéro sortira en janvier 1964.

Cet été 1963 aura été pour Panzieri une douloureuse période d'isolement et de tension entre les accusations d'utopisme de la part de la gauche officielle, PSI et PCI, et les reproches d'immobilisme que lui adressent les activistes de *Classe Operaia*.

Un isolement que va accentuer son licenciement par Einaudi

En novembre 1963, Panzieri est, en effet, licencié par Giulio Einaudi qui l'accuse de vouloir instrumentaliser ses éditions.

La rupture advient entre une ligne « sociologique » centrée sur la préalable théorisation des réalités contemporaines de la lutte des classes et une ligne militante d'intervention politique directe<sup>1</sup>. On est dans le contexte des grèves de la Fiat de 1962.

En vérité, le conflit porte sur la publication du livre de Goffredo Fofi « L'immigrazione meridionale a Torino ». Panzieri et Renato Solmi<sup>4</sup> veulent publier le livre dans lequel Fofi attaque la politique de Fiat, ce que refuse l'éditeur. Le livre sera publié par Feltrinelli.

En 1963, Panzieri rédige peu de temps

<sup>1</sup> Sous quelles formes ? Celles, dans les usines, d'arrêts de travail spontanés, de grèves sauvages, et même de sabotages. Des actions qui seront théorisées par Mario Tronti. Cf. son ouvrage "Ouvriers et Capital" qui deviendra bientôt la référence majeure du mouvement opéraïste après la disparition de Raniero Panzieri.

<sup>2</sup> Un article écrit en vérité par Raniero Panzieri et Vittorio Rieser.

<sup>3</sup> Le texte de Tronti paraîtra dans son ouvrage "Ouvriers et capital".

<sup>4</sup> Historien de formation avec une thèse sur Platon, Renato Solmi a fréquenté entre 1956 et 1959 les cours de Theodor W. Adorno à Francfort. Traducteur d'allemand, il a travaillé également pour Einaudi où il a fait la rencontre de Panzieri. Il subit le même licenciement en octobre 63.

avant sa mort un essai important « Plus-valore e pianificazione - Appunti di lettura del Capitale ».

1964 12 janvier 1964: la gauche du PSI quitte le parti et fonde le PSIUP (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne). En question l'alliance avec la Démocratie Chrétienne d'Aldo Moro prônée par Pietro Nenni.

14 janvier: sortie du premier numéro de la revue **Classe Operaia** créée par Mario Tronti, Antonio Negri et Romano Alquati. La revue aura 17 numéros. Elle cessera de paraître en mars 1967.

La publication est sous-titrée « Mensile politico degli operai in lotta » avec comme éditorial du premier numéro le texte de Tronti *Lénine en Angleterre*.

Juillet : sortie du n° 4 des *Quaderni Rossi*

Le numéro publie la traduction par Renato Solmi de l'extrait des *Grundrisse* intitulé « Frammento sulle macchine ».

En septembre, Panzieri prend la parole lors d'un séminaire des *Quaderni Rossi* sur la pratique socialiste de l'enquête ouvrière.

L'« *Uso socialista dell'inchiesta operaia* » paraîtra dans le numéro 5 d'avril 1965 des *Quaderni Rossi*.

Le soir du **9 octobre 1964**, il meurt subitement d'une embolie cérébrale à Turin. Il a 43 ans.

Sa revue cessera de paraître en décembre 1965.

### 4.3. Au sommaire des *Quaderni Rossi*

Les *Quaderni Rossi* ont joué un rôle central dans la diffusion des thèses de l'opéraïsme naissant. La collection complète des 6 numéros est accessible en ligne sur le site de la *biblioteca Gino Bianco*<sup>1</sup>.

En voici les sommaires.

#### **Numéro 1 - septembre 1961**

Foa, Vittorio. Les luttes ouvrières dans le développement capitaliste (pp. 1-17)

Mottura, Giovanni. Chronique des luttes contre les filatures de coton de Valle di Susa (pp. 18-52)

Panzieri, Raniero. Sur l'utilisation capitaliste des machines dans le néocapitalisme (pp. 53-72)

Rieser, Vittorio. Définition du secteur dans une perspective politique (pp. 73-90)

Garavini, Sergio. Revendications relatives au salaire et au pouvoir (pp. 91-97)

Muraro, Giuseppe. Tâches: évaluations « objectives » et solution des travailleurs (pp. 98-110)

Pugno, Emilio. Assemblées ouvrières et syndicales (pp. 111-115)

Frasca, Piero. Luttes et organisation (pp. 115-126)

Miocchi, Nino. Revendications et solidarité (pp. 126-133)

Gasparini, Giorgio. Le parti dans l'usine (pp. 134-138)

Lanzardo, Liliana (édité par). L'autonomie des travailleurs chez les jeunes (pp. 139-148)

Alasia, Giovanni. Quelques données sur les luttes syndicales à Turin 1960-1961: observations préliminaires (pp. 149-156)

Lanzardo, Liliana; Mottura, Giovanni; Rieser, Vittorio. Quelques données sur les luttes syndicales à Turin 1960-1961 (pp. 157-186)

De Palma, Dino. Deux alternatives d'action syndicale (pp. 187-197)

Alquati, Romano (édité par). Documents sur la lutte des classes à la FIAT (pp. 198-215)

Alquati, Romano. Rapport de R. Alquati sur les « nouvelles forces » (Conférence du PSI sur la FIAT - janvier 1961) (pp. 215-239)

Muraro, Giuseppe. Thèse de Giuseppe Muraro (Conférence du PSI sur la FIAT, janvier 1961) (pp. 240-244)

\*

#### **Numéro 2 - avril 1962**

Tronti, Mario. L'usine et la société (pp. 1-31)

Lolli, Gabriele. Revendications et élément politique dans la grève de Lancia (pp. 32-62)

Alquati, Romano. Composition organique du capital et de la force de travail chez Olivetti (pp. 63-98)

Momigliano, Franco. Possibilités et limites de l'action syndicale (pp. 99-115)

Fortini, Franco. Le socialisme n'est pas une fatalité (pp. 115-117)

Asor Rosa, Alberto. Le point de vue ouvrier et la culture socialiste (pp. 117-130)

Regazzola, Tom; Soave, Emilio. Premières notes pour une analyse de la réalité de classe chez Pirelli (pp. 130-143)

Rieser, Vittorio. Notes sur la classification des emplois (pp. 144-164)

Paci, Massimo. Aspects de la socialisation du travail dans la construction (pp. 165-182)

Di Leo, Rita. Travaux nécessaires et valeur de la main-d'œuvre de la construction (pp. 183-190)

Lanzardo, Dario. Le transport de la force de travail dans le processus de production capitaliste (pp. 191-201)

Beccalli, Bianca. La notion de mobilité sociale dans le capitalisme (pp. 202-221)

\*

#### **Chroniques des *Quaderni Rossi* - Septembre 1962**

Rieser, Vittorio. La lutte des travailleurs dans la programmation capitaliste (pp. 3-24)

Alquati, Romano. Notes sur les conditions et le déroulement de la grève chez Fiat (pp. 25-43)

Cahiers rouges. Entretiens de grève avec les employés de Fiat (pp. 44-49)

<sup>1</sup> A l'adresse <http://www.bibliotecaginobianco.it/>

De Palma, Dino; Lolli, Gabriele. Le développement de la lutte des métallurgistes à travers la presse du mouvement ouvrier (pp. 50-57)  
Cahiers rouges. Quelques observations sur les événements de la Piazza Statuto (pp. 57-61)  
Premiers éléments pour l'étude du capitalisme (pp. 61-67)  
Un journal ouvrier chez Alfa Romeo (pp. 68-70)  
Les camarades génois des *Quaderni Rossi*. Correspondance de Gênes (pp. 70-73)  
Trois jours à Turin (7, 8 et 9 juillet 1962) (pp. 74-94)

\*

### **Numéro 3 - juin 1963**

Cahiers rouges. Le plan capitaliste et la classe ouvrière (pp. 1-43)

Tronti, Mario. Le plan du capital (pp. 44-73)  
Lanzardo, Dario. Thèmes de la planification du développement social (pp. 74-93)  
Greppi, Claudio; Pedrolli, Alberto. Production et aménagement du territoire (pp. 94-101)  
Coldagelli, Umberto; De Caro, Gaspare. Quelques hypothèses de recherche marxiste sur l'histoire contemporaine (pp. 102-108)  
Fortini, Franco. Pour un discours dépassé (pp. 109-114)  
Brecht, Bertolt. Discours au 1er Congrès international des écrivains pour la liberté culturelle (p. 114-118)  
Alquati, Romano. Composition du capital et de la force de travail chez Olivetti (pp. 119-185)  
Lolli, Gabriele. Industrie et crédit (pp. 186-199)  
Fofi, Goffredo. Agriculture (pp. 200-210)  
Rieser, Vittorio. Salaires et évolution dans la politique CGIL (pp. 211-236)  
Lolli, Gabriele. Productivité et salaires dans la ligne de la CISL (pp. 237-248)  
Lanzardo, Liliana. Développements récents dans l'analyse de la mobilité sociale (pp. 249-272)

\*

### **Numéro 4 - juillet 1964**

Lanzardo, Dario. Production, consommation et lutte des classes (pp. 1-32)

Ciocchetti, Clemente; Ramella, Franco. Une révolution technologique dans le domaine de Biella (pp. 33-59)  
Lanzardo, Liliana. Fiat après la grève de 62 (pp. 60-74)  
Cahiers rouges. Une brochure pour les travailleurs de Fiat (pp. 74-86)  
Rieser, Vittorio. Développement et situation économique du capitalisme italien (pp. 87-211)  
Salvati, Bianca & Michele. Une lettre d'Angleterre sur les syndicats et la programmation (pp. 212-226)  
Fisher, Martin. La grève des métallurgistes à Baden-Württemberg (pp. 226-231)  
Masi, Edoarda. Lecture des positions chinoises (pp. 232-256)  
Panzieri, Raniero. Plus-value et planification (pp. 257-288)  
Marx, Karl. Fragment sur les machines (traduction par Renato Solmi) (pp. 289-300)  
Masi, Edoarda. Interprétations occidentales de la politique chinoise (pp. 301-304)  
Solmi, Renato. Extrait du journal d'un travailleur américain (pp. 305-326)

\*

### **Numéro 5 - avril 1965**

Lanzardo, Dario. L'intervention socialiste dans la lutte des travailleurs : Marx et l'enquête ouvrière (traduction de Mariuccia Salvati et Piero Scaramucci) (pp. 1-30)

Ferraris, Pino. Journaux politiques dans les usines de Biellese (pp. 31-48)  
Mottura, Giovanni. Notes pour un travail politique socialiste (pp. 49-66)  
Panzieri, Raniero. La conception socialiste de l'enquête ouvrière (pp. 67-76)  
Rieser, Vittorio. Informations, valeurs et comportement des travailleurs (pp. 77-104)  
Lanzardo, Liliana. Relation entre les objectifs et les instruments de l'enquête (pp. 105-133)  
Schéma d'entretien (pp. 134-141)  
Beccalli, Bianca. Transformations de la classe ouvrière dans certaines analyses sociologiques (pp. 142-172)

Lanzardo, Liliana ; Baranelli, Luca. La nouvelle classe ouvrière (pp. 173-185)  
Salvati, Michele. Le travailleur dans la société de bien-être (pp. 186-189)  
Rieser, Vittorio. Les travailleurs de l'automobile et le mythe américain (pp. 189-195)  
Beccalli, Bianca. Ancienne et nouvelle culture de travail (pp. 196-199)  
Coletti, Maria. Une recherche sur l'aliénation et l'anomie (pp. 200-207)  
Vetere, Massimo. Images suisses des classes sociales (pp. 208-212)  
De Palma, Dino ; Rieser, Vittorio ; Salvadori, Edda. L'enquête sur Fiat en 1961 (pp. 214-255)  
Carrare, Mario. L'enquête chez Olivetti en 1961 (pp. 256-269)

\*

### **Numéro 6 - mai / décembre 1965**

Cahiers rouges. Mouvement ouvrier et autonomie de la lutte de classe (pp. 1-46)

Lanzardo, Liliana; Vetere, Massimo. Interventions politiques contre la rationalisation capitaliste (pp. 47-140)  
Miegge, Mario. Réforme agraire et lutte paysanne en région de Marsica (pp. 141-179)  
Rieser, Vittorio. Notes sur la conjoncture capitaliste internationale (pp. 180-284)  
Lanzardo, Dario. Notes sur le problème: le développement du capital et la révolution socialiste (pp. 285-350)  
Masi, Edoarda. Enseignements théoriques du communisme chinois (pp. 351-372)  
Masi, Edoarda. Révolution au Vietnam et mouvement ouvrier occidental (pp. 373-389)

\*

### **Chroniques et notes des Quaderni Rossi - novembre 1970**

Rieser, Vittorio. La lutte des travailleurs dans la programmation capitaliste (pp. 5-26)  
Alquati, Romano; ... [et al.]. Notes sur les conditions et le déroulement de la grève chez Fiat (pp. 27-45)  
Cahiers rouges. Entretiens de grève avec les employés de Fiat (pp. 46-51)  
De Palma, Dino; Lolli, Gabriele. Le développement de la lutte des métallurgistes à travers la presse du mouvement ouvrier (pp. 52-59)  
Cahiers rouges. Quelques observations sur les événements de la piazza Statuto (pp. 59-63)  
Premiers éléments pour l'étude du capitalisme (pp. 63-69)  
Un journal ouvrier chez Alfa Romeo (pp. 70-71)  
Les camarades génois des Quaderni Rossi. Correspondance de Gênes (pp. 71-75)  
Asor Rosa Alberto, Trois jours à Turin (7, 8 et 9 juillet 1962) (pp. 76-96)  
Lanzardo, Dario. Production sociale et grande entreprise (pp. 99-107)  
Bulletin politique n. 1, janvier-février 1964 (pp. 108-115)  
Bulletin politique n. 2, mars-avril 1964 (pp. 116-117)  
Jeunesse du PSIUP d'Ivrea (édité par). La lutte contre le système du taux à la pièce chez Olivetti est une lutte de tous les travailleurs (pp. 118-144)  
Considérations politiques et syndicales sur la « crise » (pp. 145)  
Actualités et documents de travail n. 3 mai 1964 (pp. 146-152)  
Actualités et documents de travail n. 4 juin 1964 (pp. 154-172)  
Actualités et documents de travail n. 5 juillet 1964 (pp. 173-191)  
Actualités et documents de travail n. 6 octobre 1964 (pp. 194-201)  
Actualités et documents de travail n. 7 mars 1965 (pp. 202-210)  
Actualités et documents de travail n. 8 avril 1965 (pp. 211-251)  
Actualités et documents de travail n. 9 octobre 1965 (pp. 252-286)  
Nouvelles et documents n. 10 novembre 1965 (pp. 287-298)

\*

### **Lettres des Quaderni rouges - Avril 1971**

Présentation (p. 1)  
Errata (p. 2)  
Masi, Edoardo. Lettre N. 1 - Sur certaines questions pertinentes dans les positions du Parti communiste chinois (1963)  
Rieser, Vittorio. Lettre n. 2 - Sur l'actualité du Parti socialiste italien (1963) (pp. 13-36)  
Rieser, Vittorio. Lettre n. 3 - Les thèses de la FIOM pour le XIV congrès (1964) (pp. 37-54)

Rieser, Vittorio. Lettre No. 4 - La lutte des ouvriers d'Olivetti contre le système du travail à la pièce (1964) (pp. 55-68)  
Rieser, Vittorio. Lettre No. 5 - Problèmes actuels de la controverse sino-soviétique (pp. 69-76)  
Lettre n. 6 - La lutte des cheminots en Italie et en France (pp. 77-102)  
Lettre n. 7 - Développement capitaliste et problèmes de stratégie ouvrière (d'après le "Yalta Reminder") (pp. 103-148)  
Lettre n. 8 - Revendications syndicales et éléments politiques dans la lutte des cheminots (pp. 149-172)  
Lettre n. 9 - Les thèses de la CGIL pour le congrès (pp. 173-192)  
Lettre n. 10 - Aux camarades du PCI (1965) (pp. 193-214)  
Lettre n. 11 - Le PSIUP dans la situation actuelle de la lutte des classes (1965) (pp. 215-246)  
Lettre n. 12 - La lutte contractuelle des métallurgistes (1966) (pp. 247-278)  
Lettre n. 13 - La révolution culturelle socialiste en Chine (1967) (pp. 279-310)  
Extrait de « Problems of Socialism », mars-avril 1965 - Problèmes actuels de la CGIL (pp. 311-322)  
Notes pour une discussion sur « Les problèmes de la lutte anti-impérialiste et la situation au Moyen-Orient » (1967) (pp. 323-338)  
Cinquante ans de la révolution d'octobre (1967) (pp. 339-350)  
La lutte contractuelle des ouvriers de la pétrochimie de Ravenne (1968) (pp. 351-398)  
Index (pp. 399-400)

\*

## 4.4. K. Marx, Enquête ouvrière

### Etudes consultées et références :

- Andrea Cavazzini, « Aux origines de l'enquête ouvrière : *conricerca* et ligne de classe en Italie dans les années 1950-1960 ». Séminaire du GRM, séance du 29 novembre 2011 (en ligne sur le site de la revue).
- Leda Leal Ferreira, « A propos de l'enquête ouvrière de Karl Marx », *Travailler*, Martin Média, 2004/2, n° 12, pp 15-20 (en ligne sur le site de Cairn info).
- Dario Lanzardo, « Marx et l'enquête ouvrière », *Quaderni Rossi* n° 5, avril 1965, pp. 1-30. Traduction par Nicole Rouzet, pp. 117-131 de *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, cahiers libres 118-119, François Maspero, Paris 1968 (en ligne sur le site de la revue *Multitudes*).
- Davide Gallo Lassere & Frédéric Monferrand, « Les aventures de l'enquête militante », « Rue Descartes », Collège international de philosophie, 2019/2, n° 96, pp. 93-107 (en ligne sur le site de Cairn info).
- Raniero Panzieri, « La conception socialiste de l'enquête ouvrière », *Quaderni Rossi* n° 5, avril 1965, pp. 67-76. Traduction par Nicole Rouzet, pp. 109-116 de *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, cahiers libres 118-119, François Maspero, Paris 1968 (en ligne sur le site de la revue *Multitudes*).
- Maximilien Rubel, *Karl Marx, Essai de biographie intellectuelle*, Editions Marcel Rivière et Cie, Paris 1971, pp. 401-408.

\*

Nous avons vu toute l'importance qu'a prise l'enquête militante dans les premiers travaux de l'opéraïsme italien, à l'initiative particulièrement de Raniero Panzieri et de Romano Alquati, tous deux à l'origine de ce qui a pris le nom de *conricerca* pour désigner une technique *participative* soucieuse d'établir un rapport d'implication réciproque entre le chercheur et ses interlocuteurs ouvriers dans l'usine.

Or cette pratique, tout innovante qu'elle était, ne s'inspirait pas moins d'une initiative lointaine de Marx connue sous le titre de *Enquête ouvrière*.

Ce document a d'abord paru sans signature dans le numéro 4, du 20 avril 1880, de *La Revue Socialiste* fondée par Benoît Malon.

L'indication que Marx en est l'auteur est fournie par la lettre qu'il adresse le 5 novembre 1880 à Friedrich Adolph Sorge, à qui il écrit, évoquant précisément Benoît Malon : « J'ai rédigé pour lui le questionnaire<sup>1</sup> qui a d'abord été publié dans la *Revue socialiste*, et dont un grand nombre d'exemplaires ont ensuite été diffusés dans toute la France<sup>2</sup>. ».

\*

Nous citons à partir de l'édition de *La Revue socialiste*, pp. 193-199, en ligne sur le site de Gallica. Le manuscrit original anglais se trouve aux pages 328-334 du volume 24 des *Marx Engels Collected Works*<sup>3</sup>.

\*

Aucun gouvernement (monarchiste ou républicain bourgeois) n'a osé entreprendre une enquête sérieuse sur la situation de la classe ouvrière française. Mais, en revanche, que d'enquêtes sur les crises agricoles, financières, industrielles, commerciales, politiques.

Les infamies de l'exploitation capitaliste révélées par l'enquête officielle du gouvernement anglais; les conséquences légales que

<sup>1</sup> « le questionnaire », avait écrit Marx.

<sup>2</sup> Friedrich Engels et Karl Marx, *Correspondance*, tome 13, 1875-1880, Éditions sociales, Paris 2020, p. 421. Le document sera reproduit par la *Revue socialiste* à hauteur de 25.000 exemplaires et distribué dans toute la France. Il sera traduit en italien dès juillet 1880 dans le journal milanais *La Lotta*, et en néerlandais, en octobre 1880, dans le journal *Recht voor Allen*.

<sup>3</sup> La traduction française de *l'Enquête* de Marx par M. Rubel se trouve aux pages 1527-1538 du tome 1 des *Œuvres*, aux éditions Gallimard. La traduction italienne par Mariuccia Salvati et de Piero Scaramucci se trouve en premières pages du n° 5 d'avril 1965 des *Quaderni Rossi*.

ces révélations ont produites (limitation de la journée légale de travail à dix heures, lois sur le travail des femmes et des enfants, etc.) ont rendu la bourgeoisie française encore plus craintive des dangers que pourrait représenter une enquête impartiale et systématique.

En attendant que nous puissions amener le gouvernement républicain à imiter le gouvernement monarchique de l'Angleterre, à ouvrir une vaste enquête sur les faits et méfaits de l'exploitation capitaliste, nous allons, avec les faibles moyens dont nous disposons, essayer d'en commencer une. Nous espérons d'être soutenus, dans notre œuvre, par tous les ouvriers des villes et des campagnes, qui comprennent qu'eux seuls peuvent décrire en toute connaissance de cause les maux qu'ils endurent; que eux seuls, et non des sauveurs providentiels, peuvent appliquer énergiquement les remèdes aux misères sociales dont ils souffrent; nous comptons aussi sur les socialistes de toutes les écoles qui, voulant une réforme sociale, doivent vouloir une connaissance exacte et *positive* des conditions dans lesquelles travaille et se meut la classe ouvrière, la classe à qui l'avenir appartient.

Ces *Cahiers du travail* sont l'œuvre première qui s'impose à la démocratie socialiste pour préparer la rénovation sociale.

Les cent questions qui suivent sont les plus importantes. - Les réponses doivent porter le numéro d'ordre de la demande. - Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions; mais nous recommandons de faire les réponses aussi abondantes et détaillées que possible.

- Le nom de l'ouvrière ou de l'ouvrier répondeur ne sera pas publié, à moins d'autorisation spéciale; mais il doit être donné, ainsi que son adresse, pour qu'au besoin on puisse communiquer avec lui<sup>1</sup>.

Les réponses doivent être envoyées à l'administrateur de la *Revue socialiste*, M. Lécluse, 28, rue Royale, à Saint-Cloud, près Paris.

Les réponses seront classées et fourniront les éléments de monographies spéciales qui seront publiées par la *Revue socialiste* et plus tard réunies en volume.

\*

I

1. Quel est votre métier ?
2. Est-ce que l'atelier où vous travaillez appartient à un capitaliste ou à une compagnie d'actionnaires ? Donnez les noms des capitalistes *employeurs* ou des directeurs de la Compagnie.
3. Donnez le nombre de personnes employées.
4. Donnez leur âge et leur sexe.
5. Quel est l'âge le plus jeune auquel les enfants (garçons et filles) sont admis ?
6. Donnez le nombre de surveillants et des autres salariés qui ne sont pas des salariés ordinaires.
7. Y a-t-il des apprentis ? - Combien ?
8. Outre les ouvriers ordinairement et régulièrement employés, y en a-t-il d'autres qui ne viennent qu'à certaines saisons ?
9. Est-ce que l'entreprise de votre patron travaille exclusivement ou principalement pour les chalands de la localité, pour le marché intérieur général ou pour l'exportation étrangère ?
10. L'atelier est-il situé à la campagne ou à la ville ? Nommez l'endroit.
11. Si votre atelier est situé à la campagne est-ce que votre travail industriel suffit à vous faire vivre, ou bien le combinez vous avec un travail agricole ?
12. Est-ce que votre travail est fait à la main ou avec l'aide des machines ?
13. Donnez des détails sur la division du travail de votre industrie.
14. Emploie-t-on la vapeur comme force motrice ?

---

<sup>1</sup> Ce préambule a-t-il été rédigé par Marx ? C'est fort probable, à l'exception sans doute des deux derniers paragraphes ajoutés par les éditeurs de la revue.

15. Énumérez le nombre de chambres dans lesquelles les différentes branches de l'industrie sont pratiquées. - Décrivez la spécialité dans laquelle vous êtes employé; parlez non seulement de la partie technique mais encore de la fatigue musculaire et nerveuse qu'elle impose et de ses effets généraux sur la santé des ouvriers.
16. Décrivez les conditions hygiéniques de l'atelier: dimension des pièces, place assignée à chaque ouvrier; ventilation, température, blanchissement des murs à la chaux, lieux d'aisance, propreté générale; bruit des machines, poussières métalliques, humidité, etc.
17. Existe-t-il une surveillance municipale ou gouvernementale sur les conditions hygiéniques des ateliers ?
18. Dans votre industrie, y a-t-il des émanations délétères spéciales engendrant des maladies spécifiques pour les ouvriers ?
19. L'atelier est-il encombré de machines ?
20. La force motrice, les appareils de transmission et les machines sont-elles protégées de manière à prévenir tout accident ?
21. Énumérez les accidents arrivés durant votre expérience personnelle.
22. Si vous travaillez dans une mine, énumérez les mesures préventives prises par votre employeur pour ventiler, pour empêcher les explosions et autres accidents dangereux.
23. Si vous travaillez dans une fabrique de produit chimique, dans une usine, une manufacture d'objets métalliques ou toute autre industrie présentant des dangers spéciaux, énumérez les mesures de précaution prises par votre employeur.
24. Quels sont les moyens d'éclairage de votre atelier (gaz, pétrole, etc.) ?
25. En cas d'incendie, les moyens de fuite sont-ils suffisants ?
26. En cas d'accident votre employeur est-il obligé *légalement* d'indemniser l'ouvrier ou sa famille ?
27. Sinon, a-t-il jamais indemnisé ceux à qui il est arrivé malheur pendant qu'ils travaillaient à l'enrichir ?
28. Y a-t-il un service médical dans votre atelier ?
29. Si vous travaillez à votre domicile, décrivez l'état de votre chambre de travail. - Vous servez-vous seulement d'outils ou de petites machines ? - Vous faites-vous aider par vos enfants ou d'autres personnes (adultes ou enfants, mâles ou femelles) ? - Travaillez-vous pour des clients particuliers ou pour un entrepreneur ? - Traitez-vous directement avec lui ou par un intermédiaire ?

## II

30. Énumérez les heures de travail quotidiennes et les jours de travail pendant la semaine.
31. Énumérez les jours fériés pendant l'année.
32. Quelles sont les interruptions de la journée de travail ?
33. Les repas sont-ils pris à des intervalles déterminés ou irrégulièrement ? Sont-ils pris en dehors de l'atelier ?
34. Travaille-t-on pendant les heures des repas ?
35. Si l'on emploie la vapeur, quand la donne-t-on, quand l'arrête-t-on ?
36. Y a-t-il du travail de nuit ?
37. Énumérez les heures de travail des enfants et des jeunes personnes en dessous de 16 ans.
38. Il y a-t-il des relais d'enfants et de jeunes personnes se remplaçant mutuellement durant les heures de travail ?
39. Les lois sur le travail des enfants sont-elles mises en vigueur par le gouvernement ou la municipalité ? Les employeurs s'y soumettent-ils ?
40. Existe-t-il des écoles pour les enfants et les jeunes personnes employés dans votre métier ? S'il y en a, quelles sont les heures d'école ? Qui les dirige ? Qu'y enseigne-t-on ?
41. Quand le travail est de nuit et de jour, quel est le système de relais ?
42. Quelle est la prolongation habituelle des heures de travail pendant les périodes de grande activité industrielle ?
43. Les machines sont-elles nettoyées par des ouvriers spécialement engagés pour ce travail; ou le sont-elles gratuitement par les ouvriers employés aux machines pendant leur journée de travail ?
44. Quels sont les règlements et les amendes pour les retards ? Quand la journée de travail commence-t-elle, quand recommence-t-elle après le repas ?
45. Quel temps perdez-vous en vous rendant à l'atelier et en rentrant chez vous ?

## III

46. Quels sont les contrats que vous passez avec votre employeur ? Etes-vous engagé à la journée, à la semaine, au mois, etc. ?
47. Quelles sont les conditions stipulées pour donner ou recevoir son congé ?
48. Dans le cas de bris de contrat, quand c'est l'employeur qui est en faute, quelle est sa pénalité ?
49. Quand c'est l'ouvrier qui est en faute quelle est sa pénalité ?
50. S'il y a des apprentis, quels sont les termes de leur contrat ?

51. Votre travail est-il régulier ou irrégulier ?
52. Dans votre métier travaille-t-on seulement de certaines saisons; ou est-ce que le travail, dans les temps ordinaires, est distribué plus ou moins également pendant toute l'année ? Si vous ne travaillez qu'à de certaines saisons, comment vivez-vous dans l'intervalle ?
53. Etes-vous payé au temps ou à la pièce ?
54. Si vous êtes payé au temps, êtes-vous payé à l'heure ou à la journée ?
55. Y a-t-il des salaires extra, pour du travail extra ? Quels sont-ils ?
56. Si vos salaires sont payés à la pièce, comment les fixe-t-on ? Si vous êtes employé dans des industries où le travail est mesuré par la quantité ou le poids, comme c'est le cas dans les mines, votre employeur ou ses commis ont-ils recours à des tricheries pour vous frauder d'une partie de vos gains ?
57. Si vous êtes payé à la pièce, fait-on de la qualité de l'article un prétexte pour des déductions frauduleuses de vos salaires ?
58. Que vous soyez payé à la pièce ou au temps, quand êtes-vous payé, en d'autres mots combien long est le crédit que vous faites à votre maître avant de recevoir le prix du travail exécuté ? Etes-vous payé après une semaine, un mois, etc. ?
59. Avez-vous remarqué que le retard dans le paiement de vos salaires vous oblige à recourir fréquemment au mont de piété, payant là un haut taux d'intérêt, vous dépouillant de choses dont vous avez besoin; de faire des dettes chez les boutiquiers, devenant leur proie parce que vous êtes leur débiteur ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont perdu leurs salaires par la faillite ou la banqueroute de leurs patrons ?
60. Les salaires sont-ils payés directement par le patron ou par des intermédiaires (*marchandeurs*, etc.) ?
61. Si les salaires sont payés par des marchandeurs ou d'autres intermédiaires, quels sont les termes de votre contrat ?
62. Quel est le taux de votre salaire en argent au jour et à la semaine ?
63. Quels sont les salaires des femmes et des enfants coopérant avec vous dans le même atelier ?
64. Quel a été dans votre atelier le salaire à la journée le plus élevé pendant le mois dernier ?
65. Quel a été le salaire à la pièce le plus élevé pendant le mois dernier ?
66. Quel a été votre salaire pendant le même temps, et si vous avez une famille, quels sont les salaires de votre femme et de vos enfants ?
67. Les salaires sont-ils payés entièrement en argent ou autrement ?
68. Si c'est votre employeur qui vous loue votre domicile quelles sont les conditions ? Est-ce qu'il déduit le loyer de votre salaire ?
69. Quels sont les prix des objets nécessaires, tels que :
- (a) Loyer de votre habitation; conditions de location; le nombre des pièces qui la composent, des personnes qui y demeurent; réparations, assurances; achat et entretien du mobilier, chauffage, éclairage, etc.
  - (b) Nourriture : pain, viande, légumes, pommes de terre, etc., laitages, œufs, poissons, beurre, huile, saindoux, sucre, sel, épicerie, café, chicorée, bière, cidre, vin, etc., tabac.
  - (c) Habillements pour les parents et les enfants, blanchissage, soins de propreté, bains, savons, etc.
  - (d) Frais divers : ports de lettres, emprunt et dépôts aux monts-de-piété, frais d'école des enfants, d'apprentissage, achat de journaux, de livres, etc., contributions à des sociétés de secours mutuels, pour des grèves, des coalitions, des sociétés de résistances, etc.
  - (e) Frais, s'il y en a, occasionnés par l'exercice de votre métier.
  - (f) Impôts.
70. Essayez d'établir le budget hebdomadaire et annuel de vos revenus et de ceux de votre famille, de vos dépenses hebdomadaires et annuelles !
71. Avez-vous remarqué, durant votre expérience personnelle, une plus grande hausse dans les objets nécessaires à la vie, tels que logement, nourriture, etc., que dans le salaire ?
72. Énumérez les variations dans le taux des salaires qui vous sont connues.
73. Mentionnez les abaissements de salaires dans les temps de stagnation et de crise industrielle.
74. Mentionnez les hausses de salaires dans les prétendus temps de prospérité.
75. Mentionnez les interruptions dans le travail par le changement des modes et les crises particulières et générales. Racontez vos propres chômages involontaires.
76. Comparez les prix des articles que vous produisez ou des services que vous rendez avec le prix de votre travail.
77. Citez le cas que vous connaissez d'ouvriers déplacés par l'introduction des machines ou des autres perfectionnements.
78. Avec le développement des machines et la productivité du travail, l'intensité ou la durée du travail ont-elles augmenté ou diminué ?
79. Connaissez-vous aucune augmentation de salaire comme conséquence des progrès de la production ?
80. Avez-vous jamais connu des ouvriers ordinaires qui aient pu se retirer à l'âge de 50 ans et vivre sur l'argent gagné dans leur qualité de salarié ?
81. Quel est, dans votre métier, le nombre d'années pendant lequel un ouvrier de santé moyenne peut continuer à travailler ?

#### IV

82. Existe-t-il des sociétés de résistance<sup>1</sup> dans votre métier et comment sont-elles conduites ? - Envoyez leurs statuts et règlements.
83. Combien de grèves se sont produites dans votre métier pendant le cours de votre expérience ?
84. Combien de temps ces grèves ont-elles duré ?
85. Étaient-elles générales ou partielles ?
86. Avaient-elles pour but une hausse des salaires ou étaient-elles faites pour résister à une réduction des salaires; ou se rapportaient-elles à la longueur de la journée du travail ou étaient-elles causées par d'autres motifs ?
87. Quels ont été leurs résultats ?
88. Parlez de l'action des Prud'hommes.
89. Votre métier a-t-il soutenu des grèves d'ouvriers appartenant à d'autres corps de métiers ?
90. Parlez des règlements et des pénalités établies par votre employeur pour le gouvernement de ses salariés.
91. Y a-t-il des coalitions d'employeurs pour imposer des réductions de salaires, des augmentations de travail, pour entraver des grèves et plus généralement pour imposer leurs volontés ?
92. Connaissez-vous des cas où le gouvernement ait abusé des forces publiques pour les mettre au service des employeurs contre leurs employés ?
93. Connaissez-vous des cas où le gouvernement soit intervenu pour protéger les ouvriers contre les exactions des maîtres et leurs illégales coalitions ?
94. Le gouvernement fait-il exécuter contre les maîtres les lois qui existent sur le travail ? Est-ce que les inspecteurs remplissent leur devoir ?
95. Existe-t-il dans votre atelier ou votre métier des Sociétés de secours mutuel pour les cas d'accidents, de maladie, de mort, d'incapacité temporaire de travail, de vieillesse, etc. - Envoyez leurs statuts et règlements.
96. Est-ce que l'entrée de ces sociétés est volontaire ou compulsive ? Est-ce que les fonds sont exclusivement sous le contrôle des ouvriers ?
97. Si les contributions sont compulsives et sous le contrôle des maîtres, les retiennent-ils sur les salaires ? Est-ce qu'ils paient des intérêts pour ces retenues ? Est-ce qu'elles sont rendues à l'ouvrier quand il donne congé ou est expulsé ? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont bénéficié de soi-disant caisses de retraite contrôlées par les patrons, mais dont le capital constituant est prélevé sur les salaires des ouvriers ?
98. Y a-t-il des sociétés coopératives dans votre métier ? Comment sont-elles dirigées ? Est-ce qu'elles emploient des ouvriers du dehors de la même façon que les capitalistes le font ? Envoyez leurs statuts et règlements.
99. Existe-t-il dans votre métier des ateliers où les rétributions des ouvriers sont payées en partie sous le nom de salaires et partie sous le nom de prétendues coparticipations dans les profits ? Comparez les sommes reçues par ces ouvriers et celles reçues par d'autres ouvriers où il n'existe pas de prétendue coparticipation dans les profits ? Énumérez les engagements des ouvriers vivant sous ce régime. Peuvent-ils faire des grèves etc., ou leur est-il simplement permis d'être les humbles serviteurs de leurs maîtres ?
100. Quelles sont les conditions générales, physiques, intellectuelles, morales, des ouvrières et ouvriers employés dans votre métier ?
101. Observations générales<sup>2</sup>.

\*

Ce questionnaire ne réclame pas de commentaire particulier sinon pour observer que nombre de ces sujets d'enquête ont constitué la matière des chapitres X (*La journée de travail*) et XV (*Machinisme et grande industrie*), entre autres, du Livre I du *Capital*.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de sociétés mutualistes qui avaient pour objet de couvrir les risques de chômage et de grève. Le texte anglais parle simplement de « trades-unions ».

<sup>2</sup> Cette dernière rubrique n'appartient pas au manuscrit original anglais, lequel ne compte du reste que 99 questions numérotées I (de 1 à 29), II (de 1 à 16), III (de 1 à 36) et IV (de 1 à 18). C'est la question 88 de l'édition française sur l'action des Prud'hommes qui se trouve manquer dans le manuscrit anglais.

# Marx, à mesure

## Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor ( <i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste ( <i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre ( <i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes ( <i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La <i>Kölnische Zeitung</i> et la révolution de juin. ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 <sup>er</sup> juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La lutte des Magyars ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 <sup>er</sup> et 2 juillet 1848)	Vol. 15

F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste ( <i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique ( <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (The Northern Star du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste ( <i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne ( <i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes ( <i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternels à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande ( <i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale ( <i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 ( <i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4

K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier ( <i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières ( <i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier ( <i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21

K. Marx, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des évènements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13

Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19